



**HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°74-2021-152

PUBLIÉ LE 21 JUILLET 2021

# Sommaire

## **74\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie /**

### **74\_DDT\_Service\_Economie\_Agricole**

74-2021-07-20-00001 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1065 autorisant M. MERMILLOD-BLARDET Pierre à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur les communes de SERRAVAL et MANIGOD (4 pages)

Page 5

## **74\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie /**

### **Direction départementale des territoires de Haute-Savoie-STEM**

74-2021-07-13-00009 - Arrêté n° DDT-2021-1030 portant renouvellement d agrément pour l exploitation d un établissement d enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière « AUTO ÉCOLE FAILLON », situé 15 avenue Barbusse 74100 ANNEMASSE, Madame Catherine HOUTEKIER, veuve FAILLON (2 pages)

Page 10

74-2021-07-16-00001 - ARP\_DDT\_2021\_1055 portant réglementation de police sur l'autoroute A411, sur la commune de Gaillard, durant l'expérimentation d'une voie réservée au covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard. (4 pages)

Page 13

74-2021-07-13-00011 - Arrêté n° DDT-2021-1038 portant modification d agrément pour l exploitation d un établissement d enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière « ÉCOLE DE CONDUITE GENEVOISE », situé 8 Grande Rue - 74160 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS, Monsieur Daniel GOLFIERI (2 pages)

Page 18

74-2021-07-19-00002 - Arrêté n° DDT-2021-1059 portant agrément pour l exploitation d un établissement chargé d organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière « SAS STAGE PERMIS FRANCE », dont le siège social est situé 11 Bis rue Saint-Ferréol 13001 MARSEILLE, Monsieur Anthony BOCOGNANO (2 pages)

Page 21

74-2021-07-13-00007 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1037 du 13 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A 40, dans le sens Chamonix-Mâcon, sur les communes d'Annemasse, d'Etrembières et de Gaillard, afin de réaliser les travaux de reprise des joints du PS n° 6 du PK 55.300 au PK 56.000 (4 pages)

Page 24

74-2021-07-13-00008 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1039 du 13 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A410 pendant les travaux de modernisation des gares de péage de Cruseilles Est et Ouest (4 pages)

Page 29

## **74\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Service eau et environnement**

74-2021-07-20-00002 - ARP DDT-2021-0970 autorisant les travaux sur l'alpage de Trécot - réserve naturelle de Sixt-Fer-à-Cheval/Passy - Association pastorale de Sixt-Fer-à-Cheval (5 pages)

Page 34

74-2021-07-15-00001 - Arrêté n° DDT-2021-0971 autorisant l'association communale de chasse agréée de Bassy à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions (4 pages)	Page 40
74-2021-07-15-00002 - Arrêté n° DDT-2021-0999 autorisant l'association intercommunale de chasse agréée de Doran-Véran à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions (4 pages)	Page 45
74-2021-07-13-00014 - Arrêté n° DDT-2021-1025 ordonnant des battues administratives de régulation du sanglier sur la commune de Saint-Jorioz (2 pages)	Page 50
74-2021-07-13-00013 - Arrêté n° DDT-2021-1027 ordonnant des battues administratives de régulation du sanglier sur la commune de Seyssel (2 pages)	Page 53
74-2021-07-15-00003 - Arrêté n° DDT-2021-1048 ordonnant des battue administratives de régulation du sanglier sur la commune de Sallanches (2 pages)	Page 56
74-2021-07-16-00002 - Arrêté n° DDT-2021-1052 portant application du régime forestier. Commune de Bellevaux (2 pages)	Page 59
74-2021-07-13-00012 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-0952 portant dérogation aux mesures fixées par l'arrêté préfectoral d'habitats naturels n° DDT-2020-1132 du 01/10/2020 du Mont-Blanc - Site d'exception pour la manifestation sportive "34ème montée du Nid d'Aigle" du 17 juillet 2021 (4 pages)	Page 62
74-2021-07-19-00003 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-0996 autorisant l'association communale de chasse agréée de Megève à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions (4 pages)	Page 67
74-2021-07-19-00007 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1012 portant autorisation environnementale pour les travaux de confortement et de mise en conformité du système d'endiguement ARVE-RD-GAILL-3.09 dit "digue de la Châtelaine" sur les communes d'Annemasse, Gaillard et Etrembières et portant autorisation du système d'endiguement SE-ARVE-GAILL-3.09, et dont le gestionnaire est le SM3A (6 pages)	Page 72
74-2021-07-19-00001 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1053 autorisant le prélèvement et le relâcher de sangliers dans le milieu naturel - Communes de MARNAZ et SCIONZIER (2 pages)	Page 79
74-2021-07-19-00006 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1056 portant distraction du régime forestier - Commune de COMBLOUX (2 pages)	Page 82
<b>74_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman /</b>	
74-2021-07-13-00017 - DGDDI - Décision 2021/8 C du directeur régional à Annecy portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière douane et de manquement à l'obligation déclarative. (76 pages)	Page 85

#### **74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie / Cabinet**

74-2021-07-19-00005 - Arrêté préfectoral : CAB-BRCE-2021-031 adressant une médaille de Bronze pour actes de courage et de dévouement le 1er mars 2021. (2 pages) Page 162

74-2021-07-19-00004 - Arrêté préfectoral : CAB-BRCE-2021-032 adressant 2 mentions honorables et une lettre de félicitations pour actes de courage et de dévouement le 16 mars 2021. (1 page) Page 165

#### **74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie / Direction des relations avec les collectivités locales**

74-2021-07-08-00005 - Arrêté n°PREF/DRCL/BAFU/2021-0052 du 8 juillet 2021 portant ouverture d'une enquête unique dans le cadre du projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'usine de dépollution des eaux usées (UDEP) Ocybèle sur la commune de GAILLARD et préalable à la déclaration d'utilité publique du projet, à l'instauration d'une servitude de canalisation d'eaux usées afférente, à l'enquête parcellaire, à la demande de mise en compatibilité du PLU de la commune de GAILLARD et à la demande d'autorisation environnementale du projet, ainsi que sur l'étude d'impacts y afférant. (4 pages) Page 167

74-2021-07-15-00004 - Arrêté n°PREF/DRCL/BCLB-2021-0026 approuvant la modification des statuts du syndicat mixte des eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS) (9 pages) Page 172

74-2021-07-16-00007 - ordre du jour de la commission départementale d'aménagement commercial du 29 juillet 2021 (1 page) Page 182

#### **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / DD74-Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

74-2021-07-08-00006 - Arrêté N° 2021-12-0056, portant autorisation de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments, Pharmacie DROUET, CRAN GEVRIER - 74960???? (2 pages) Page 184

74-2021-07-08-00007 - Arrêté n° 2021-12-0057, portant autorisation de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments, Pharmacie HIDAS, 74100 VETRAZ-MONTHOUX???? (2 pages) Page 187

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-20-00001

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1065  
autorisant M. MERMILLOD-BLARDET Pierre à  
effectuer des tirs de défense simple en vue de la  
protection de son troupeau contre la prédation  
par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de  
SERRAVAL et MANIGOD



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service de l'économie agricole

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Anncsey, le **20 JUIL. 2021**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021- 1065**

autorisant M. MERMILLOD-BLARDET Pierre à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de SERRAVAL et MANIGOD

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

**VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

**VU** la demande du 19 juillet 2021 par laquelle M. MERMILLOD-BLARDET Pierre sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

**Considérant** que M. MERMILLOD-BLARDET Pierre a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrat avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2020 et transition 2021-2022, consistant en la présence de chiens de protection, la mise en place de parcs électrifiés, une surveillance ou un gardiennage renforcé;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Anncsey cedex 9  
Tél. : 04 50 33 78 49  
Mél. : ddt-loup@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

**Considérant** qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de M. MERMILLOD-BLARDET Pierre par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

**Considérant** que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation;

## ARRÊTE

1905 JUL 05

**Article 1er** : M. MERMILLOD-BLARDET Pierre est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

**Article 2** : la présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

**Article 3** : le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup ;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2020 et transition 2021-2022.

**Article 4** : la réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur les communes de SERRAVAL et MANIGOD ;
- à proximité du troupeau de M. MERMILLOD-BLARDET Pierre ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur les communes de SERRAVAL (Malatray, La Combe, Le Taubert) et MANIGOD (Tardevant);
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

**Article 5** : les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

**Article 6** : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

**Article 7** : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1<sup>er</sup> et le 31 janvier de l'année N+1.

**Article 8** : M. MERMILLOD-BLARDET Pierre informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, M. MERMILLOD-BLARDET Pierre informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, M. MERMILLOD-BLARDET Pierre informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.



**Article 9** : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

**Article 10** : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

**Article 11** : la présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2022.

**Article 12** : la présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

**Article 13** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 14** : le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00009

Arrêté n° DDT-2021-1030 portant  
renouvellement d'agrément pour l'exploitation  
d'un établissement d'enseignement, à titre  
onéreux, de la conduite des véhicules à moteur  
et de la sécurité routière « AUTO ÉCOLE  
FAILLON », situé 15 avenue Barbusse 74100  
ANNEMASSE, Madame Catherine HOUTEKIER,  
veuve FAILLON



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service transition énergétique et mobilités

Cellule éducation routière

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annczy, le 13 juillet 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1030**

**portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement,  
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

**VU** le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 04 mai 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la demande du 1<sup>er</sup> juillet 2021 déposée par Madame Catherine HOUTEKIER, veuve FAILLON, en vue de renouveler son agrément n° E 02 074 1007 0 l'autorisant à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière « AUTO ÉCOLE FAILLON », situé 15 avenue Barbusse 74100 ANNEMASSE ;

**CONSIDÉRANT** que la demande remplit les conditions réglementaires ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Madame Catherine HOUTEKIER, veuve FAILLON, est autorisée à exploiter, sous le n° E 02 074 1007 0, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

et de la sécurité routière dénommé « **AUTO ÉCOLE FAILLON** », situé **15 avenue Barbusse 74100 ANNEMASSE**.

**Article 2** : Cet agrément est délivré **pour une durée de cinq ans** à compter de la signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant, présentée **deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément**, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3** : L'établissement est habilité, au vu des pièces justificatives fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **B - AM**.

**Article 4** : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 8** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

**Article 9** : Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Madame Catherine HOUTEKIER, veuve FAILLON.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires,  
la déléguée à l'éducation routière,

  
Eléonore RICHARD

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-16-00001

ARP\_DDT\_2021\_1055 portant réglementation de  
police sur l'autoroute A411, sur la commune de  
Gaillard, durant l'expérimentation d'une voie  
réservée au covoiturage au passage du poste  
frontière de Thônex-Vallard.



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 16 juillet 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1055**

portant réglementation de police sur l'autoroute A411, sur la commune de Gaillard,  
durant l'expérimentation d'une voie réservée au covoiturage  
au passage du poste frontière de Thônex-Vallard.

**VU** le Code de la route ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2018 autorisant l'expérimentation d'une signalisation routière relative à l'utilisation d'une voie réservée de l'autoroute A 411 par les véhicules pratiquant le covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard dans le département de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 octobre 2019 autorisant l'expérimentation d'une signalisation routière d'une voie réservée de l'autoroute A 411 par les véhicules pratiquant le covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard dans le département de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 06 mai 2021 modifiant l'arrêté du 17 octobre 2019 autorisant l'expérimentation d'une signalisation routière d'une voie réservée de l'autoroute A 411 par les véhicules pratiquant le covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard dans le département de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral modifié permanent n° 2011038-006 du 07 février 2011 portant réglementation de police sur les autoroutes A 40, A 41 et A 411 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2019-1767 du 06 décembre 2019 portant réglementation de police sur l'autoroute A 411, sur la commune de Gaillard, durant l'expérimentation d'une voie réservée au covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard ;

**VU** la demande de M. le directeur du réseau et de l'environnement ATMB en date du 10 mai 2021 ;

**VU** l'avis de M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA) en date du 15 juillet 2021 ;

**VU** les avis de M. le commandant du peloton motorisé de Saint-Julien-en-Genevois en date du 21 mai 2021 et de M. l'adjutant-chef, commandant du peloton motorisé de Bonneville en date du 27 mai 2021 ;

**VU** l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 27 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réglementer la police de circulation en amont du poste frontière de Thônex-Vallard sur l'A 411, pour expérimenter l'utilisation d'une voie réservée par les véhicules pratiquant le covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard dans le département de la Haute-Savoie, dans les deux sens de circulation ;

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de développer une politique de déplacement alternative à la voiture individuelle et d'encourager l'usage des transports en commun pour la mobilité du quotidien, conformément à la loi d'orientation des mobilités ;

## **ARRÊTE**

**Article 1er** : À compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au mercredi 25 octobre 2023, la circulation peut être réglementée sur l'A 411 pour le passage du poste frontière de Thônex-Vallard dans les deux sens de circulation dans les conditions suivantes :

- Dans le sens France-Suisse entre le PK 1.700 et le poste frontière de Thônex-Vallard, la voie de gauche de l'autoroute A 411 est interdite à tous véhicules autre que :
  - ➔ les véhicules transportant un nombre de personnes minimal de deux, y compris le conducteur,
  - ➔ les véhicules d'intérêt général,
  - ➔ les engins de service hivernal,
  - ➔ les véhicules de la ligne régulière de transport en commun T74 Chamonix-Mont-Blanc / Genève.
- Dans le sens Suisse-France à partir du poste frontière de Thônex-Vallard et sur 100 mètres environ, la voie de gauche de l'autoroute A 411 est interdite à tous véhicules autre que :
  - ➔ les véhicules transportant un nombre de personnes minimal de deux, y compris le conducteur,
  - ➔ les véhicules d'intérêt général,
  - ➔ les engins de service hivernal.

**Article 2 :** La signalisation (de police et d'information) est assurée par les équipes d'ATMB. Cette signalisation est conforme aux indications de l'arrêté ministériel du 06 mai 2021, visé ci-dessus, modifiant l'arrêté du 17 octobre 2019 autorisant l'expérimentation d'une signalisation routière d'une voie réservée de l'autoroute A411 par les véhicules pratiquant le covoiturage au passage du poste frontière de Thônex-Vallard dans le département de la Haute-Savoie.

**Article 3 :** Toute infraction constatée est sanctionnée conformément aux dispositions en vigueur du code de la route.

**Article 4 :** L'arrêté n° DDT-2019-1767 du 06 décembre 2019 est abrogé.

**Article 5 :** Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 6 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
  - M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
  - M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
  - M. le directeur du réseau et de l'environnement des Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc,
- sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont copie est adressée à :
- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA),
  - M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
  - M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
  - M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie,
  - M. le maire de la commune de Gaillard.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
Le chef de la cellule déplacements

Lionel PUPPIS





74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00011

Arrêté n° DDT-2021-1038 portant modification  
d agrément pour l exploitation d un  
établissement d enseignement, à titre onéreux,  
de la conduite des véhicules à moteur et de la  
sécurité routière « ÉCOLE DE CONDUITE  
GENEVOISE », situé 8 Grande Rue - 74160  
SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS, Monsieur Daniel  
GOLFIERI



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service transition énergétique et mobilités  
Cellule éducation routière

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 13 juillet 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1038**

**portant modification d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

**VU** le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 04 mai 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2016-1977 du 29 décembre 2016, autorisant Monsieur Daniel GOLFIERI, à exploiter, sous le n° E 12 074 9788 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « ÉCOLE DE CONDUITE GENEVOISE », situé 8 Grande Rue - 74160 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS ;

**VU** le mail transmis par Monsieur Daniel GOLFIERI, en date du 29 juin 2021, en vue de restreindre son agrément à l'enseignement unique de la catégorie B ;

**CONSIDÉRANT** que la demande remplit les conditions réglementaires ;

**ARRÊTE**

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

**Article 1 :** L'article 3 de l'arrêté n° DDT-2016-1977 du 29 décembre 2016 est modifié comme suit :

L'établissement est habilité, au vu des pièces justificatives fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **B**

**Article 2 :** Les autres articles de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangés.

**Article 3 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

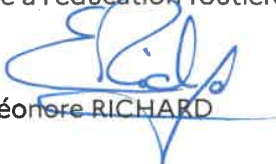
**Article 4 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 5 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

**Article 7 :** Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Daniel GOLFIERI.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires,  
la déléguée à l'éducation routière,

  
Eléonore RICHARD

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00002

Arrêté n° DDT-2021-1059 portant agrément pour  
l'exploitation d'un établissement chargé  
d'organiser les stages de sensibilisation à la  
sécurité routière « SAS STAGE PERMIS  
FRANCE », dont le siège social est situé 11 Bis rue  
Saint-Ferréol 13001 MARSEILLE, Monsieur  
Anthony BOCOGNANO



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service transition énergétique et mobilités  
Cellule éducation routière

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 19 juillet 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1059**

**portant agrément pour l'exploitation d'un établissement chargé d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière.**

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles L. 212-1 à L. 212-5, L. 213-1 à L. 213-7, L.223-6, R. 212-1 à R. 213-6, R. 223-5 à R. 223-9 ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 04 mai 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la demande présentée le 21 mai 2021 par Monsieur Anthony BOCOGNANO en vue d'exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière en Haute-Savoie ;

**CONSIDERANT** que la demande remplit les conditions réglementaires ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Monsieur Anthony BOCOGNANO est autorisé à exploiter, sous le n° **R 21 074 0002 0**, un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « **SAS STAGE PERMIS FRANCE** », dont le siège social est situé **11 Bis rue Saint-Ferréol 13001 MARSEILLE**.

**Article 2 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : ddt@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

**Article 3 :** L'établissement visé est habilité à dispenser des stages de sensibilisation à la sécurité routière en Haute-Savoie dans les salles de formation suivantes :

- **CAMPANILE HÔTEL 4 impasse des Crêts Cran-Gevrier 74960 ANNECY**
- **BEST HÔTEL ANNECY 138 rue des Pâquerettes Cran-Gevrier 74960 ANNECY**
- **ALPHA HÔTEL 49 rue du Parmelan 74330 EPAGNY METZ-TESSY**

Monsieur Anthony BOCOGNANO, représentant de l'établissement, désigne pour l'accueil et l'encadrement technique et administratif des stages :

- **Monsieur Anthony BOCOGNANO**
- **Monsieur Alain MORAND**

**Article 4 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté susvisé.

**Article 5 :** Pour tout changement d'adresse des locaux de formation ou toute reprise de l'établissement par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6 :** Pour toute transformation ou changement des locaux de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté du 26 juin 2012 susvisé.

**Article 8 :** Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant aux services de la préfecture.

**Article 9 :** Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Anthony BOCOGNANO.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires,  
la déléguée à l'éducation routière,



Eléonore RICHARD

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00007

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1037 du 13 juillet  
2021 portant réglementation de la circulation sur  
l'autoroute A 40, dans le sens Chamonix-Mâcon,  
sur les communes d'Annemasse, d'Etrembières  
et de Gaillard, afin de réaliser les travaux de  
reprise des joints du PS n° 6 du PK 55.300 au PK  
56.000





**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service transition énergétique et mobilités  
Cellule déplacements

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 13 juillet 2021

**Arrêté n° DDT-2021-1037**

portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A 40, dans le sens Chamonix-Mâcon, sur les communes d'Annemasse, d'Étrembières et de Gaillard, afin de réaliser les travaux de reprise des joints du PS n° 6 du PK 55.300 au PK 56.000.

**VU** le Code de la route ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

**VU** le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral permanent du 31 mars 2003 et le dossier permanent d'exploitation établi par la Société des Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc (ATMB) en application de la circulaire n° 94-14 du 6 février 1996 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la note du 8 décembre 2020 relative au calendrier des jours hors chantiers de l'année 2021 ;

**VU** la demande de M. le directeur du réseau et de l'environnement ATMB en date du 24 juin 2021 ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : ddt-arretes-circulation@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

**VU** l'avis de M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 29 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA), en date du 28 juin 2021 ;

**VU** l'avis de Mme le capitaine de police du commissariat d'Annemasse en date du 25 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le chef d'escadron, commandant l'escadron départemental de la sécurité routière de la Haute-Savoie en date du 25 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 30 juin 2021 ;

**VU** l'avis de la commune d'Annemasse en date du 29 juin 2021 ;

**VU** l'avis de la commune d'Etrembières en date du 28 juin 2021 ;

**VU** la consultation de la commune de Gaillard en date du 25 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la protection du chantier et la sécurité des usagers de l'autoroute A 40 pendant les travaux de reprise des joints du PS n° 6 du PK 55.300 au PK 56.000 dans le sens Chamonix-Mâcon.

#### **ARRÊTE**

**Article 1er** : Durant la période du lundi 26 juillet 2021 au vendredi 30 juillet 2021, pour permettre les travaux de reprise des joints du PS n° 6 sur l'autoroute A 40 du PK 55.300 au PK 56.000 dans le sens Chamonix-Mâcon, la circulation de tous les véhicules empruntant l'autoroute A 40 est réglementée.

**Article 2** : Pour permettre les travaux de reprise des joints du PS n° 6 sur l'autoroute A 40 au PK 55.600 dans le sens Chamonix-Mâcon, l'autoroute A 40 est coupée durant les nuits du lundi 26 juillet 2021 au vendredi 30 juillet 2021 de 20h30 à 5h00 entre le PK 55.300 et le PK 56.000 dans le sens Chamonix-Mâcon.

Une déviation est mise en place par l'autoroute A 411, par la bretelle de sortie du diffuseur n° 14-1 (Gaillard) de l'autoroute A 411, par la RD 19 (Rue de l'Industrie), puis par la bretelle d'entrée du diffuseur n° 14-1 (Gaillard) de l'autoroute A 411.

La bretelle d'entrée du diffuseur n° 14 (Annemasse) de l'autoroute A 40 dans le sens Annemasse-Mâcon est également fermée les quatre nuits du lundi 26 juillet 2021 au vendredi 30 juillet 2021 de 20h30 à 5h00.

Une déviation est mise en place par la RD 1206, la RD 2 (Rue d'Arve), la RD 19 (Rue de l'Industrie) et le diffuseur n° 14-1 (Gaillard) sur l'autoroute A 411.

**Article 3 :** Les opérations de pose de la signalisation (police, information et déviation) sont assurées par les équipes du Centre d'Exploitation d'Eloise (ATMB). Il en est de même pour l'entretien et la surveillance du balisage. Cette signalisation est conforme aux indications du manuel du chef de chantier « Routes à chaussées séparées », document réalisé et diffusé par le service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA).

**Article 4 :** Pendant les fermetures de nuit entre 20h30 et 5h00 du lundi 26 juillet 2021 au vendredi 30 juillet 2021, le passage des convois exceptionnels de largeur supérieure à 3,50 mètres peut être interdit. Le demandeur doit prévenir les services de l'ATMB (T : 04.50.07.29.29), 72 heures avant le passage afin d'organiser celui-ci.

**Article 5 :** En fonction des aléas du chantier ou des conditions météorologiques, les dates de fermeture citées aux articles 1, 2 et 4 peuvent être reportées les nuits du lundi 2 août 2021 et du mardi 3 août 2021. Dans ce cas, ATMB en informe le CSP d'Annemasse, l'EDSR de la Haute-Savoie, le SDIS de la Haute-Savoie, le SAMU de la Haute-Savoie, le conseil départemental de la Haute-Savoie, la DIR Centre-Est ainsi que la DDT de la Haute-Savoie.

Pour tout report de date et/ou changement d'horaires de mise en place de la déviation moins de 7 jours francs avant la date de début des travaux, le Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS : 04 50 22 18 18) doit être tenu informé de la date et de l'heure de coupure des axes mentionnés dès que celles-ci sont connues, ainsi que la réouverture à la circulation. Dans le cas où ces modifications interviennent plus de 7 jours avant la date de début des travaux, la communication de ces informations peut être prise en compte par le SDIS à l'adresse suivante : [previsions.arretes-circulation@sdis.fr](mailto:previsions.arretes-circulation@sdis.fr).

**Article 6 :** Une information est faite aux usagers par les panneaux à messages variables (PMV) et par la radio autoroute 107.7 FM.

**Article 7 :** L'interdistance réglementaire entre deux chantiers consécutifs ne s'applique pas à ce chantier.

**Article 8 :** Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 9 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
- M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie,
- Mme le capitaine de police du commissariat d'Annemasse,

- M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
  - M. le directeur du réseau et de l'environnement des Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc,
- sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont copie sera adressée à :
- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA),
  - M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
  - M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
  - M. le directeur de la CRZ Sud-Est,
  - M. le maire de la commune d'Annemasse,
  - M. le maire de la commune d'Etrembières,
  - M. le maire de la commune de Gaillard.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
Le chef de la cellule déplacements

Lionel PUPPIS



74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00008

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1039 du 13 juillet  
2021 portant réglementation de la circulation sur  
l'autoroute A410 pendant les travaux de  
modernisation des gares de péage de Cruseilles  
Est et Ouest



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annczy, le 13 juillet 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n°DDT-2021-1039**

portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A410  
pendant les travaux de modernisation des gares de péage de Cruseilles Est et Ouest

**VU** le Code de la route ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

**VU** le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;

**VU** la note du 8 décembre 2020 relative au calendrier des jours « hors chantier » pour l'année 2021 ;

**VU** la demande de M. le directeur réseau de la société AREA en date du 10 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le commandant du peloton motorisé de saint-Julien-en-Genevois en date du 14 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. l'adjudant-chef, commandant du peloton motorisé d'Annecy en date du 15 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA), en date du 14 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 18 juin 2021 ;

**VU** l'avis de M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 23 juin 2021 ;

**VU** la consultation des communes de Fillière, de Groisy et de Villy-le-Pelloux en date du 11 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la protection du chantier et la sécurité des usagers pendant les travaux de modernisation des gares de péage de Cruseilles-Est et Cruseilles-Ouest (remplacement des Feux d'Affectation de Voie - FAV) au droit de l'échangeur A41 - A410, sur les communes de Villy-le-Pelloux et de Fillière,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

Pour permettre la réalisation des travaux, les mesures d'exploitation suivantes sont prises :

- S30 – nuit du Mer 28 au Jeu 29 juillet 2021 de 21h à 6h

**En provenance d'A410-Chamonix, fermeture de la sortie n°18 fléchée « Cruseilles / Allonzier-la-Caille » (gare de péage de Cruseilles-Ouest).**

Cette fermeture de bretelle est réalisée par neutralisation de la voie de droite sur A410 au droit du diffuseur. La vitesse est limitée à 110 km/h.

### Itinéraire de déviation :

En provenance d'A410-Chamonix, pour rejoindre les communes desservies par la sortie n°18 :

- prendre la sortie amont n°19 fléchée LA ROCHE S/ FORON ,
- suivre la RD 1203 – direction ANNECY jusqu'à son raccordement à la RD 2,
- et suivre la RD 2 direction GROISY puis VILLY LE PELLOUX, jusqu'à son raccordement à la RD 1201.

*Communes traversées (dont agglomérations concernées\*) : Eteaux / Fillière\* / Groisy\* / Villy-le-Pelloux\*.*

➤ S31 – nuit du Merc 4 au Jeu 5 août 2021 de 21h à 6h

**Depuis la gare de péage de Cruseilles-Est, fermeture de l'accès à l'autoroute A410 direction « Chamonix-Mont-Blanc / Annemasse ».**

Itinéraire de déviation :

Pour rejoindre l'autoroute A410 direction « Chamonix-Mont-Blanc / Annemasse » :

- prendre la direction de Groisy par la RD 2,
- puis suivre la direction de La Roche-sur-Foron jusqu'à rejoindre la RD 1203,
- poursuivre sur la RD 1203 en direction de La Roche-sur-Foron,
- rejoindre l'autoroute A410 au niveau de la gare de péage de La Roche-sur-Foron n°19.

*Communes traversées (dont agglomérations concernées\*) : Fillière\* / Villy-le-Pelloux\* / Groisy\* / Eteaux.*

### **Article 2 :**

En fonction des aléas du chantier ou des conditions météorologiques, les dispositions prévues à l'article 1 peuvent être reconduites :

- S30 – nuit (21h-6h) du 29/07, pour la gare de péage de Cruseilles-Ouest,
  - S31 – nuit (21h-6h) du 05/08, pour la gare de péage de Cruseilles-Est,
- étant entendu qu'il ne peut y avoir fermeture sur les 2 gares en simultané.

Dans ce cas, AREA en informe le SDIS-74, l'EDSR-74, le SAMU-74, le CD-74, la DIR-CE ainsi que la DDT-74.

### **Article 3 :**

- Les règles d'inter-distances sur les autoroutes A410 et A41N ne s'appliquent pas à ce chantier.
- En dérogation à la circulaire relative aux jours hors chantiers visée ci-dessus et en cas d'utilisation des nuits de report, le balisage lié à ces travaux est maintenu les vendredis 30/07 et 06/08 jusqu'à 6h.
- Si les travaux sont annulés ou terminés avant l'échéance annoncée, la remise en circulation normale de la section fermée peut être anticipée.

### **Article 4 :**

Les opérations de pose de signalisation (Police, information) sont assurées par les équipes du district d'Annecy (AREA). Il en est de même pour l'entretien et la surveillance du balisage. Cette signalisation est conforme aux indications du manuel du Chef de chantier « Routes à chaussées séparées », document réalisé et diffusé par le service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

Les forces de gendarmerie sont présentes pour accompagner les agents de la société AREA afin de faire respecter les mesures de police nécessaires pour procéder à l'arrêt ou au ralentissement de la circulation, nécessaire à la fermeture ou au basculement.

Dans le cas toutefois où les forces de l'ordre, une fois requises, seraient dans l'impossibilité d'être présentes, les agents de la société AREA sont autorisés à réaliser seuls ces opérations au moyen des dispositifs de signalisation.



**Article 5 :**

Les automobilistes sont informés par la radio Autoroute Info 107.7 ainsi que par des messages sur les panneaux à messages variables et par des panneaux spécifiques mis en place par la société AREA.

**Article 6 :**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 7 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
- M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
- M. le directeur d'exploitation AREA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont copie sera adressée :
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA),
- M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
- M. le directeur de la CRZ Sud-Est,
- M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie,
- MM. les maires des communes concernées.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
Le chef de la cellule déplacements

Lionel PUPPIS



74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-20-00002

ARP DDT-2021-0970 autorisant les travaux sur  
l'alpage de Trécot - réserve naturelle de  
Sixt-Fer-à-Cheval/Passy - Association pastorale de  
Sixt-Fer-à-Cheval



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau et environnement  
Cellule milieux naturels, forêt, chasse

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le

**20 JUIL. 2021**

**Arrêté n° DDT-2021-0970**

autorisant les travaux sur l'alpage de Trécot – Réserve naturelle nationale  
de Sixt-Fer-à-Cheval / Passy

Bénéficiaire : Association Foncière Pastorale de Sixt-Fer-à-Cheval

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.332-1 à L.332-9 et R.332-23 à R.332-27 ;

**VU** le décret n° 2019-1218 du 21 novembre 2019 redéfinissant le périmètre et la réglementation de la réserve naturelle nationale de Sixt-Fer-à-Cheval/Passy ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 ;

**VU** la demande du pétitionnaire reçue le 16 février 2021 ;

**VU** les éléments apportés par le pétitionnaire le 11 mai 2021 suite à la demande de compléments transmise par la direction départementale des territoires le 8 avril 2021 ;

**VU** l'avis du gestionnaire de la réserve naturelle en date du 30 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** le contexte de prédation du loup constaté depuis l'année 2020 sur les troupeaux en alpage dans le secteur ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour le berger d'être présent en alpage et de disposer d'un lieu pour passer la nuit au plus près de son troupeau pour en assurer le gardiennage et la protection ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour le berger de disposer d'un chemin praticable en quad, dans des conditions de sécurité satisfaisantes, pour accéder à son alpage et faciliter les opérations liées à la gestion du troupeau ;

**CONSIDÉRANT** l'existence d'un sentier pédestre pré-existant d'une largeur actuelle d'1,10 m et la nécessité d'élargir son emprise à 1,50 m ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : sebastien.malan@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/5

W:\Environnement\Biodiversité\1\_Milieux\_Naturels\Reserves\_Naturelles\02\_Gestion\_RNN\Autorisations\2021\10\_2021\_amenag\_chemin\_co\_arretes\_trecot\_RNNVSP\03\_arrete

**CONSIDÉRANT** le besoin de recourir à des opérations d'hélicoptage pour réaliser le déplacement et l'installation de l'abri et du matériel annexe sur la zone d'alpage ;

**CONSIDÉRANT** la présence sur le secteur du chemin d'accès d'espèces de flore patrimoniale nécessitant d'être préservées par une mise en défens ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de restaurer le regard de décantation au niveau du captage d'eau situé au fond du vallon de Salvadon pour assurer une bonne alimentation en eau du hameau et de la fruitière de Salvadon.

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : autorisation**

L'association foncière pastorale de Sixt-Fer-à-Cheval est autorisée à effectuer les travaux suivants au sein de la réserve naturelle de Sixt-Fer-à Cheval / Passy :

- élargissement du chemin d'accès à l'alpage de Trécot, à partir du fond de la combe de Salvadon ;
- si besoin création d'un cheminement sur un linéaire limité pour nécessité technique (franchissement de nants ou reprise de virage par exemple) ;
- implantation d'un abri de berger transporté par hélicoptage sur l'alpage de Trécot ;
- restauration du regard de décantation au niveau du captage d'eau situé au fond du vallon de Salvadon.

L'association foncière pastorale de Sixt-Fer-à-Cheval est autorisée dans le cadre de ces travaux à effectuer les activités suivantes au sein de la réserve naturelle de Sixt-Fer-à Cheval / Passy :

- circulation en véhicule terrestre à moteur jusqu'au départ du chantier au fond de la combe de Salvadon, en empruntant la piste carrossable montant de la vallée ;
- survol en hélicoptère pour l'acheminement du matériel et de l'abri temporaire et leur rapatriement en fin de saison.

Ces travaux et activités sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

### **Article 2 : prescriptions techniques**

#### **2-1 - Prescriptions générales**

**Avant le démarrage des travaux :**

- une réunion de lancement de chantier est organisée préalablement aux premiers travaux avec l'Association Foncière Pastorale, l'alpagiste, la Société d'Économie Alpestre, le gestionnaire de la réserve naturelle, les services de l'État et la ou les entreprises de travaux. Lors de cette réunion de lancement, un repérage à pied sera réalisé par toutes les parties, y compris le conducteur de la pelle, pour identifier les secteurs sensibles (passage des nants, zones humides...), les secteurs en défens (espèces protégées), le tracé du tronçon de sentier à créer et autres points d'attention. À l'issue de cette visite de terrain, une carte définitive avec la localisation du tracé et de l'emplacement de l'abri sera transmise aux services de l'État et au gestionnaire ;

- un diagnostic floristique localisé est réalisé avant les travaux sur une zone de présence potentielle de flore patrimoniale. Cet état des lieux est effectué par Asters-CEN74. Compte-tenu de la présence tardive de la neige, ralentissant la pousse de la végétation, cet inventaire ne pourra se réaliser avant le 15 juillet. Des mesures d'évitement et de réduction sont mises en place par le pétitionnaire ou son représentant afin d'éviter tout impact sur la flore patrimoniale et protégée : mise en défens, balisage, adaptation de tracé du chemin, adaptation du plan de circulation des engins, information des entreprises intervenantes sur la sensibilité du site. Le contenu de ces mesures est transmis aux services de l'Etat pour validation. Les travaux sur ce secteur localisé ne pourront par conséquent commencer qu'après la réalisation de l'inventaire floristique ;
- les personnes amenées à intervenir sont informées des enjeux environnementaux du site et de sa réglementation et sont munies du présent arrêté lors des interventions ;
- l'entreprise communique aux services de l'Etat et Asters-CEN74 le(s) type(s) de véhicule(s) et engin(s) utilisé(s) pour les travaux et transmet leur immatriculation. Une copie du présent arrêté est placée de façon visible derrière le(s) pare-brise(s) ;
- le matériel et les engins sont inspectés et désinfectés avant introduction dans la réserve naturelle afin d'éviter l'introduction ou la propagation d'espèces invasives sur le site de travaux. Des mesures appropriées sont rapidement mises en œuvre en cas de contamination du site, après validation préalable de celles-ci avec le gestionnaire de la réserve ;
- les prélèvements d'eau (si nécessaires) sont réalisés hors zone humide ;
- l'emplacement du stockage de matériels prévu au fond du pré du Salvadon est défini en liaison avec le gestionnaire de la réserve naturelle ;
- toute modification ou adaptation des travaux projetés est soumise à validation préalable des services de l'Etat et du gestionnaire de la réserve naturelle.

#### En phase de chantier :

- toutes les dispositions sont prises pour éviter tout rejet d'effluents polluants dans le milieu naturel (huiles, hydrocarbures...) par la mise en place de systèmes de stockage et de récupération appropriés. Ainsi le carburant et l'huile moteur sont stockés dans des conteneurs hermétiques et étanches ;  
En cas d'écoulement par fuite ou déversement accidentel, les mesures appropriées sont mises en place afin de bloquer la pollution, récupérer les produits et évacuer les terres souillées. Le gestionnaire de la réserve naturelle est immédiatement informé ;
- les travaux réalisés ne perturbent pas le fonctionnement des zones humides ;
- l'engin utilisé pour les travaux sur le sentier et, le cas échéant, pour la préparation de la zone d'implantation de l'abri temporaire, est une pelle araignée adaptée aux travaux en terrains difficiles et sensibles. L'engin est amené par voie terrestre, via la piste d'accès de Salvadon ;
- le gestionnaire de la réserve naturelle est associé à toutes les réunions de suivi et réception de chantier organisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre avec le ou les prestataires travaux ;
- compte-tenu de la sensibilité du site, un suivi de chantier quotidien est demandé.

#### Après les travaux :

Un compte rendu des opérations est transmis au gestionnaire et aux services de l'Etat au plus tard un mois après la réception du chantier. Il contiendra notamment des planches photographiques comparatives avant/après travaux.

## **2-2 - Prescriptions spécifiques aux travaux sur le sentier**

- les travaux sur le sentier et le passage des nants sont limités au strict nécessaire. L'emprise maximale du sentier élargi est de 1,5 m, afin de permettre le passage d'un quad de petite taille ;
- la circulation de la pelle araignée est interdite sur les zones mises en défens. Ces zones sont délimitées par Asters-CEN74 préalablement aux travaux, conformément aux dispositions de l'article 2-1 ;
- seule l'utilisation des matériaux (pierres) présents sur site est autorisée (ni ciment, ni liant, ni scellement chimique) ;
- une attention particulière est portée à la réalisation de renvois d'eau pour limiter les risques d'érosion du sentier ;
- les opérations devant être réalisées sur les passages de nants sont précisées à l'occasion de la visite de terrain préalable, conformément aux dispositions de l'article 2-1 ;
- sur la partie basse, le déplacement du sentier est prévu sur 200 m environ. Le nouveau tracé de ce tronçon est validée par les services de l'État et le gestionnaire lors de la visite terrain conformément aux dispositions de l'article 2-1 ;
- l'ancien sentier peut être rebouché avec des matériaux récupérés sur le tronçon nouvellement créé, sous réserve de l'avis du gestionnaire.

## **2-3 - Prescriptions spécifiques à l'implantation de l'abri temporaire**

- la localisation précise de l'implantation de l'abri temporaire est définie lors de la visite terrain préalable conformément aux dispositions de l'article 2-1 ;
- aucune opération de terrassement n'est autorisée ; seul le déplacement de certains blocs rocheux peut être réalisé à l'aide si besoin de la pelle araignée pour créer les fondations de l'abri ;
- seule l'utilisation des matériaux (pierres) présents sur site est autorisée (ni ciment, ni liant, ni scellement chimique) ;
- l'abri est implanté hors zone humide ;
- la date de l'acheminement par hélicoptage de l'abri et du matériel est communiquée avant l'opération au gestionnaire de la réserve naturelle ;
- le pilote se conforme aux éventuelles prescriptions formulées par le gestionnaire concernant le plan de vol ;
- l'abri temporaire est installé pour la saison d'estive 2021 et sera redescendu en fin de saison.

### **Article 3 : sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 2, le bénéficiaire fera l'objet de sanctions prévues aux articles R.332-69 à R.332-81 du Code de l'environnement, sans préjudice d'autres réglementations en vigueur.

### **Article 4 : autres législations et réglementations**

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération susmentionnée et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables.

### **Article 5 : durée de validité**

Cette autorisation est valable à compter de sa signature et jusqu'au 15 octobre 2021.

## **Article 6 : délais et voies de recours**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration).  
Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au premier paragraphe peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

## **Article 7 : exécution**

Le directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur de cabinet du préfet,
- Monsieur le sous-préfet de Bonneville,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- Madame la responsable du service des réserves naturelles, ASTERS – CEN74,
- Monsieur le maire de la commune de Sixt-Fer-à-Cheval,
- Monsieur le commandant du groupement de la gendarmerie départementale de la Haute-Savoie,
- Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB).

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

**RNN DE SIXT-FER-À-CHEVAL/PASSY : ASTERS-CEN74**

Violaine LAUCOIN : 06.17.54.28.73

Fabrice ANTHOINE : 06.17.54.45.73

Jean José RICHARD-POMET : 06.17.54.47.34

**RESPONSABLE DU SERVICE DES RÉSERVES NATURELLES DE HAUTE-SAVOIE : ASTERS-CEN74**

Mme Cécile GEORGÉT : Tél : 04 50 66 47 55 – 06 23 86 58 37

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE HAUTE-SAVOIE :**

M. Sébastien MALAN : Tél. 04 50 33 79 46

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-15-00001

Arrêté n° DDT-2021-0971 autorisant l'association  
communale de chasse agréée de Bassy à  
pratiquer la chasse du sanglier sous certaines  
conditions





**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
**Service eau-environnement**  
Cellule milieux naturels, forêt, chasse

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le **15 JUL. 2021**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-0971**

autorisant l'association communale de chasse agréée de Bassy  
à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions

**VU** les articles L.424-2 et R.424-6 à 9 relatifs au temps de chasse, et notamment l'article R.424-8 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-1338 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique 2019-2025 de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0831 du 14 juin 2021 d'ouverture et de clôture générale de la chasse pour la campagne 2020-2021 dans le département de la Haute-Savoie ;

**VU** le rapport de la cellule de crise réunie le 10 juin 2021 constatant la présence d'une importante population de sangliers et la nécessité d'interventions pour limiter les dégâts agricoles ;

**VU** la demande de la fédération départementale des chasseurs (FDC) du 14 juin 2021;

**CONSIDÉRANT** que les sangliers causent des dégâts importants sur le territoire de la commune de Bassy, et compte tenu d'une surdensité locale ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre en œuvre les moyens exceptionnels prévus par le code de l'environnement pour réguler les populations de sangliers lorsque ceux-ci causent des dégâts importants dans les exploitations agricoles ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 78 05  
Mél. : ddt-see-mnfc@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

W:\Environnement\Biodiversite\2\_Chasse\_Faune\_Sauvage\Chasse\6\_Regulation\_nuisibles\Par\_Especes\Sangliers\2021\Tirs anticipes\Bassy\ARP\_DDT\_2021\_Bassy.odt

## ARRÊTE

**Article 1er** : sur le territoire de l'ACCA de Bassy, des opérations de régulation du sanglier avant l'ouverture générale de la chasse seront autorisées à compter du 5 juillet 2021 jusqu'au 14 août 2021, dans les conditions fixées aux articles 2 à 6 suivants.

**Article 2** : seule la chasse individuelle à l'approche ou à l'affût et sans chien est autorisée. La chasse de nuit demeure totalement interdite. Le rabat du gibier est interdit.

**Article 3** : le bénéficiaire de l'autorisation doit respecter les conditions suivantes :

1) les chasseurs désignés par le titulaire du droit de chasse, doivent être porteurs de la délégation écrite et nominative signée du détenteur du droit de chasse. Le détenteur du droit de chasse tient à disposition du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB) et de la direction départementale des territoires (DDT), la liste des chasseurs autorisés, et informe le maire de la commune concernée des conditions de mise en œuvre ;

2) le détenteur du droit de chasse doit tenir, avant l'action de chasse, un registre (annexe 2) qui mentionne :

- le calendrier des jours de chasse,
- les règles spécifiques de cette chasse et notamment celles relatives à la sécurité,
- les chasseurs désignés.

**Article 4** : seul le tir du sanglier est possible.

**Article 5** : le bénéficiaire de l'autorisation a l'obligation d'adresser au préfet (DDT) et à la FDC avant le 15 septembre 2021, le bilan des effectifs prélevés suivant le modèle annexé au présent arrêté (annexe 1).

**Article 6** : le non-respect de ces prescriptions par les détenteurs du droit de chasse ou les chasseurs autorisés peut entraîner, outre les sanctions prévues par le code de l'environnement, le retrait immédiat de l'autorisation et son non-renouvellement ultérieur.

**Article 7** : délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 8** : MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le chef de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs, le lieutenant de louveterie, le maire de la commune concernée et les gardes-chasse particuliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,



Alain ESPINASSE

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0971 du  
autorisant l'association communale de chasse agréée de Bassy  
à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions**

Société de chasse : .....

Nom et prénom du président : .....

Téléphone : ..... Adresse email : .....

**RÉSULTATS DES PRÉLÈVEMENTS DE SANGLIER AU 15 AOUT 2021**

Nombre de sorties :

Nombre de chasseurs ayant participé :

Nombre de balles tirées :

Nombre de sangliers observés :  Nombre sangliers tirés

Nombre de sangliers prélevés :

Nombre de renards observés :

Nombre de cerfs observés :  dont  mâles  femelles  jeunes.

Nombre de chevreuils observés :  dont  brocards  femelles  jeunes.

Autres espèces observées :

Commentaires :

**CE BILAN EST À COMPLÉTER ET À RENVOYER OBLIGATOIREMENT AVANT LE 15 SEPTEMBRE 2021 À**

**Direction départementale des territoires**  
SEE / MNFC  
15 rue Henry-Bordeaux - 74998 ANNECY Cedex 9  
courriel : ddt-see-mnfc@haute-savoie.gouv.fr

**et Fédération départementale des chasseurs**  
142 impasse des Glaises  
74350 VILLY-LE-PELLOUX  
courriel : [fdc74@chasseurs74.fr](mailto:fdc74@chasseurs74.fr)

Fait à.....le.....

*Signature du président*



74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-15-00002

Arrêté n° DDT-2021-0999 autorisant l'association  
intercommunale de chasse agréée de  
Doran-Véran à pratiquer la chasse du sanglier  
sous certaines conditions



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau-environnement  
Cellule milieux naturels, forêt, chasse

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 15 juillet 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-0999**

autorisant l'association intercommunale de chasse agréée de Doran-Véran  
à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions

**VU** les articles L.424-2 et R.424-6 à 9 relatifs au temps de chasse, et notamment l'article R.424-8 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-1338 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique 2019-2025 de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0831 du 14 juin 2021 d'ouverture et de clôture générale de la chasse pour la campagne 2020-2021 dans le département de la Haute-Savoie ;

**VU** le rapport de la cellule de crise réunie le 1<sup>er</sup> juillet 2021 constatant la présence d'une importante population de sangliers et la nécessité d'interventions pour limiter les dégâts agricoles ;

**VU** la demande de la fédération départementale des chasseurs (FDC) du 8 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que les sangliers causent des dégâts importants sur le territoire de la commune de Sallanches compte tenu d'une surdensité locale ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre en œuvre les moyens exceptionnels prévus par le code de l'environnement pour réguler les populations de sangliers lorsque ceux-ci causent des dégâts importants dans les exploitations agricoles ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 78 05  
Mél. : ddt-see-mnfc@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

W:\Environnement\Biodiversite\2\_Chasse\_Faune\_Sauvage\Chasse\6\_Regulation\_nuisibles\Par\_Especes\Sangliers\2021\Tirs anticipes\Sallanches\ARP\_DDT\_2021\_0999.odt

## ARRÊTE

**Article 1er** : sur le territoire de l'AICA de DORAN-VERAN, des opérations de régulation du sanglier avant l'ouverture générale de la chasse seront autorisées à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 14 août 2021, dans les conditions fixées aux articles 2 à 6 suivants.

**Article 2** : seule la chasse individuelle à l'approche ou à l'affût et sans chien est autorisée. La chasse de nuit demeure totalement interdite. Le rabat du gibier est interdit.

**Article 3** : le bénéficiaire de l'autorisation doit respecter les conditions suivantes :

1) les chasseurs désignés par le titulaire du droit de chasse, doivent être porteurs de la délégation écrite et nominative signée du détenteur du droit de chasse. Le détenteur du droit de chasse tient à disposition du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB) et de la direction départementale des territoires (DDT), la liste des chasseurs autorisés, et informe le maire de la commune concernée des conditions de mise en œuvre ;

2) le détenteur du droit de chasse doit tenir, avant l'action de chasse, un registre (annexe 2) qui mentionne :

- le calendrier des jours de chasse,
- les règles spécifiques de cette chasse et notamment celles relatives à la sécurité,
- les chasseurs désignés.

**Article 4** : seul le tir du sanglier est possible.

**Article 5** : le bénéficiaire de l'autorisation a l'obligation d'adresser au préfet (DDT) et à la FDC avant le 15 septembre 2021, le bilan des effectifs prélevés suivant le modèle annexé au présent arrêté (annexe 1).

**Article 6** : le non-respect de ces prescriptions par les détenteurs du droit de chasse ou les chasseurs autorisés peut entraîner, outre les sanctions prévues par le code de l'environnement, le retrait immédiat de l'autorisation et son non-renouvellement ultérieur.

**Article 7** : délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 8** : MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le chef de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs, le lieutenant de louveterie, le maire de la commune concernée et les gardes-chasse particuliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,



Alain ESPINASSE

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0999 du 15/07/2021  
autorisant l'association intercommunale de chasse agréée de Doran-Véran  
à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions**

<b>Société de chasse :</b> .....
<b>Nom et prénom du président :</b> .....
<b>Téléphone :</b> ..... <b>Adresse email :</b> .....

**RÉSULTATS DES PRÉLÈVEMENTS DE SANGLIER AU 15 AOUT 2021**

Nombre de sorties :

Nombre de chasseurs ayant participé :

Nombre de balles tirées :

Nombre de sangliers observés :       Nombre sangliers tirés

Nombre de sangliers prélevés :

Nombre de renards observés :

Nombre de cerfs observés :  dont  mâles       femelles       jeunes.

Nombre de chevreuils observés :  dont  brocards       femelles       jeunes.

Autres espèces observées :

Commentaires :
----------------

**CE BILAN EST À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVANT LE 15 SEPTEMBRE 2021 À**

<b>Direction départementale des territoires</b> SEE / MNFC 15 rue Henry-Bordeaux - 74998 ANNECY Cedex 9 courriel : ddt-see-mnfc@haute-savoie.gouv.fr	<b>et</b>	<b>Fédération départementale des chasseurs</b> 142 impasse des Glaises 74350 VILLY-LE-PELLOUX courriel : <a href="mailto:fdc74@chasseurs74.fr">fdc74@chasseurs74.fr</a>
---	-----------	--

Fait à.....le.....

*Signature du président*



**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0999 du 15/07/2021  
 autorisant l'association intercommunale de chasse agréée de Doran-Véran à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions**

**PLANNING DES TIRS DU SANGLIER AUTORISES SOUS CERTAINES CONDITIONS EN CAS DE DÉGÂTS AGRICOLES**

Société de chasse : .....

Nom et prénom du président : .....

<b>Avant chasse</b>			
Date	Nom et Prénom	Signature	lieu-dit

<b>Avant chasse</b>			<b>Après chasse</b>	
sangliers prélevés			Balles tirées	Animaux observés
jeune	adulte	vieux		

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00014

Arrêté n° DDT-2021-1025 ordonnant des battues  
administratives de régulation du sanglier sur la  
commune de Saint-Jorioz



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 13 JUL. 2021

**Arrêté n° DDT-2021-1025**

**ordonnant des battues administratives de régulation du sanglier sur la commune de Saint-Jorioz**

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L 427-6 relatif aux battues administratives ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 427-1 à 3 relatifs aux lieutenants de louveterie ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT- 2021-0650 du 4 mai 2021 ;
- VU** la documentation technique du 12 juillet 2019 relative aux lieutenants de louveterie ;
- VU** le rapport de la cellule de crise réunie le 09/07/2021 constatant la présence d'une importante population de sangliers et la nécessité d'interventions pour limiter les dégâts agricoles ;
- VU** l'avis du 12/07/2021 de M. le président de la fédération départementale des chasseurs ;
- CONSIDÉRANT** que les sangliers causent des dégâts importants sur le territoire de la commune de Saint-Jorioz compte tenu d'une surdensité locale ;

**ARRÊTE**

**Article 1er :** des battues administratives de décantonnement et de régulation du sanglier sont effectuées régulièrement et chaque fois que nécessaire, de jour comme de nuit par tous moyens et en tous temps, sur le territoire de la commune de Saint-Jorioz, y compris dans la réserve de chasse de l'association communale de chasse agréée de Saint-Jorioz, si nécessaire.

**Article 2 :** M. Pascal CORBOZ, lieutenant de louveterie est chargé d'organiser des battues administratives. Il peut se faire assister ou suppléer, en cas d'empêchement, par un autre lieutenant de

louveterie du département. Il peut se faire assister par des personnes de son choix et sous sa responsabilité.

**Article 3** : M. le maire de la commune de Saint-Jorioz, les représentants locaux de l'office français de la biodiversité, de l'office national des forêts et de la gendarmerie doivent être informés avant le début des opérations.

**Article 4** : l'emploi des chiens est autorisé pendant l'exécution de ces battues dans les conditions qui sont fixées par le lieutenant de louveterie cité à l'article 2.

**Article 5** : le présent arrêté est exécuté de la date de sa signature jusqu'au 10 septembre 2021.

**Article 6** : en fin d'opération, le lieutenant de louveterie établit un compte rendu général qui est adressé au directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie.

**Article 7 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun-Boîte Postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex), dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage ou publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours administratif (gracieux hiérarchique) suivant les dispositions des articles L.410-1, L.411-1, L.411-2 et suivants du code des relations public et de l'administration. Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif emporte décision implicite de rejet de cette demande (article L.231-4 du code des relations entre le public et l'administration, R.421-1, R.421-2 et suivants du code de justice administrative)

**Article 8** : MM. le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs, le maire de la commune de Saint-Jorioz, le lieutenant de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au chef service eau-environnement



Thomas RIETHMULLER

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00013

Arrêté n° DDT-2021-1027 ordonnant des battues  
administratives de régulation du sanglier sur la  
commune de Seyssel



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 13 JUIL. 2021

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1027**

**ordonnant des battues administratives de régulation du sanglier sur la commune de Seyssel**

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L 427-6 relatif aux battues administratives ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 427-1 à 3 relatifs aux lieutenants de louveterie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT- 2021-0650 du 4 mai 2021 ;

**VU** la documentation technique du 12 juillet 2019 relative aux lieutenants de louveterie ;

**VU** le rapport de la cellule de crise réunie le 09/07/2021 constatant la présence d'une importante population de sangliers et la nécessité d'interventions pour limiter les dégâts agricoles ;

**VU** l'avis du 12/07/2021 de M. le président de la fédération départementale des chasseurs ;

**CONSIDÉRANT** que les sangliers causent des dégâts importants sur le territoire de la commune de Seyssel compte tenu d'une surdensité locale ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : des battues administratives de décantonnement et de régulation du sanglier sont effectuées régulièrement et chaque fois que nécessaire, de jour comme de nuit par tous moyens et en tous temps, sur le territoire de la commune de Seyssel, y compris dans la réserve de chasse de l'association communale de chasse agréée de Seyssel, si nécessaire.

**Article 2 :** M. Alain CAMP, lieutenant de louveterie est chargé d'organiser des battues administratives. Il peut se faire assister ou suppléer, en cas d'empêchement, par un autre lieutenant de louveterie du département. Il peut se faire assister par des personnes de son choix et sous sa responsabilité.

**Article 3 :** M. le maire de la commune de Seyssel, les représentants locaux de l'office français de la biodiversité, de l'office national des forêts et de la gendarmerie doivent être informés avant le début des opérations.

**Article 4 :** l'emploi des chiens est autorisé pendant l'exécution de ces battues dans les conditions qui sont fixées par le lieutenant de louveterie cité à l'article 2.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécuté de la date de sa signature jusqu'au 15 août 2021.

**Article 6 :** en fin d'opération, le lieutenant de louveterie établit un compte rendu général qui est adressé au directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie.

**Article 7 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun-Boîte Postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex), dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage ou publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours administratif (gracieux hiérarchique) suivant les dispositions des articles L.410-1, L.411-1, L.411-2 et suivants du code des relations public et de l'administration. Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif emporte décision implicite de rejet de cette demande (article L.231-4 du code des relations entre le public et l'administration, R.421-1, R.421-2 et suivants du code de justice administrative)

**Article 8 :** MM. le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs, le maire de la commune de Seyssel, le lieutenant de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au chef service eau-environnement



Thomas RIETHMULLER

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-15-00003

Arrêté n° DDT-2021-1048 ordonnant des battue  
administratives de régulation du sanglier sur la  
commune de Sallanches





**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service eau environnement  
Cellule milieux naturels, forêt, chasse**

**Le préfet de la Haute-Savoie**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 15 juillet 2021

**Arrêté n° DDT-2021-1048**

**ordonnant des battues administratives de régulation du sanglier sur la commune de Sallanches**

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L 427-6 relatif aux battues administratives ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 427-1 à 3 relatifs aux lieutenants de louveterie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT- 2021-0650 du 4 mai 2021 ;

**VU** la documentation technique du 12 juillet 2019 relative aux lieutenants de louveterie ;

**VU** le rapport de la cellule de crise réunie le 1<sup>er</sup> juillet 2021 constatant la présence d'une importante population de sangliers et la nécessité d'interventions pour limiter les dégâts agricoles ;

**VU** l'avis du 8 juillet 2021 de M. le président de la fédération départementale des chasseurs ;

**CONSIDÉRANT** que les sangliers causent des dégâts importants sur le territoire de la commune de Sallanches compte tenu d'une surdensité locale ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : des battues administratives de décantonnement et de régulation du sanglier sont effectuées régulièrement et chaque fois que nécessaire, de jour comme de nuit par tous moyens et en tous temps, sur le territoire de la commune de Sallanches, y compris dans la réserve de chasse de l'association intercommunale de chasse agréée de Doran-Véran, si nécessaire.

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 78 53  
Mél. : [claudio.pinel@haute-savoie.gouv.fr](mailto:claudio.pinel@haute-savoie.gouv.fr)  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

1/2

W:\Environnement\Biodiversite\2\_Chasse\_Faune\_Sauvage\Chasse\6\_Regulation\_nuisibles\Par\_Especes\Sangliers\2021\Sallanches\ARP\_DDT\_2021\_1048.odt

**Article 2 :** M. Pascal CORNALLI, lieutenant de louveterie est chargé d'organiser des battues administratives. Il peut se faire assister ou suppléer, en cas d'empêchement, par un autre lieutenant de louveterie du département. Il peut se faire assister par des personnes de son choix et sous sa responsabilité.

**Article 3 :** M. le maire de la commune de Sallanches, les représentants locaux de l'office français de la biodiversité, de l'office national des forêts et de la gendarmerie doivent être informés avant le début des opérations.

**Article 4 :** l'emploi des chiens est autorisé pendant l'exécution de ces battues dans les conditions qui sont fixées par le lieutenant de louveterie cité à l'article 2.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécuté de la date de sa signature jusqu'au 5 septembre 2021.

**Article 6 :** en fin d'opération, le lieutenant de louveterie établit un compte rendu général qui est adressé au directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie.

**Article 7 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun-Boîte Postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex), dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage ou publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours administratif (gracieux hiérarchique) suivant les dispositions des articles L.410-1, L.411-1, L.411-2 et suivants du code des relations public et de l'administration. Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif emporte décision implicite de rejet de cette demande (article L.231-4 du code des relations entre le public et l'administration, R.421-1, R.421-2 et suivants du code de justice administrative)

**Article 8 :** MM. le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs, le maire de la commune de Sallanches, le lieutenant de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au chef du service eau-environnement



Thomas RIETHMULLER

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-16-00002

Arrêté n° DDT-2021-1052 portant application du  
régime forestier. Commune de Belleaux



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le **16 JUIL. 2021**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1052  
portant application du régime forestier. Commune de Bellevaux**

**VU** les articles L 211-1, L 214-3, R 214-1 à R214-2 et R 2146-6 à R 214-9 du code forestier ;

**VU** la circulaire n° 2003-5002 du 3 avril 2003 de monsieur le Ministre de l'Agriculture ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 ;

**VU** la délibération du 21 juin 2021 par laquelle le conseil municipal de Bellevaux demande l'application du régime forestier pour des parcelles cadastrales ;

**VU** l'extrait de la matrice cadastrale et les plans cadastraux ;

**Vu** l'avis de monsieur le directeur de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'Office National des Forêts (ONF) du 08 juillet 2021 ;

**Vu** l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : relèvent du régime forestier, selon l'emprise décrite dans le dossier de demande, les parcelles de terrain situées sur le territoire communal de Bellevaux :

Propriétaire	Section	Número	Lieu dit	Surface de la parcelle cadastrale (en ha)	Surface proposée pour l'application du RF (en ha)
COMMUNE DE BELLEVAUX	0A	71	LES FAYETS	3,1055	3.1055
COMMUNE DE BELLEVAUX	0A	72	LES FAYETS	0.0381	0.0381
COMMUNE DE BELLEVAUX	0A	89	LES FAYETS	0.9598	0.9598
COMMUNE DE BELLEVAUX	0A	255	LES FAYETS	1.4108	1,4108
COMMUNE DE BELLEVAUX	0A	256	LES FAYETS	1,0817	1.0817
COMMUNE DE BELLEVAUX	0A	258	LES FAYETS	0.2335	0.2335

COMMUNE DE BELLEVAUX	0C	424	LA CHEVRE	2 4616	2 4616
COMMUNE DE BELLEVAUX	0C	425	LA CHEVRE	2,3836	2,3836
COMMUNE DE BELLEVAUX	0C	426	LA CHEVRE	2 8435	2 8435
COMMUNE DE BELLEVAUX	0C	432	LA CHEVRE	2 6241	2 6241

**Surface totale** 17,1422

Suivi de la surface de la commune de Bellevaux :

- surface de la forêt relevant du régime forestier : 378 ha 56 a 06 ca
- application du régime forestier pour une surface de : 17 ha 14 a 22 ca
- nouvelle surface de la forêt communale de Bellevaux relevant du régime forestier : 395 ha 70 a 28 ca

**Article 2** : délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »). Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique -articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 3** : Monsieur le maire de Bellevaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Bellevaux, inséré au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à monsieur le préfet de la Haute-Savoie et à monsieur le directeur de l'agence territoriale de Savoie Mont-Blanc de l'Office National des Forêts.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au chef du service eau-environnement

  
Thomas RIETHMULLER

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-13-00012

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-0952 portant  
dérogation aux mesures fixées par l'arrêté  
préfectoral d'habitats naturels n° DDT-2020-1132  
du 01/10/2020 du Mont-Blanc - Site d'exception  
pour la manifestation sportive "34ème montée  
du Nid d'Aigle" du 17 juillet 2021



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau-environnement  
Cellule milieux naturels, forêt, chasse

**Le préfet de la Haute-Savoie**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le **13 JUIL. 2021**

**Arrêté n° DDT-2021-0952**  
**portant dérogation aux mesures fixées par l'arrêté préfectoral d'habitats naturels**  
**n° DDT-2020-1132 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 du Mont-blanc – Site d'exception**  
**pour la manifestation sportive « 34<sup>ème</sup> montée du Nid d'Aigle » du 17 juillet 2021**

**VU** les articles L.411-1, L.411-2 et R.411-17-8 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 19 décembre 2018 fixant les modalités de présentation et la procédure d'instruction des demandes de dérogations aux interdictions fixées par arrêté préfectoral de protection des habitats naturels ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2020-1132 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 portant création de la zone de protection d'habitats naturels (APHN) du Mont-Blanc – Site d'exception, notamment son article 5 ;

**VU** la demande de dérogation présentée par la commune de Saint-Gervais les Bains le 9 mars 2021 et complétée le 6 avril 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'avis du conseil régional du patrimoine naturel (CSRPN) n° AURA-2021-E-031 du 3 juin 2021, reçu le 28 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le parcours, uniquement dans la zone de transition de l'APHN du Mont-Blanc – Site d'exception, emprunte un sentier déjà très fréquenté ;

**CONSIDÉRANT** que la faible ampleur de cette manifestation historique et de l'ensemble des précautions prises par les organisateurs n'ont pas d'impact sur les habitats protégés ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 79 49  
Mél. : manuel.marques@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

W:\Environnement\Biodiversite\1\_Milieux\_Naturels\APHN\APHN\_Mont\_Blanc\3- Gestion\Montee\_Nid\_dAigle\_Manif\_Juillet21\ARP\_DDT\_2021\_0952.odt

## ARRÊTE

### **Article 1er : bénéficiaire de la dérogation**

La commune de Saint-Gervais les Bains, représentée par M. le maire Jean-Marc PEILLEX, est autorisée à organiser une course de montagne, dénommée « Montée du Nid d'Aigle », le samedi 17 juillet 2021, située dans la zone de transition de l'APHN du Mont-Blanc – Site d'exception sur la commune de Saint-Gervais les Bains, dans le strict respect des dispositions précisées au dossier envoyé à la DDT et aux conditions du présent arrêté.

### **Article 2 : parcours**

Le parcours de la « 34<sup>e</sup> Montée du Nid d'Aigle » indiqué dans le dossier de demande devra être strictement respecté (annexe 1), afin d'éviter la divagation des pratiquants.

En cas de mauvaises conditions climatiques, le parcours de repli ne passera pas dans l'APHN du Mont-Blanc – Site d'exception.

### **Article 3 : réglementation**

Cette autorisation est accordée pour un maximum de 500 participants répartis comme suit :

- 100 coureurs « Élites » qui concourent pour la coupe du monde,
- 30 randonneurs,
- 370 coureurs amateurs.

Les concurrents emprunteront la zone protégée entre 8h00 et 14h00.

Les éléments essentiels à l'organisation comme le chronométrage, les secours et le ravitaillement seront montés par le tramway du Mont-Blanc. Ils seront retirés et redescendus par le même moyen en début d'après-midi, juste après l'arrivée du dernier concurrent.

À la fin de la course, les éventuels déchets seront ramassés.

Un seul ravitaillement sera situé au refuge du Nid d'Aigle.

Les coureurs, dès leur arrivée, devront regagner le tramway du Mont-Blanc pour redescendre à Saint-Gervais les Bains.

Le repas d'arrivée et le podium se feront hors périmètre de l'APHN.

Aucune publicité ne sera mise en place dans le périmètre de l'APHN.

Aucun survol (drones, hélicoptères...) ne sera effectué sauf pour les opérations de secours et de sauvetage.

Le parcours sera balisé la veille de la course et débalisé le jour même, après le dernier concurrent, avec comme type de balisage :

- utilisation d'un balisage discret,
- pas de marquage au sol avec peinture,
- signaleurs aux intersections les plus délicates, évitant les divagations,
- utilisation de fanions réutilisables.

### **Article 4 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation des opérations susmentionnées et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés du territoire d'étude.



### **Article 5 : délais et voies de recours**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

### **Article 6 : exécution et publicité**

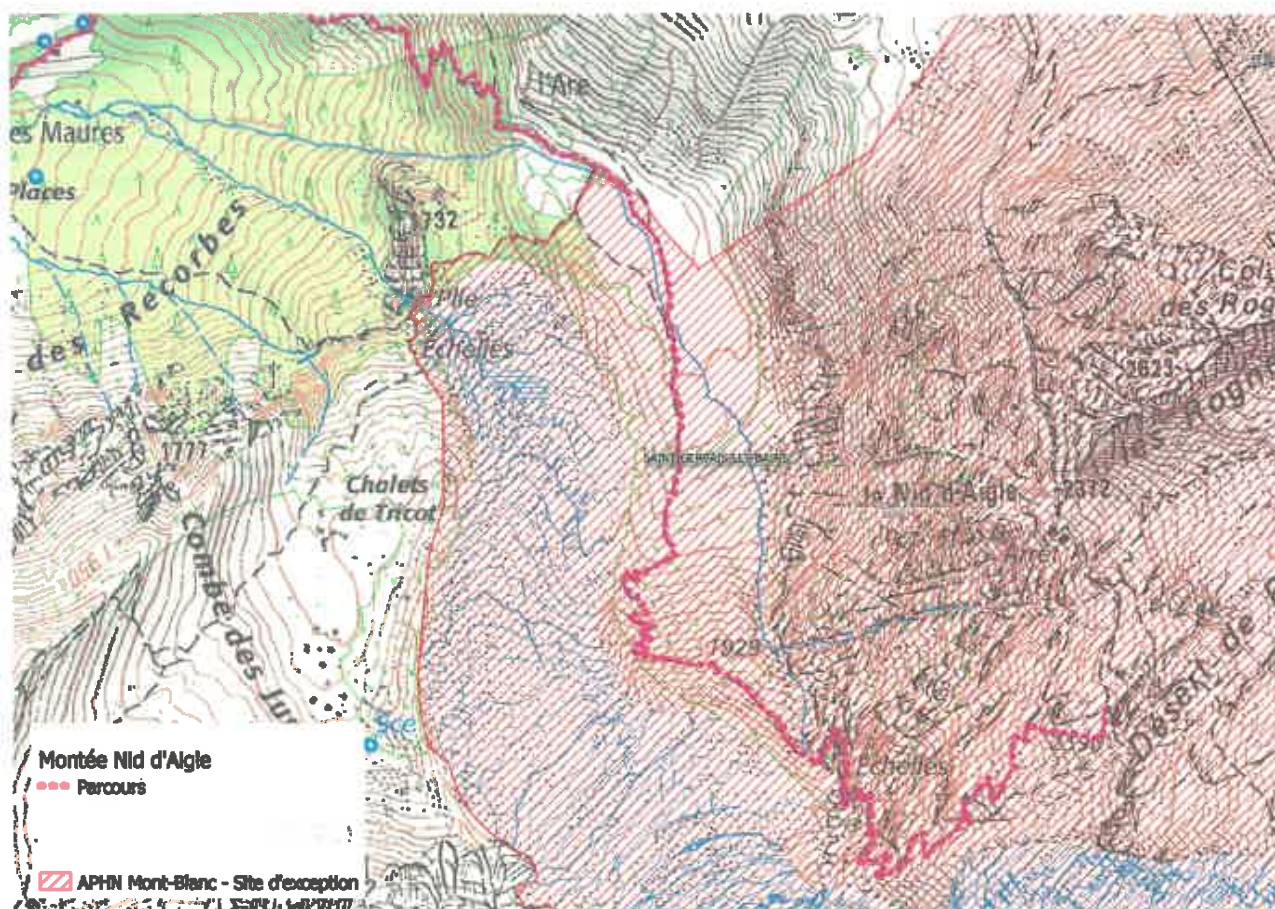
MM. le directeur départemental des territoires, le maire de Saint-Gervais les Bains, le commandant du groupement de la gendarmerie départementale de la Haute-Savoie et le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont une copie sera adressée aux membres du comité de suivi de l'APHN du Mont-Blanc – Site d'exception.

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

**Annexe 1 :  
parcours de la montée du Nid d'Aigle situé en zone de transition de l'APHN**



74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00003

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-0996 autorisant  
l'association communale de chasse agréée de  
Megève à pratiquer la chasse du sanglier sous  
certaines conditions



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le **19 JUL. 2021**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-0996**

autorisant l'association communale de chasse agréée de Megève  
à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions

**VU** les articles L.424-2 et R.424-6 à 9 relatifs au temps de chasse, et notamment l'article R.424-8 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-1338 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique 2019-2025 de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0831 du 14 juin 2021 d'ouverture et de clôture générale de la chasse pour la campagne 2020-2021 dans le département de la Haute-Savoie ;

**VU** le rapport de la cellule de crise réunie le 6 juillet 2021 constatant la présence d'une importante population de sangliers et la nécessité d'interventions pour limiter les dégâts agricoles ;

**VU** la demande de la fédération départementale des chasseurs (FDC) du 6 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que les sangliers causent des dégâts importants sur le territoire de la commune de Megève compte tenu d'une surdensité locale ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre en œuvre les moyens exceptionnels prévus par le code de l'environnement pour réguler les populations de sangliers lorsque ceux-ci causent des dégâts importants dans les exploitations agricoles ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1er :** sur le territoire de l'ACCA de Megève, des opérations de régulation du sanglier avant l'ouverture générale de la chasse seront autorisées à compter de la signature du présent arrêté jusqu'au 14 août 2021, dans les conditions fixées aux articles 2 à 6 suivants.

**Article 2 :** seule la chasse individuelle à l'approche ou à l'affût et sans chien est autorisée. La chasse de nuit demeure totalement interdite. Le rabat du gibier est interdit.

**Article 3 :** le bénéficiaire de l'autorisation doit respecter les conditions suivantes :

1) les chasseurs désignés par le titulaire du droit de chasse, doivent être porteurs de la délégation écrite et nominative signée du détenteur du droit de chasse. Le détenteur du droit de chasse tient à disposition du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB) et de la direction départementale des territoires (DDT), la liste des chasseurs autorisés, et informe le maire de la commune concernée des conditions de mise en œuvre ;

2) le détenteur du droit de chasse doit tenir, avant l'action de chasse, un registre (annexe 2) qui mentionne :

- le calendrier des jours de chasse,
- les règles spécifiques de cette chasse et notamment celles relatives à la sécurité,
- les chasseurs désignés.

**Article 4 :** seul le tir du sanglier est possible.

**Article 5 :** le bénéficiaire de l'autorisation a l'obligation d'adresser au préfet (DDT) et à la FDC avant le 15 septembre 2021, le bilan des effectifs prélevés suivant le modèle annexé au présent arrêté (annexe 1).

**Article 6 :** le non-respect de ces prescriptions par les détenteurs du droit de chasse ou les chasseurs autorisés peut entraîner, outre les sanctions prévues par le code de l'environnement, le retrait immédiat de l'autorisation et son non-renouvellement ultérieur.

**Article 7 :** délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 8 :** MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le chef de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs, le lieutenant de louveterie, le maire de la commune concernée et les gardes-chasse particuliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,



Alain ESPINASSE

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0996 du 19 JUL. 2021**  
autorisant l'association communale de chasse agréée de Megève  
à pratiquer la chasse du sanglier sous certaines conditions

Société de chasse : .....

Nom et prénom du président : .....

Téléphone : ..... Adresse email : .....

**RÉSULTATS DES PRÉLÈVEMENTS DE SANGLIER AU 15 AOUT 2021**

Nombre de sorties :

Nombre de chasseurs ayant participé :

Nombre de balles tirées :

Nombre de sangliers observés :  Nombre sangliers tirés

Nombre de sangliers prélevés :

Nombre de renards observés :

Nombre de cerfs observés :  dont  mâles  femelles  jeunes.

Nombre de chevreuils observés :  dont  brocards  femelles  jeunes.

Autres espèces observées :

Commentaires :

**CE BILAN EST À COMPLÉTER ET À RENVoyer OBLIGATOIREMENT AVANT LE 15 SEPTEMBRE 2021 À**

**Direction départementale des territoires**  
SEE / MNFC  
15 rue Henry-Bordeaux - 74998 ANNECY Cedex 9  
courriel : ddt-see-mnfc@haute-savoie.gouv.fr

**et Fédération départementale des chasseurs**  
142 impasse des Glaises  
74350 VILLY-LE-PELLOUX  
courriel : [fdc74@chasseurs74.fr](mailto:fdc74@chasseurs74.fr)

Fait à.....le.....

***Signature du président***



74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00007

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1012 portant autorisation environnementale pour les travaux de confortement et de mise en conformité du système d'endiguement ARVE-RD-GAILL-3.09 dit "digue de la Châtelaine" sur les communes d'Annemasse, Gaillard et Etrembières et portant autorisation du système d'endiguement SE-ARVE-GAILL-3.09, et dont le gestionnaire est le SM3A





**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

**Service eau-environnement**

Affaire suivie par Anne DUME  
Tél : 04 50 33 77 30  
anne.dume@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 16 JUIL. 2021

**Note à l'attention de M. le préfet**

**OBJET** : signature de l'arrêté portant autorisation environnementale pour les travaux de confortement et de mise en conformité du système d'endiguement dit "digue de la Châtelaine" en rive droite de l'Arve sur les communes d'Annemasse, Gaillard et Etrembières, et portant autorisation du système d'endiguement SE-ARVE-RD-GAILL-3.09 dont le gestionnaire est le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A)

PJ projet d'arrêté proposé à votre signature

Vous trouverez, ci-joint, le projet d'arrêté portant autorisation environnementale pour les travaux de confortement et de mise en conformité du système d'endiguement dit "digue de la Châtelaine" en rive droite de l'Arve sur la commune de Gaillard et portant autorisation des systèmes d'endiguement SE-ARVE-RD-GAILL-3.09 et dont le gestionnaire est le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A)

**I – LOCALISATION ET CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION DE CONFORTEMENT DE LA DIGUE DOMANIALE DE LA CHÂTELAINÉ**

Les travaux et ouvrages se situent en rives droite et gauche ainsi que dans le lit de l'Arve sur les communes d'Annemasse, Gaillard et Etrembières (**voir annexe n° 1**).

Le système d'endiguement actuel montre des signes de dégradations parfois inquiétants au regard de la sécurité des enjeux protégés (érosions latérales, affouillement en pieds de berge, désassemblage des protections, déstructuration des enrochements).

L'Arve est fortement impacté par les contraintes latérales et les aménagements anthropiques. Les fonctionnalités écomorphologiques sont fortement altérées. Cependant l'aval du pont de l'A411 offre des perspectives de restauration ambitieuses avec l'élargissement de la bande active de l'Arve et la restauration des milieux aquatiques et des habitats.

Le projet intègre donc des objectifs relevant de la prévention des inondations et de la restauration des milieux aquatiques.

Le projet a été présenté aux acteurs du secteur concerné, dont ATMB, les communes d'Annemasse, Gaillard, Etrembières et la communauté de communes Annemasse-les-Voirons Agglomération.

La société ATMB, concessionnaire de l'autoroute A411 va entreprendre la réfection des culées et berges du pont de l'A411 situées dans l'emprise du projet porté par le SM3A et l'État.

15 rue Henry Bordeaux  
74998 ANNECY cedex 9  
Tél : 04 50 33 60 00  
Mél : ddt@haute-savoie.gouv.fr  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr>

1/6

Annemasse-les Voirons agglomération porte la création de la voie cyclable Via Rhôna sur la crête de la digue de La Châtelaine.

Ces trois opérations se juxtaposant dans un même laps de temps, afin de minimiser l'impact des travaux sur les milieux naturels une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre l'État, le SM3A, la société ATMB et Annemasse-les-Voirons agglomération a été conclue le 10 décembre 2020 avec un avenant établi le 1<sup>er</sup> juillet 2021, pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux. Le SM3A est désigné maître d'ouvrage unique.

## II – OBJECTIFS ET ENJEUX

Les travaux, ouvrages et aménagements objets de la présente autorisation sont conséquents (**voir annexe n° 2**).

L'opération répond à un double objectif :

- la protection de la commune de Gaillard contre les crues centennales de l'Arve (1 130 m<sup>3</sup>/s) (**voir annexe n° 3**) ;
- la restauration hydromorphologique de l'Arve, des milieux aquatiques et des habitats et de l'espace de bon fonctionnement sur l'ensemble du linéaire de système d'endiguement, dans le lit de l'Arve, et en rives droites et gauche.

Le projet est compatible avec les dispositions du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 et du SAGE de l'Arve. Il répond à leurs objectifs ainsi qu'à ceux de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation (SLGRI) du bassin versant de l'Arve.

Le projet figure dans deux fiches action du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) n° 2 de l'Arve et sa convention signée le 18 décembre 2020.

Les interventions sont conçues pour limiter les zones de défrichements et minimiser les évacuations de déblais de sédiments. Le projet met pleinement en œuvre la séquence d'évitement et de réduction des impacts du chantier sur l'environnement.

## III - MAÎTRISE FONCIÈRE

Les ouvrages et assises foncières nécessaires à la réalisation du projet sont majoritairement situées sur le domaine public fluvial de l'État et sur les parcelles du domaine privé du SM3A.

Aucune parcelle de propriétaire privé n'est touchée par cette opération.

Les communes d'Annemasse et Gaillard mettent à disposition du SM3A les parcelles nécessaires à l'implantation des ouvrages et à la réalisation des travaux.

Le SM3A, déjà propriétaire de parcelles, acquiert deux parcelles communales d'Annemasse et de Gaillard situées dans l'emprise du système d'endiguement.

## IV – MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE LA COMMUNE DE GAILLARD

La mise en conformité du PLU de la commune de Gaillard est nécessaire pour déclasser un espace boisé classé (EBC) situé sur l'emprise des travaux. La procédure de déclaration de projet prévue par le Code de l'urbanisme permet la mise en compatibilité du PLU de Gaillard par la commune. Le SM3A a délibéré le 29 avril 2021 sur la déclaration de projet qui emporte mise en compatibilité du PLU de Gaillard. La commune de Gaillard a délibéré le 17 mai 2021 pour approuver la mise en compatibilité de son PLU. Le nouveau PLU est exécutoire à compter du 6 juillet 2021 date de fin d'accomplissement des mesures réglementaires de publicité et de transmission du dossier à la DRCL/BAFU.

## V - DURÉE ET PÉRIODES DE TRAVAUX

**Le démarrage des travaux est fixé au 16 août 2021. L'installation du chantier est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> août 2021.**

La durée prévisionnelle des travaux est de 18 mois calendaires et de 12 mois effectifs pour tenir compte des périodes d'interruption de chantier dues aux intempéries.

Afin de concilier les intérêts liés à la protection des milieux et des espèces, et de prendre en compte les contraintes climatiques et les impacts potentiels du chantier sur les activités humaines, les travaux sont autorisés avec des restrictions de planning et des prescriptions indiquées dans l'arrêté.

## VI - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'ENDIGUEMENT SE-ARVE-RD-GAILL-3.09 dit "digue de la Châtelaine"

Ce système d'endiguement relève des ouvrages de prévention des inondations définis à l'article R.562-13 du Code de l'environnement. Le nombre de personnes situé dans la zone protégée étant inférieur à 3 000, le système d'endiguement est de classe C.

Ses caractéristiques sont présentées en **annexe n° 3**.

## VII – PROCÉDURE ET ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé complet par le SM3A le 1<sup>er</sup> juillet 2020 a été déclaré régulier et conforme à la réglementation en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

L'autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation de défrichement ;
- d'autorisation au titre de la police de l'eau ;
- d'autorisation et de classement du système d'endiguement après achèvement des travaux.

L'autorisation environnementale fixe pour le système d'endiguement après achèvement des travaux :

- le périmètre de la zone protégée et le niveau de protection garanti dans cette zone protégée exposée au risque d'inondation ;
- les conditions nécessaires au maintien de la garantie de l'efficacité du système d'endiguement et des aménagements ;
- les prescriptions relatives à l'exploitation en période de crue et à la surveillance des ouvrages en toutes circonstances.

Dans le cadre de la phase contradictoire, la DDT a reçu le 6 juillet 2021 la réponse et les remarques du SM3A sur le projet d'arrêté. Ces remarques ont été intégrées à l'arrêté.

Le projet d'arrêté est donc soumis à votre signature.

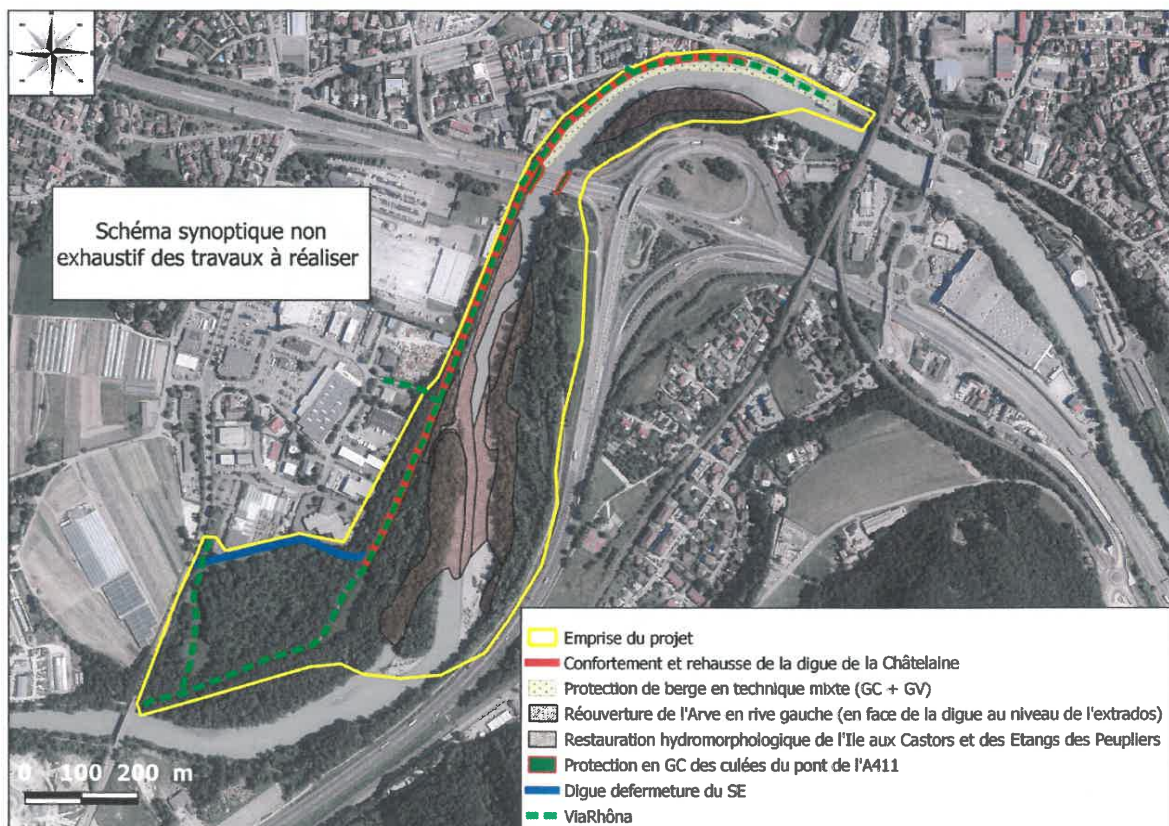
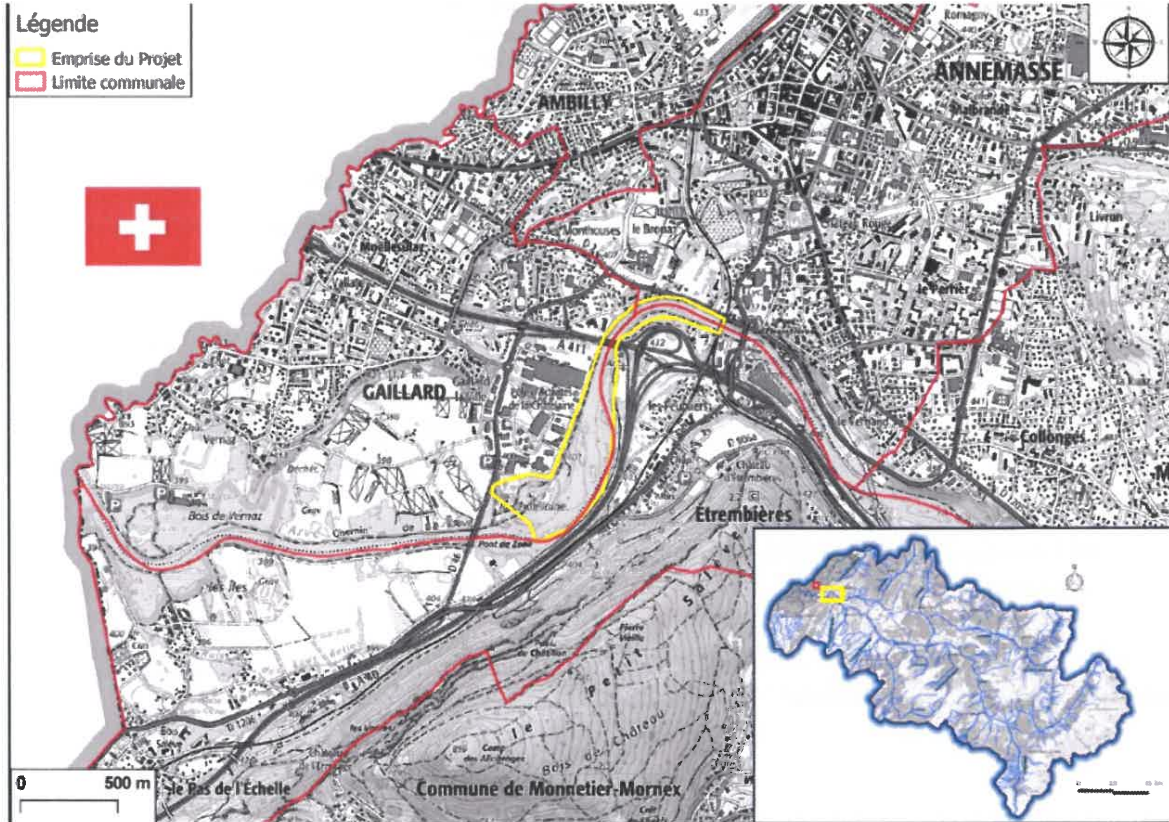
Le directeur départemental des territoires

Vu AS  
17/7/21

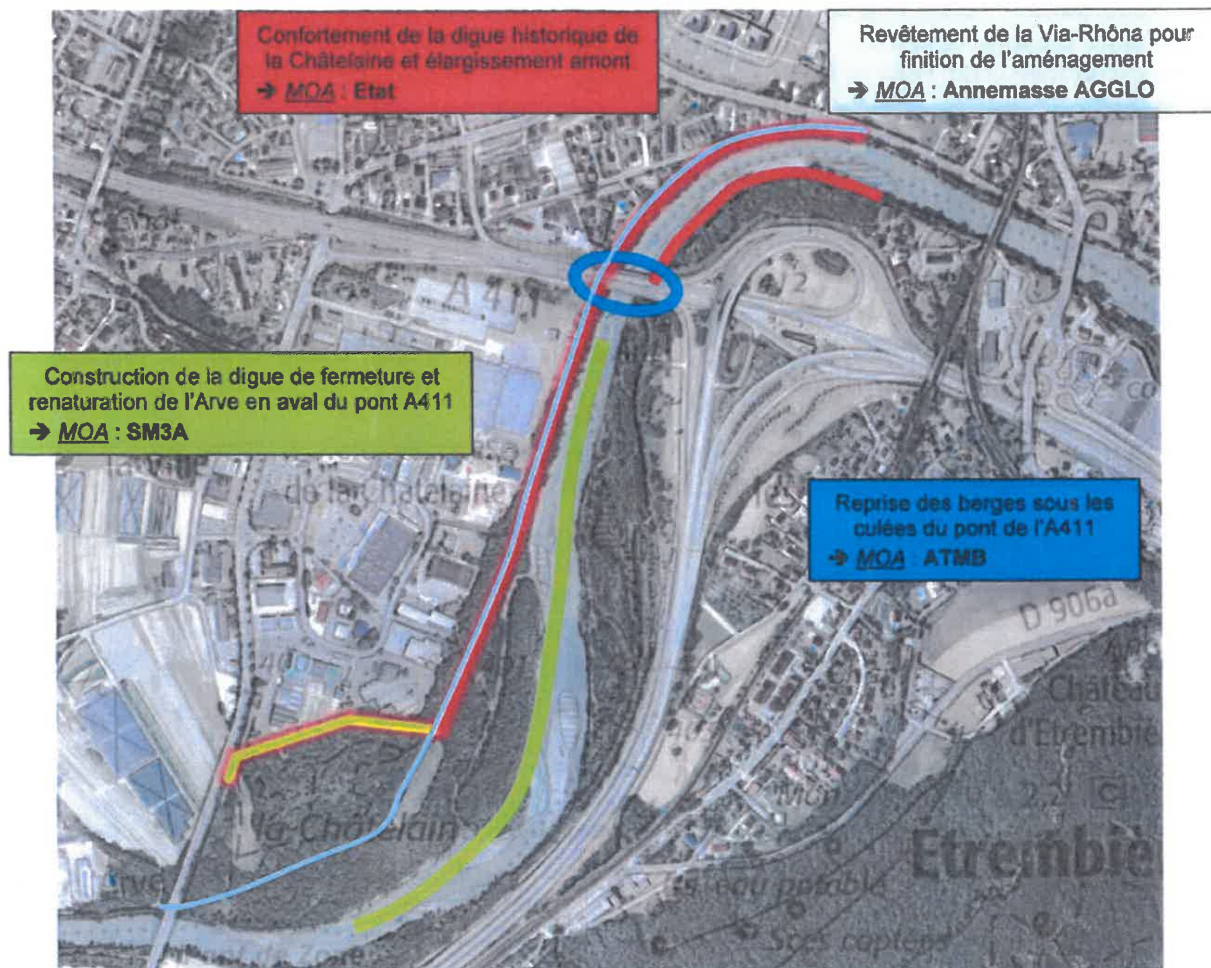
  
Julien LANGLET

## ANNEXE 1

### LOCALISATION DU PROJET ET SCHÉMA DES TRAVAUX RÉALISÉS



**ANNEXE 2**  
**CARACTÉRISTIQUES DES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS**  
**RELEVANT DE CHAQUE MAÎTRE D'OUVRAGE**



Les travaux comprennent :

- sur la rive droite :
  - le confortement de la digue de la Châtelaine (État) ;
  - la construction de la digue de fermeture de la zone d'activité (SM3A) ;
  - le démantèlement de l'île aux Castors et la restauration de l'Arve (État et SM3A) ;
  - la réfection de la protection de berge sous la culée d'appuis du viaduc de l'A411 (ATMB) ;
  - l'aménagement de revêtement de la crête de la digue de la Châtelaine au standard nécessaire pour le passage de la Via Rhôna (Annemasse agglo).
- sur la rive gauche :
  - l'élargissement de l'Arve en amont du viaduc de l'A411 pour conserver un gabarit hydraulique équivalent (État) ;
  - la réfection de la protection de berge sous la culée d'appuis du viaduc de l'A411 (ATMB) ;
  - le démantèlement de la digue de protection des étangs des peupliers et la renaturation du lit de l'Arve (SM3A).

## ANNEXE 3

### CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'ENDIGUEMENT SE-ARVE-RD-GAILL-3.09 dit "digue de la Châtelaine"

#### CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'ENDIGUEMENT

Le système d'endiguement est conçu pour canaliser les écoulements de l'Arve correspondant à un débit de référence de 1 130 m<sup>3</sup>/s correspondant à un débit de période de retour centennale (Q100) de l'Arve.

Il est constitué des ouvrages et aménagements suivants :

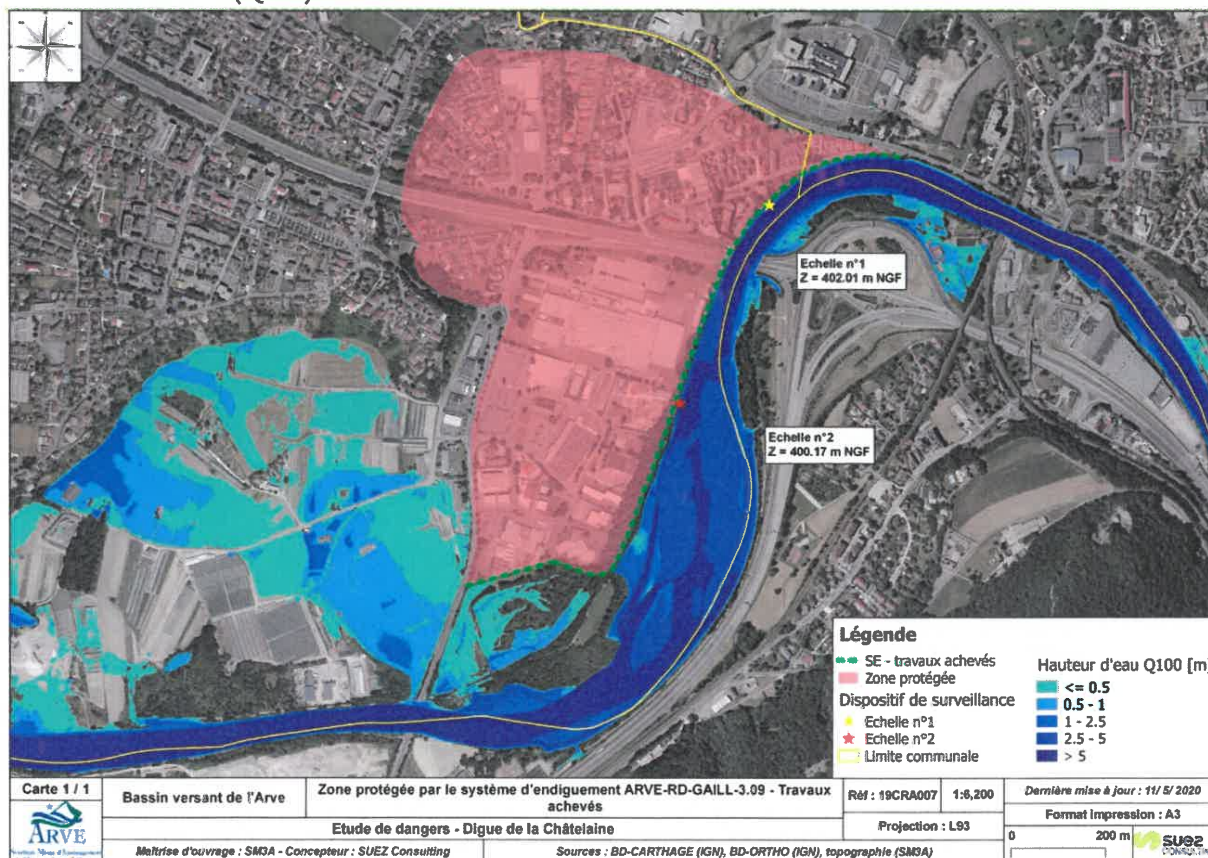
- D-ARVE-RD-GAILL-3.09 dite digue de la Châtelaine ;
- D-ARVE-RD-GAILL-2.43 dite digue du Bois de la Châtelaine.

#### ZONE PROTÉGÉE ET NIVEAU DE PROTECTION APRÈS ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

La zone protégée est définie par délibération du SM3A et cartographiée ci-dessous.

**Classement du système de protection :** la population susceptible d'être exposée dans la zone protégée est estimée à 2 135 personnes. Celle-ci étant supérieure à 30 habitants et inférieure à 3 000 personnes, le système d'endiguement est de classe C.

**Définition du niveau de protection :** le niveau de protection retenu par le SM3A pour cette zone protégée correspond à un débit de référence de l'Arve de 1 130 m<sup>3</sup>/s correspondant à une période de retour centennale (Q100).



Ce débit de référence correspond aux cotes identifiées et matérialisées par les repères visuels positionnés sur les ouvrages suivants :

- amont du pont A411 (extrados) - échelle limnimétrique n° 1 : cote de référence 402,01 m NGF
- aval du pont A411 (ZAC de la Châtelaine) - échelle limnimétrique n° 2 : cote de référence 400,17 m NGF.

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00001

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1053 autorisant  
le prélèvement et le relâcher de sangliers dans le  
milieu naturel - Communes de MARNAZ et  
SCIONZIER



**Le préfet de la Haute-Savoie**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le **19 JUL. 2021**

**Arrêté n° DDT-2021-1053**  
**autorisant le prélèvement et le relâcher de sangliers dans le milieu naturel sur les communes de**  
**Marnaz et de Scionzier**

**VU** le code de l'environnement, notamment l'article L.424-8 relatif à la commercialisation et au transport du gibier ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;

**VU** l'arrêté du 7 juillet 2006 modifié portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT- 2021-0650 du 4 mai 2021 ;

**VU** la demande de la fédération départementale des chasseurs du 12 mai 2021;

**VU** l'accord des détenteurs du droit de chasse des associations communales de chasse agréées (ACCA) de Marnaz et de Scionzier ;

**CONSIDÉRANT** que des sangliers remisés dans les friches et les jardins du secteur des Valignons situé sur les communes de Marnaz et Scionzier causent des dégâts aux propriétés de particuliers et des collectivités ainsi qu'aux cultures agricoles ;

**CONSIDÉRANT** que les animaux considérés sont enclavés entre l'Arve et l'autoroute A40 présentent un risque de collisions routières ;

**CONSIDÉRANT** que les animaux considérés sont remisés sur un secteur non soumis à l'action des ACCA et échappent ainsi à la régulation par la chasse ;

**CONSIDÉRANT** que les animaux considérés sont remisés sur un secteur à proximité d'habitations et présentent un risque d'accident de tir administratif de régulation ;

**CONSIDÉRANT** que les zones de relâcher des animaux considérés sont peu impactées par les dégâts de sangliers ;

W:\Environnement\Biodiversité\2\_Chasse\_Faune\_Sauvage\Chasse\1\_Reglementation\1\_Chasse\3\_Departementale\8\_Autorisations\_Diverses\capture\_relacher\ SANGLIER\_2021\

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 ANNECY cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : [claud.pinel@haute-savoie.gouv.fr](mailto:claud.pinel@haute-savoie.gouv.fr)  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

1/2



**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mener la capture des sangliers considérés pour limiter les risques d'accidents, les dégâts aux propriétés et aux cultures ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de relâcher les sangliers prélevés pour renforcer les populations de sangliers sur le piémont du Bargy ;

#### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : la fédération départementale des chasseurs (FDC) de la Haute-Savoie est autorisée de la signature de cet arrêté au 11 septembre 2021 à capturer à l'aide de cage-piège une compagnie d'environ 20 sangliers sur le secteur des Valignons sur les communes de Marnaz et de Scionzier ;

Les opérations de capture, d'installation de boutons GPS et de marques auriculaires, manipulation, transport et relâcher seront assurés par MM. Eric COUDURIER, Guillaume COURSAT, Jean-Jacques PASQUIER, Pascal ROCHE et Julien SEMPE du service technique de la FDC. Ils seront assistés sur le plan technique et opérationnel par M. Nicolas DERONZIER lieutenant de louveterie du secteur du Bargy.

Les sangliers prélevés seront relâchés sur le secteur du piémont du Bargy, en zone forestière des Bottes (commune de Marnaz) et de Rompessey (commune de Scionzier).

**Article 2** : les opérations de capture et de relâcher devront être déclarées 48 heures à l'avance au service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB) et au groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie.

**Article 4** : ces opérations seront suivies d'un bilan détaillé au service départemental de l'OFB et à la direction départementale des territoires ;

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 6** : MM. le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, le directeur de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est transmise au demandeur.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
Le chef adjoint du service eau environnement



Thomas RIETHMULLER

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00006

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1056 portant  
distraction du régime forestier - Commune de  
COMBLOUX



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le **19 JUIL. 2021**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1056  
portant distraction du régime forestier. Commune de Combloux**

**VU** les articles L 211-1, L 214-3, R 214-1 à R214-2 et R 2146-6 à R 214-9 du code forestier ;

**VU** la circulaire n° 2003-5002 du 3 avril 2003 de monsieur le Ministre de l'Agriculture ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 ;

**VU** la délibération du 12 avril 2021 par laquelle le conseil municipal de Combloux demande la distraction du régime forestier pour une parcelle cadastrale ;

**VU** l'extrait de la matrice cadastrale et le plan cadastral ;

**Vu** l'avis de monsieur le directeur de l'agence territoriale Savoie-Mont-Blanc de l'Office National des Forêts (ONF) du 13 juillet 2021 ;

**Vu** l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : est distrait du régime forestier, selon l'emprise décrite dans le dossier de demande, la parcelle de terrain situées sur le territoire communal de Combloux :

<b>Commune de situation</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Section</b>	<b>Numéro</b>	<b>lieudit</b>	<b>Surface totale de la parcelle en ha</b>	<b>Surface à distraite du RF en ha</b>
Commune de COMBLOUX	Commune de Combloux	0A	008	LE BRON	0.7083	0.7083
<b>Total</b>						<b>0.7083</b>

Suivi de la surface de la commune de Combloux :

- surface de la forêt relevant du régime forestier : 81 ha 72 a 25 ca
- distraction du régime forestier pour une surface de : 00 ha 70 a 83 ca
- nouvelle surface de la forêt communale de Combloux relevant du régime forestier : 81 ha 01 a 42 ca

**Article 2** : délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »). Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique -articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 3** : Monsieur le maire de Combloux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Combloux, inséré au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à monsieur le préfet de la Haute-Savoie et à monsieur de directeur de l'agence territoriale de Savoie Mont-Blanc de l'Office National des Forêts.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au chef du service eau-environnement



Thomas RIETHMULLER

## 74\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman

74-2021-07-13-00017

DGDDI - Décision 2021/8 C du directeur régional à Annecy portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière douane et de manquement à l'obligation déclarative.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

ANNECY, LE 13 JUIL. 2021

*DR Annecy*  
34, AV DU PARMELAN  
74004 ANNECY  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie  
Téléphone : 09 70 27 30 34  
Télécopie : 04 50 51 00 68  
Mél : [dr-leman@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-leman@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/8 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits

compromis, de droits fraudés; d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*GALY Hugues-Lionel*  


**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------



**Annexe II à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional GALY Hugues-Lionel**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>GILBERT Jean-Marc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	350000
<b>CADDOUX Charles</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	350000
<b>CRENN Justine</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	60000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	0	0	0	0	60000
<b>RAYNE Bruno</b>	0	0	0	0	60000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	0	0	0	0	60000
<b>SOLIVERES Jose</b>	0	0	0	0	60000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BOU Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BUVAT Philippe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CONSEIL Brice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HENENNE Frederic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KOUAKOU Yao</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STEUX Corinne</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARDET Vincent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHAVANON Herve</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COURT Alain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ECARNOT Alexandre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JAROVA Julie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOREL Valerie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>N'ZAMBI Denise</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PERRISSIN FABERT Sylvie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SIMONNET Michelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOTON Laurent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAMUS Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CONSEIL Fabien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUGARD Vincent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GRANGE Loic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LABANHIE Florian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERCHE Jacques</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MORET Frantz</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROCHIAS Jocelyne</b>	10000	5000	1000	15000

<b>ROSSET Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROULEAU Mikael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SABOT Rachel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TESNIERE Jonathan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BASHYNA Vasyl</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BONNARD Paul</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAIGNARD Nelson</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CROS Bruno</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEDION Quentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DOLCI Catherine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GAHA Woihbi</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GILLES Arthur</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GOEPP Antoine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JECHOUX Dominick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KESSY Paul-Adrien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEFORT Mathieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MAHROUG Rida</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MALETERRE Alexie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MANCHON Lois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTIN Alexandra</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTIN Loic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTY Florence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MASQUELET Cecile</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MATON Jean-Pascal</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEGARES Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOLINARI Yann</b>	10000	5000	1000	15000

<b>NOEL Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PAUTHE Audric</b>	10000	5000	1000	15000
<b>POBELLE Herve</b>	10000	5000	1000	15000
<b>QUIVET Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RICHARD Gerald</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SIX Armand</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STOESSEL Mathilde</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TUTIN Jeremy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VERCHERAND Xavier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ZANINA Raja</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COTE Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>EHRET Luc</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GRAVIER Stephane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GROSJEAN Christian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEBAS Delphine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>WAGNER Floriane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ZANONI Lionel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUMIS Felix</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BAREILLE Axel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERNARD Arnaud</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHARTON Florent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHARVET Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHATANAY Cyril</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COUR Thibault</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COUTOULY Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEGAT Julien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DIDELOT Amelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DROGUET Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUBOIS Laurence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUPOND Hugo</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	10000	5000	1000	15000

<b>FILLION Yannick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FRESIL Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLE Lucas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLOU Bernard</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JALIBAT Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LANGEVIN Matthieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEBON Mathilde</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LOUIS Pierre-Alexandre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERCIER Thibault</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MIGNE Mathieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PIERRE Matthieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PONTABRY Yann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PRALON Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REAU Denis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REY Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROUX Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SCHWARZ Chantal</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SEBAA Idris</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SIMEON Audrey</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VACHERET Cedric</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>YILDIZ Volcan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARBAN Hugo</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERTAGNE Quentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRESSAND Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CADIS Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000

<b>DANIEL Cyril</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELAUNE Francois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DOCHE Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DOLO Yann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HAVERLAND Andre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HONEGGER Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JANIN Mathieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JOLLAIN Marion</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LACROIX Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MAITRE Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARCON Lea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MORISCOT Jean</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PIOTR Stephan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PRIETO Samuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROTH Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RYNKA Jeremy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VIEL Julien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERTRAND Romain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERY Nathalie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BONNEPART Carine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAUBET Aurelien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COINDET Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CROS Didier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLET Quentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HERBAUT Valentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JACQUET Camille</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE MOING Florent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LECOURT Valentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARCININ Dorothee</b>	10000	5000	1000	15000

<b>MERLOT Raphael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PEREIRA Louise</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PIERRE Patrice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REMAN Michael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SAJOUS Karine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TERRYN Dominique</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TIREAU Elise</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	10000	5000	1000	15000
<b>YAHY Fouad</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AMARGIER Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAMPILLO LAFFIN Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GARNIER Fabien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RAZIK Catherine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HUIN Arnaud</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOTERA Benoit</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERODIER Jordan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COURTOIS Pascal</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CRICK Jocelyn</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FERNANDEZ German</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FLORY Isabelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FOCANT Pascal</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GIOVE Raphael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GORLIER Frederic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLOT Benoit</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HANSEN Cecile</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KACZOR Pauline</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARX Florence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MAZUY Corentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEYER Laure</b>	10000	5000	1000	15000

<b>PAVE Florian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PERRET Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>QUINQUETON Denis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REMINY Yannick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RIGON Carine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUTIN Cecile</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARTON Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERNARD Jules</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CADET Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CILLER Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COCHET Gaelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELISLE Remy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DENCHE Marjorie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DURANTON Gilles</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GENTILINI Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GOUJON Romain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEANDRY Floraly</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARIA Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEDEUF Willy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PLANTIER Pierre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RICHARD David</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RIGLET Jennifer</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SACKO Makan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUDRENO Allan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BACO Yasser</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BAUMONT Marc</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BELHABIB Faudil</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOISSARD Pierre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	10000	5000	1000	15000



<b>CANCELLIERI Altea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAPILLA Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHAPELAIN Lea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHERON Marie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CLERMONT Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COPIER Aurore</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CUENOT Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELEGER Raphaele</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEPIERRE Alain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DESPONT Francois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUTANIER Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FERRER Laurent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GALBIS Jean-Pierre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GESBERT Swen</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GILLET Gaetane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JORION Vincent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LINGUET Willem</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LOYER Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARIEL William</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERCIER Fanny</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MESLEM Soenya</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEYNOT Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MURCIA Marc</b>	10000	5000	1000	15000

<b>NOGUERA Mickael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>NOTIN Gauvain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PAILLER Carine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PASTOURET Franck</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PERRICHON Thierry</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RENAULT Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REVILLARD Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SALAUN Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SAUNIER Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VARNEROT Lea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BIARGUES Sophie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BLONDIN Stephane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOURGUIGNON Brigitte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BUSCAGLIA Marie-Yvonne</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHABERT Brigitte</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FARGETON Amaryllis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GIRAUD Christine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GREGOIRE Patrice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOREAU Isabelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>NEUVILLE Catherine</b>	10000	5000	1000	15000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>GILBERT Jean-Marc</b>	illimité	100000	250000
<b>BOU Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BUVAT Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Brice</b>	1000	3000	15000
<b>HENENNE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	1500	10000	30000
<b>KOUAKOU Yao</b>	1000	3000	15000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>STEUX Corinne</b>	1000	3000	15000
<b>CADDOUX Charles</b>	illimité	100000	250000
<b>CRENN Justine</b>	2000	20000	60000
<b>BARDET Vincent</b>	1500	10000	30000
<b>CHAVANON Herve</b>	1000	3000	15000
<b>COURT Alain</b>	1000	3000	15000
<b>ECARNOT Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>JAROVA Julie</b>	1000	3000	15000
<b>MOREL Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>N'ZAMBI Denise</b>	1500	10000	30000
<b>PERRISSIN FABERT Sylvie</b>	1000	3000	15000
<b>PUCINO Marie-Carmen</b>	1000	3000	15000
<b>SIMONNET Michelle</b>	1000	3000	15000
<b>BOTON Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>CAMUS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Fabien</b>	1000	3000	15000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>DUGARD Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>GRANGE Loic</b>	1000	3000	15000
<b>LABANHIE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>MERCHE Jacques</b>	1500	10000	30000
<b>MORET Frantz</b>	1000	3000	15000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	1000	3000	15000
<b>ROCHIAS Jocelyne</b>	1000	3000	15000
<b>ROSSET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>ROULEAU Mikael</b>	1500	10000	30000

<b>SABOT Rachel</b>	1000	3000	15000
<b>TESNIERE Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>BASHYNA Vasył</b>	1000	3000	15000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	1500	10000	30000
<b>BONNARD Paul</b>	1000	3000	15000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	1000	3000	15000
<b>CAIGNARD Nelson</b>	1000	3000	15000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Bruno</b>	1000	3000	15000
<b>DEDION Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	1000	3000	15000
<b>DOLCI Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	1000	3000	15000
<b>GAHA Woïhbi</b>	1000	3000	15000
<b>GILLES Arthur</b>	1000	3000	15000
<b>GOEPP Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>JECHOUX Dominick</b>	1000	3000	15000
<b>KESSY Paul-Adrien</b>	1000	3000	15000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>LEFORT Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>MAHROUG Rida</b>	1000	3000	15000
<b>MALETERRE Alexie</b>	1000	3000	15000
<b>MANCHON Lois</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Alexandra</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Loic</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>MARTY Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MASQUELET Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>MATON Jean-Pascal</b>	1500	10000	30000
<b>MEGARES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>MOLINARI Yann</b>	1000	3000	15000
<b>NOEL Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>PAUTHE Audric</b>	1000	3000	15000
<b>POBELLE Herve</b>	1000	3000	15000
<b>QUIVET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD Gerald</b>	1500	10000	30000
<b>SIX Armand</b>	1500	10000	30000
<b>STOESSEL Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	3000	15000

<b>VERCHERAND Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>ZANINA Raja</b>	1000	3000	15000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	2000	20000	60000
<b>RAYNE Bruno</b>	1500	10000	30000
<b>BAILLY Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BRICHE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>COTE Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>DUC Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>EHRET Luc</b>	1000	3000	15000
<b>GAUTIER Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>GRAVIER Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>GROSJEAN Christian</b>	1500	10000	30000
<b>GUILLOU Marie-Claire</b>	1000	3000	15000
<b>HERZOG Sarah</b>	1000	3000	15000
<b>LEBAS Delphine</b>	1000	3000	15000
<b>NEMOR Jean-Marie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRIN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>PRADEL Jean-Francois</b>	1000	3000	15000
<b>SCHERTZINGER Elsa</b>	1000	3000	15000
<b>WAGNER Floriane</b>	1000	3000	15000
<b>AUMIS Felix</b>	1000	3000	15000
<b>BAREILLE Axel</b>	1000	3000	15000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Arnaud</b>	1000	3000	15000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	1000	3000	15000
<b>CHARTON Florent</b>	1000	3000	15000
<b>CHARVET Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>CHATANAY Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>COUR Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>COUTOULY Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	1500	10000	30000
<b>DEGAT Julien</b>	1000	3000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>DIDELOT Amelie</b>	1000	3000	15000
<b>DROGUET Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>DUBOIS Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>DUPOND Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>FILLION Yannick</b>	1500	10000	30000
<b>FRESIL Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	1000	3000	15000

<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLE Lucas</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOU Bernard</b>	1500	10000	30000
<b>JALIBAT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>LANGEVIN Matthieu</b>	1000	3000	15000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	1000	3000	15000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>LEBON Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>LOUIS Pierre-Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>MIGNE Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Matthieu</b>	1000	3000	15000
<b>PONTABRY Yann</b>	1000	3000	15000
<b>PRALON Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	1000	3000	15000
<b>REAU Denis</b>	1000	3000	15000
<b>REY Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	1000	3000	15000
<b>ROUX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>SCHWARZ Chantal</b>	1000	3000	15000
<b>SEBAA Idris</b>	1000	3000	15000
<b>SIMEON Audrey</b>	1500	10000	30000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>VACHERET Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	3000	15000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	1000	3000	15000
<b>YILDIZ Volcan</b>	1000	3000	15000
<b>BARBAN Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>BERTAGNE Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>BRESSAND Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CADIS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DANIEL Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>DELAUNE Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	1500	10000	30000
<b>DOCHE Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>DOLO Yann</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	1000	3000	15000
<b>HAVERLAND Andre</b>	1000	3000	15000
<b>HONEGGER Christophe</b>	1500	10000	30000
<b>JANIN Mathieu</b>	1500	10000	30000

<b>JOLLAIN Marion</b>	1000	3000	15000
<b>LACROIX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>MAITRE Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>MARCON Lea</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	1000	3000	15000
<b>MORISCOT Jean</b>	1000	3000	15000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>PIOTR Stephan</b>	1000	3000	15000
<b>PRIETO Samuel</b>	1000	3000	15000
<b>ROTH Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>RYNKA Jeremy</b>	1000	3000	15000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>VIEL Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERTRAND Romain</b>	1000	3000	15000
<b>BERY Nathalie</b>	1500	10000	30000
<b>BONNEPART Carine</b>	1000	3000	15000
<b>CAUBET Aurelien</b>	1000	3000	15000
<b>COINDET Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Didier</b>	1500	10000	30000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLET Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>HERBAUT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>JACQUET Camille</b>	1000	3000	15000
<b>LE MOING Florent</b>	1000	3000	15000
<b>LECOURT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>MARCININ Dorothee</b>	1000	3000	15000
<b>MERLOT Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>PEREIRA Louise</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Patrice</b>	1000	3000	15000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>REMAN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>SAJOUS Karine</b>	1000	3000	15000
<b>TERRYN Dominique</b>	1500	10000	30000
<b>TIREAU Elise</b>	1000	3000	15000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	1000	3000	15000
<b>YAHY Fouad</b>	1000	3000	15000
<b>AMARGIER Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	1500	10000	30000
<b>BOUILLET Celine</b>	1000	3000	15000
<b>GENTY Claire</b>	1000	3000	15000
<b>LINDER Cecile</b>	1000	3000	15000

<b>MADELAINE Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>MICHON Audrey</b>	1000	3000	15000
<b>SAYER BLANZAT Caroline</b>	1000	3000	15000
<b>BOUILLOUD Isabelle</b>	2000	20000	60000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	2000	20000	60000
<b>SOLIVERES Jose</b>	2000	20000	60000
<b>ARCHIMBAUD Morgane</b>	1000	3000	15000
<b>BERAL Oldia</b>	1000	3000	15000
<b>CANETE Francisco</b>	1000	3000	15000
<b>CONRARD Nicolas</b>	1000	3000	15000
<b>CORDONNIER Sabine</b>	1000	3000	15000
<b>FAGUE Wendy</b>	1000	3000	15000
<b>GIMENEZ Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ GONZALVO Brigitte</b>	1000	3000	15000
<b>HUIN Arnaud</b>	1500	10000	30000
<b>JABOT Enguerrand</b>	1000	3000	15000
<b>MACARI Martine</b>	1000	3000	15000
<b>MOTERA Benoit</b>	1500	10000	30000
<b>PETITJEAN Chantal</b>	1000	3000	15000
<b>TRAUCHESEC Sonia</b>	1000	3000	15000
<b>VITRY Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>BERODIER Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	1000	3000	15000
<b>COURTOIS Pascal</b>	1000	3000	15000
<b>CRICK Jocelyn</b>	1000	3000	15000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	1500	10000	30000
<b>FERNANDEZ German</b>	1500	10000	30000
<b>FLORY Isabelle</b>	1000	3000	15000
<b>FOCANT Pascal</b>	1500	10000	30000
<b>GIOVE Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>GORLIER Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOT Benoit</b>	1000	3000	15000
<b>HANSEN Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>KACZOR Pauline</b>	1000	3000	15000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	1000	3000	15000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	3000	15000
<b>MARX Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MAZUY Corentin</b>	1000	3000	15000
<b>MEYER Laure</b>	1000	3000	15000
<b>PAVE Florian</b>	1000	3000	15000



<b>PERRET Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>QUINQUETON Denis</b>	1000	3000	15000
<b>REMINY Yannick</b>	1000	3000	15000
<b>RIGON Carine</b>	1000	3000	15000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	1000	3000	15000
<b>AUTIN Cecile</b>	1500	10000	30000
<b>BARTON Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Jules</b>	1000	3000	15000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	1500	10000	30000
<b>CADET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>CILLER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>COCHET Gaelle</b>	1000	3000	15000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DELISLE Remy</b>	1000	3000	15000
<b>DENCHE Marjorie</b>	1000	3000	15000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>DURANTON Gilles</b>	1000	3000	15000
<b>GENTILINI Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>GOUJON Romain</b>	1000	3000	15000
<b>LEANDRY Floraly</b>	1000	3000	15000
<b>MARIA Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MEDEUF Willy</b>	1000	3000	15000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	1500	10000	30000
<b>PLANTIER Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD David</b>	1000	3000	15000
<b>RIGLET Jennifer</b>	1000	3000	15000
<b>SACKO Makan</b>	1000	3000	15000
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	1000	3000	15000
<b>AUDRENO Allan</b>	1000	3000	15000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>BACO Yasser</b>	1000	3000	15000
<b>BAUMONT Marc</b>	1000	3000	15000
<b>BELHABIB Faudil</b>	1000	3000	15000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	1000	3000	15000
<b>BOISSARD Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	1000	3000	15000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	1000	3000	15000
<b>CAPILLA Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CHAPELAIN Lea</b>	1000	3000	15000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CHERON Marie</b>	1000	3000	15000
<b>CLERMONT Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	1000	3000	15000

<b>COPIER Aurore</b>	1000	3000	15000
<b>CUENOT Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>DELEGER Raphaele</b>	1000	3000	15000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	1000	3000	15000
<b>DEPIERRE Alain</b>	1500	10000	30000
<b>DESPONT Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	1000	3000	15000
<b>DUTANIER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	1000	3000	15000
<b>FERRER Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>GALBIS Jean-Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	1000	3000	15000
<b>GESBERT Swen</b>	1000	3000	15000
<b>GILLET Gaetane</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	1000	3000	15000
<b>JORION Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	1000	3000	15000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>LINGUET Willem</b>	1000	3000	15000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	1500	10000	30000
<b>LOYER Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MARIEL William</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>MESLEM Soenya</b>	1000	3000	15000
<b>MEYNOT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MURCIA Marc</b>	1000	3000	15000
<b>NOGUERA Mickael</b>	1000	3000	15000
<b>NOTIN Gauvain</b>	1000	3000	15000
<b>PAILLER Carine</b>	1000	3000	15000
<b>PASTOURET Franck</b>	1000	3000	15000
<b>PERRICHON Thierry</b>	1000	3000	15000
<b>RENAULT Olivier</b>	1500	10000	30000
<b>REVILLARD Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>SALAUN Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>SAUNIER Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>VARNEROT Lea</b>	1000	3000	15000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>GILBERT Jean-Marc</b>	illimité	illimité	illimité
<b>BOU Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BUVAT Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Brice</b>	1000	3000	15000
<b>HENENNE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	1500	10000	30000
<b>KOUAKOU Yao</b>	1000	3000	15000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>STEUX Corinne</b>	1000	3000	15000
<b>CADDOUX Charles</b>	illimité	illimité	illimité
<b>GUIRAUD Gregory</b>	2000	20000	60000
<b>BARDET Vincent</b>	1500	10000	30000
<b>CHAVANON Herve</b>	1000	3000	15000
<b>COURT Alain</b>	1000	3000	15000
<b>ECARNOT Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>JAROVA Julie</b>	1000	3000	15000
<b>MOREL Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>N'ZAMBI Denise</b>	1500	10000	30000
<b>PERRISSIN FABERT Sylvie</b>	1000	3000	15000
<b>PUCINO Marie-Carmen</b>	1000	3000	15000
<b>SIMONNET Michelle</b>	1000	3000	15000
<b>BOTON Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>CAMUS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Fabien</b>	1000	3000	15000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>DUGARD Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>GRANGE Loic</b>	1000	3000	15000
<b>LABANHIE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>MERCHE Jacques</b>	1500	10000	30000
<b>MORET Frantz</b>	1000	3000	15000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	1000	3000	15000
<b>ROCHIAS Jocelyne</b>	1000	3000	15000
<b>ROSSET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>ROULEAU Mikael</b>	1500	10000	30000

<b>SABOT Rachel</b>	1000	3000	15000
<b>TESNIERE Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>BASHYNA Vasył</b>	1000	3000	15000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	1500	10000	30000
<b>BONNARD Paul</b>	1000	3000	15000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	1000	3000	15000
<b>CAIGNARD Nelson</b>	1000	3000	15000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Bruno</b>	1000	3000	15000
<b>DEDION Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	1000	3000	15000
<b>DOLCI Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	1000	3000	15000
<b>GAHA Woïhbi</b>	1000	3000	15000
<b>GILLES Arthur</b>	1000	3000	15000
<b>GOEPP Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>JECHOUX Dominick</b>	1000	3000	15000
<b>KESSY Paul-Adrien</b>	1000	3000	15000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>LEFORT Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>MAHROUG Rida</b>	1000	3000	15000
<b>MALETERRE Alexie</b>	1000	3000	15000
<b>MANCHON Lois</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Loic</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Alexandra</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>MARTY Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MASQUELET Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>MATON Jean-Pascal</b>	1500	10000	30000
<b>MEGARES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>MOLINARI Yann</b>	1000	3000	15000
<b>NOEL Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>PAUTHE Audric</b>	1000	3000	15000
<b>POBELLE Herve</b>	1000	3000	15000
<b>QUIVET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD Gerald</b>	1500	10000	30000
<b>SIX Armand</b>	1500	10000	30000
<b>STOESSEL Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	3000	15000

<b>VERCHERAND Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>ZANINA Raja</b>	1000	3000	15000
<b>SALZE Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	2000	20000	60000
<b>RAYNE Bruno</b>	1500	10000	30000
<b>BAILLY Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BRICHE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>COTE Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>DUC Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>EHRET Luc</b>	1000	3000	15000
<b>GAUTIER Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>GRAVIER Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>GROSJEAN Christian</b>	1500	10000	30000
<b>GUILLOU Marie-Claire</b>	1000	3000	15000
<b>HERZOG Sarah</b>	1000	3000	15000
<b>LEBAS Delphine</b>	1000	3000	15000
<b>NEMOR Jean-Marie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRIN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>PRADEL Jean-Francois</b>	1000	3000	15000
<b>SCHERTZINGER Elsa</b>	1000	3000	15000
<b>WAGNER Floriane</b>	1000	3000	15000
<b>ZANONI Lionel</b>	1500	10000	30000
<b>AUMIS Felix</b>	1000	3000	15000
<b>BAREILLE Axel</b>	1000	3000	15000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Arnaud</b>	1000	3000	15000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	1000	3000	15000
<b>CHARTON Florent</b>	1000	3000	15000
<b>CHARVET Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>CHATANAY Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>COUR Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>COUTOULY Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	1500	10000	30000
<b>DEGAT Julien</b>	1000	3000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>DIDELOT Amelie</b>	1000	3000	15000
<b>DROGUET Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>DUBOIS Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>DUPOND Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>FILLION Yannick</b>	1500	10000	30000

<b>FRESIL Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	1000	3000	15000
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLE Lucas</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOU Bernard</b>	1500	10000	30000
<b>JALIBAT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>LANGEVIN Matthieu</b>	1000	3000	15000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	1000	3000	15000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>LEBON Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>LOUIS Pierre-Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>MIGNE Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Matthieu</b>	1000	3000	15000
<b>PONTABRY Yann</b>	1000	3000	15000
<b>PRALON Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	1000	3000	15000
<b>REAU Denis</b>	1000	3000	15000
<b>REY Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	1000	3000	15000
<b>ROUX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>SCHWARZ Chantal</b>	1000	3000	15000
<b>SEBAA Idris</b>	1000	3000	15000
<b>SIMEON Audrey</b>	1500	10000	30000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>VACHERET Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	3000	15000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	1000	3000	15000
<b>YILDIZ Volcan</b>	1000	3000	15000
<b>BARBAN Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>BERTAGNE Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>BRESSAND Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CADIS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DANIEL Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>DELAUNE Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	1500	10000	30000
<b>DOCHE Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>DOLO Yann</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	1000	3000	15000
<b>HAVERLAND Andre</b>	1000	3000	15000

<b>HONEGGER Christophe</b>	1500	10000	30000
<b>JANIN Mathieu</b>	1500	10000	30000
<b>JOLLAIN Marion</b>	1000	3000	15000
<b>LACROIX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>MAITRE Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>MARCON Lea</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	1000	3000	15000
<b>MORISCOT Jean</b>	1000	3000	15000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>PIOTR Stephan</b>	1000	3000	15000
<b>PRIETO Samuel</b>	1000	3000	15000
<b>ROTH Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>RYNKA Jeremy</b>	1000	3000	15000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>VIEL Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERTRAND Romain</b>	1000	3000	15000
<b>BERY Nathalie</b>	1500	10000	30000
<b>BONNEPART Carine</b>	1000	3000	15000
<b>CAUBET Aurelien</b>	1000	3000	15000
<b>COINDET Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Didier</b>	1500	10000	30000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLET Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>HERBAUT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>JACQUET Camille</b>	1000	3000	15000
<b>LE MOING Florent</b>	1000	3000	15000
<b>LECOURT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>MARCININ Dorothee</b>	1000	3000	15000
<b>MERLOT Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>PEREIRA Louise</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Patrice</b>	1000	3000	15000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>REMAN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>SAJOUS Karine</b>	1000	3000	15000
<b>TERRYN Dominique</b>	1500	10000	30000
<b>TIREAU Elise</b>	1000	3000	15000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	1000	3000	15000
<b>YAHY Fouad</b>	1000	3000	15000
<b>AMARGIER Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	1500	10000	30000
<b>BOUILLET Celine</b>	1000	3000	15000

<b>GENTY Claire</b>	1000	3000	15000
<b>LINDER Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>MADELAINÉ Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>MICHON Audrey</b>	1000	3000	15000
<b>SAYER BLANZAT Caroline</b>	1000	3000	15000
<b>BOUILLOUD Isabelle</b>	2000	20000	60000
<b>MOREL Suzanne</b>	2000	20000	60000
<b>SOLIVERES Jose</b>	2000	20000	60000
<b>ARCHIMBAUD Morgane</b>	1000	3000	15000
<b>BERAL Oldia</b>	1000	3000	15000
<b>CANETE Francisco</b>	1000	3000	15000
<b>CONRARD Nicolas</b>	1000	3000	15000
<b>CORDONNIER Sabine</b>	1000	3000	15000
<b>FAGUE Wendy</b>	1000	3000	15000
<b>GIMENEZ Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ GONZALVO Brigitte</b>	1000	3000	15000
<b>HUIN Arnaud</b>	1500	10000	30000
<b>JABOT Enguerrand</b>	1000	3000	15000
<b>MACARI Martine</b>	1000	3000	15000
<b>MOTERA Benoit</b>	1500	10000	30000
<b>PETITJEAN Chantal</b>	1000	3000	15000
<b>TRAUCHESSEC Sonia</b>	1000	3000	15000
<b>VITRY Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>BERODIER Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	1000	3000	15000
<b>COURTOIS Pascal</b>	1000	3000	15000
<b>CRICK Jocelyn</b>	1000	3000	15000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	1500	10000	30000
<b>FERNANDEZ German</b>	1500	10000	30000
<b>FLORY Isabelle</b>	1000	3000	15000
<b>FOCANT Pascal</b>	1500	10000	30000
<b>GIOVE Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>GORLIER Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOT Benoit</b>	1000	3000	15000
<b>HANSEN Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>KACZOR Pauline</b>	1000	3000	15000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	1000	3000	15000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	3000	15000
<b>MARX Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MAZUY Corentin</b>	1000	3000	15000



<b>MEYER Laure</b>	1000	3000	15000
<b>PAVE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>PERRET Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>QUINQUETON Denis</b>	1000	3000	15000
<b>REMINY Yannick</b>	1000	3000	15000
<b>RIGON Carine</b>	1000	3000	15000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	1000	3000	15000
<b>AUTIN Cecile</b>	1500	10000	30000
<b>BARTON Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Jules</b>	1000	3000	15000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	1500	10000	30000
<b>CADET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>CILLER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>COCHET Gaelle</b>	1000	3000	15000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DELISLE Remy</b>	1000	3000	15000
<b>DENCHE Marjorie</b>	1000	3000	15000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>DURANTON Gilles</b>	1000	3000	15000
<b>GENTILINI Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>GOUJON Romain</b>	1000	3000	15000
<b>LEANDRY Floraly</b>	1000	3000	15000
<b>MARIA Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MEDEUF Willy</b>	1000	3000	15000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	1500	10000	30000
<b>PLANTIER Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD David</b>	1000	3000	15000
<b>RIGLET Jennifer</b>	1000	3000	15000
<b>SACKO Makan</b>	1000	3000	15000
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	1000	3000	15000
<b>AUDRENO Allan</b>	1000	3000	15000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>BACO Yasser</b>	1000	3000	15000
<b>BAUMONT Marc</b>	1000	3000	15000
<b>BELHABIB Faudil</b>	1000	3000	15000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	1000	3000	15000
<b>BOISSARD Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	1000	3000	15000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	1000	3000	15000
<b>CAPILLA Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CHAPELAIN Lea</b>	1000	3000	15000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CHERON Marie</b>	1000	3000	15000

<b>CLERMONT Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	1000	3000	15000
<b>COPIER Aurore</b>	1000	3000	15000
<b>CUENOT Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>DELEGER Raphaele</b>	1000	3000	15000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	1000	3000	15000
<b>DEPIERRE Alain</b>	1500	10000	30000
<b>DESPONT Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	1000	3000	15000
<b>DUTANIER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	1000	3000	15000
<b>FERRER Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>GALBIS Jean-Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	1000	3000	15000
<b>GESBERT Swen</b>	1000	3000	15000
<b>GILLET Gaetane</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	1000	3000	15000
<b>JORION Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	1000	3000	15000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>LINGUET Willem</b>	1000	3000	15000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	1500	10000	30000
<b>LOYER Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MARIEL William</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>MESLEM Soenya</b>	1000	3000	15000
<b>MEYNOT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MURCIA Marc</b>	1000	3000	15000
<b>NOGUERA Mickael</b>	1000	3000	15000
<b>NOTIN Gauvain</b>	1000	3000	15000
<b>PAILLER Carine</b>	1000	3000	15000
<b>PASTOURET Franck</b>	1000	3000	15000
<b>PERRICHON Thierry</b>	1000	3000	15000
<b>RENAULT Olivier</b>	1500	10000	30000
<b>REVILLARD Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>SALAUN Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>SAUNIER Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>VARNEROT Lea</b>	1000	3000	15000



## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>BOU Christophe</b>	0	30000
<b>BUVAT Philippe</b>	0	30000
<b>CONSEIL Brice</b>	0	30000
<b>HENENNE Frederic</b>	0	30000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	0	30000
<b>KOUAKOU Yao</b>	0	30000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	0	30000
<b>STEUR Corinne</b>	0	30000
<b>CRENN Justine</b>	0	30000
<b>BARDET Vincent</b>	0	30000
<b>N'ZAMBI Denise</b>	0	30000
<b>BOTON Laurent</b>	0	30000
<b>CAMUS Aurelie</b>	0	30000
<b>CONSEIL Fabien</b>	0	30000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	0	30000
<b>DUGARD Vincent</b>	0	30000
<b>GRANGE Loic</b>	0	30000
<b>LABANHIE Florian</b>	0	30000
<b>MERCHE Jacques</b>	0	30000
<b>MORET Frantz</b>	0	30000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	0	30000
<b>ROCHIAS Jocelyne</b>	0	30000
<b>ROSSET Christophe</b>	0	30000
<b>ROULEAU Mikael</b>	0	30000
<b>SABOT Rachel</b>	0	30000
<b>TESNIERE Jonathan</b>	0	30000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	0	30000
<b>BASHYNA Vasyl</b>	0	30000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	0	30000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	0	30000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	0	30000
<b>BONNARD Paul</b>	0	30000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	0	30000

<b>CAIGNARD Nelson</b>	0	30000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	0	30000
<b>CROS Bruno</b>	0	30000
<b>DEDION Quentin</b>	0	30000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	0	30000
<b>DOLCI Catherine</b>	0	30000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	0	30000
<b>GAHA Woïhbi</b>	0	30000
<b>GILLES Arthur</b>	0	30000
<b>GOEPP Antoine</b>	0	30000
<b>JECHOUX Dominick</b>	0	30000
<b>KESSY Paul-Adrien</b>	0	30000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	0	30000
<b>LEFORT Mathieu</b>	0	30000
<b>MAHROUG Rida</b>	0	30000
<b>MALETERRE Alexie</b>	0	30000
<b>MANCHON Lois</b>	0	30000
<b>MARTIN Loic</b>	0	30000
<b>MARTIN Alexandra</b>	0	30000
<b>MARTINEZ Marie</b>	0	30000
<b>MARTINS Antoine</b>	0	30000
<b>MARTY Florence</b>	0	30000
<b>MASQUELET Cecile</b>	0	30000
<b>MATON Jean-Pascal</b>	0	30000
<b>MEGARES Anthony</b>	0	30000
<b>MOLINARI Yann</b>	0	30000
<b>NOEL Anthony</b>	0	30000
<b>PAUTHE Audric</b>	0	30000
<b>POBELLE Herve</b>	0	30000
<b>QUIVET Christophe</b>	0	30000
<b>RICHARD Gerald</b>	0	30000
<b>SIX Armand</b>	0	30000
<b>STOESSEL Mathilde</b>	0	30000
<b>TUTIN Jeremy</b>	0	30000
<b>VERCHERAND Xavier</b>	0	30000
<b>ZANINA Raja</b>	0	30000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	0	30000
<b>COTE Olivier</b>	0	30000
<b>GRAVIER Stephane</b>	0	30000
<b>GROSJEAN Christian</b>	0	30000
<b>ZANONI Lionel</b>	0	30000
<b>AUMIS Felix</b>	0	30000
<b>BAREILLE Axel</b>	0	30000

<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	0	30000
<b>BERNARD Arnaud</b>	0	30000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	0	30000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	0	30000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	0	30000
<b>CHARTON Florent</b>	0	30000
<b>CHARVET Anthony</b>	0	30000
<b>CHATANAY Cyril</b>	0	30000
<b>COUR Thibault</b>	0	30000
<b>COUTOULY Maxime</b>	0	30000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	0	30000
<b>DEGAT Julien</b>	0	30000
<b>DESPERIES Anthony</b>	0	30000
<b>DIDELOT Amelie</b>	0	30000
<b>DROGUET Thomas</b>	0	30000
<b>DUBOIS Laurence</b>	0	30000
<b>DUPOND Hugo</b>	0	30000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	0	30000
<b>FILLION Yannick</b>	0	30000
<b>FRESIL Maxime</b>	0	30000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	0	30000
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	0	30000
<b>GUILLE Lucas</b>	0	30000
<b>GUILLOU Bernard</b>	0	30000
<b>JALIBAT Kevin</b>	0	30000
<b>LANGEVIN Matthieu</b>	0	30000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	0	30000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	0	30000
<b>LEBON Mathilde</b>	0	30000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	0	30000
<b>LOUIS Pierre-Alexandre</b>	0	30000
<b>MERCIER Thibault</b>	0	30000
<b>MIGNE Mathieu</b>	0	30000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	0	30000
<b>PIERRE Matthieu</b>	0	30000
<b>PONTABRY Yann</b>	0	30000
<b>PRALON Sebastien</b>	0	30000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	0	30000
<b>REAU Denis</b>	0	30000
<b>REY Aurelie</b>	0	30000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	0	30000
<b>ROUX Sebastien</b>	0	30000
<b>SCHWARZ Chantal</b>	0	30000

<b>SEBAA Idris</b>	0	30000
<b>SIMEON Audrey</b>	0	30000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	0	30000
<b>VACHERET Cedric</b>	0	30000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	0	30000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	0	30000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	0	30000
<b>YILDIZ Volcan</b>	0	30000
<b>BARBAN Hugo</b>	0	30000
<b>BERTAGNE Quentin</b>	0	30000
<b>BRESSAND Kevin</b>	0	30000
<b>CADIS Aurelie</b>	0	30000
<b>DANIEL Cyril</b>	0	30000
<b>DELAUNE Francois</b>	0	30000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	0	30000
<b>DOCHE Sebastien</b>	0	30000
<b>DOLO Yann</b>	0	30000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	0	30000
<b>HAVERLAND Andre</b>	0	30000
<b>HONEGGER Christophe</b>	0	30000
<b>JANIN Mathieu</b>	0	30000
<b>JOLLAIN Marion</b>	0	30000
<b>LACROIX Sebastien</b>	0	30000
<b>MAITRE Jerome</b>	0	30000
<b>MARCON Lea</b>	0	30000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	0	30000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	0	30000
<b>MORISCOT Jean</b>	0	30000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	0	30000
<b>PIOTR Stephan</b>	0	30000
<b>PRIETO Samuel</b>	0	30000
<b>ROTH Olivier</b>	0	30000
<b>RYNKA Jeremy</b>	0	30000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	0	30000
<b>VIEL Julien</b>	0	30000
<b>BERTRAND Romain</b>	0	30000
<b>BERY Nathalie</b>	0	30000
<b>BONNEPART Carine</b>	0	30000
<b>CAUBET Aurelien</b>	0	30000
<b>COINDET Jerome</b>	0	30000
<b>CROS Didier</b>	0	30000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	0	30000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	0	30000

<b>GUILLET Quentin</b>	0	30000
<b>HERBAUT Valentin</b>	0	30000
<b>JACQUET Camille</b>	0	30000
<b>LE MOING Florent</b>	0	30000
<b>LECOURT Valentin</b>	0	30000
<b>MARCININ Dorothee</b>	0	30000
<b>MERLOT Raphael</b>	0	30000
<b>PEREIRA Louise</b>	0	30000
<b>PIERRE Patrice</b>	0	30000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	0	30000
<b>REMAN Michael</b>	0	30000
<b>SAJOUS Karine</b>	0	30000
<b>TERRYN Dominique</b>	0	30000
<b>TIREAU Elise</b>	0	30000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	0	30000
<b>YAHY Fouad</b>	0	30000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	0	30000
<b>BOUILLET Celine</b>	0	30000
<b>BOUILLOUD Isabelle</b>	0	30000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	0	30000
<b>SOLIVERES Jose</b>	0	30000
<b>CONRARD Nicolas</b>	0	30000
<b>HUIN Arnaud</b>	0	30000
<b>MOTERA Benoit</b>	0	30000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	0	30000
<b>BERODIER Jordan</b>	0	30000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	0	30000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	0	30000
<b>COURTOIS Pascal</b>	0	30000
<b>CRICK Jocelyn</b>	0	30000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	0	30000
<b>FERNANDEZ German</b>	0	30000
<b>FLORY Isabelle</b>	0	30000
<b>FOCANT Pascal</b>	0	30000
<b>GIOVE Raphael</b>	0	30000
<b>GORLIER Frederic</b>	0	30000
<b>GUILLOT Benoit</b>	0	30000
<b>HANSEN Cecile</b>	0	30000
<b>KACZOR Pauline</b>	0	30000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	0	30000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	0	30000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	0	30000
<b>MARX Florence</b>	0	30000



<b>MAZUY Corentin</b>	0	30000
<b>MEYER Laure</b>	0	30000
<b>PAVE Florian</b>	0	30000
<b>PERRET Olivier</b>	0	30000
<b>QUINQUETON Denis</b>	0	30000
<b>REMINY Yannick</b>	0	30000
<b>RIGON Carine</b>	0	30000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	0	30000
<b>AUTIN Cecile</b>	0	30000
<b>BARTON Gregory</b>	0	30000
<b>BERNARD Jules</b>	0	30000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	0	30000
<b>CADET Christophe</b>	0	30000
<b>CILLER Thomas</b>	0	30000
<b>COCHET Gaelle</b>	0	30000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	0	30000
<b>DELISLE Remy</b>	0	30000
<b>DENCHE Marjorie</b>	0	30000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	0	30000
<b>DURANTON Gilles</b>	0	30000
<b>GENTILINI Kevin</b>	0	30000
<b>GOUJON Romain</b>	0	30000
<b>LEANDRY Floraly</b>	0	30000
<b>MARIA Kevin</b>	0	30000
<b>MEDEUF Willy</b>	0	30000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	0	30000
<b>PLANTIER Pierre</b>	0	30000
<b>RICHARD David</b>	0	30000
<b>RIGLET Jennifer</b>	0	30000
<b>SACKO Makan</b>	0	30000
<b>STEVEMBERG Remi-Numa</b>	0	30000
<b>AUDRENO Allan</b>	0	30000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	0	30000
<b>BACO Yasser</b>	0	30000
<b>BAUMONT Marc</b>	0	30000
<b>BELHABIB Faudil</b>	0	30000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	0	30000
<b>BOISSARD Pierre</b>	0	30000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	0	30000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	0	30000
<b>CAPILLA Jerome</b>	0	30000
<b>CHAPELAIN Lea</b>	0	30000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	0	30000

<b>CHERON Marie</b>	0	30000
<b>CLERMONT Maxime</b>	0	30000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	0	30000
<b>COPIER Aurore</b>	0	30000
<b>CUENOT Thomas</b>	0	30000
<b>DELEGER Raphaelle</b>	0	30000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	0	30000
<b>DEPIERRE Alain</b>	0	30000
<b>DESPONT Francois</b>	0	30000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	0	30000
<b>DUTANIER Thomas</b>	0	30000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	0	30000
<b>FERRER Laurent</b>	0	30000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	0	30000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	0	30000
<b>GALBIS Jean-Pierre</b>	0	30000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	0	30000
<b>GESBERT Swen</b>	0	30000
<b>GILLET Gaetane</b>	0	30000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	0	30000
<b>JORION Vincent</b>	0	30000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	0	30000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	0	30000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	0	30000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	0	30000
<b>LINGUET Willem</b>	0	30000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	0	30000
<b>LOYER Kevin</b>	0	30000
<b>MARIEL William</b>	0	30000
<b>MERCIER Fanny</b>	0	30000
<b>MESLEM Soenya</b>	0	30000
<b>MEYNOT Kevin</b>	0	30000
<b>MURCIA Marc</b>	0	30000
<b>NOGUERA Mickael</b>	0	30000
<b>NOTIN Gauvain</b>	0	30000
<b>PAILLER Carine</b>	0	30000
<b>PASTOURET Franck</b>	0	30000
<b>PERRICHON Thierry</b>	0	30000
<b>RENAULT Olivier</b>	0	30000
<b>REVILLARD Jerome</b>	0	30000
<b>SALAUN Guillaume</b>	0	30000
<b>SAUNIER Jerome</b>	0	30000
<b>VARNEROT Lea</b>	0	30000



**Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional GALY Hugues-Lionel**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOTON Laurent</b>	500	1500	7500
<b>CAMUS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>CONSEIL Fabien</b>	500	1500	7500
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>DUGARD Vincent</b>	500	1500	7500
<b>GRANGE Loic</b>	500	1500	7500
<b>LABANHIE Florian</b>	500	1500	7500
<b>MERCHE Jacques</b>	500	1500	7500
<b>MORET Frantz</b>	500	1500	7500
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	500	1500	7500
<b>ROCHIAS Jocelyne</b>	500	1500	7500
<b>ROSSET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>ROULEAU Mikael</b>	500	1500	7500
<b>SABOT Rachel</b>	500	1500	7500
<b>TESNIERE Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>BASHYNA Vasyl</b>	500	1500	7500
<b>BERTHOMME Cedric</b>	500	1500	7500
<b>BLACHE Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BONNARD Paul</b>	500	1500	7500
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	500	1500	7500
<b>CAIGNARD Nelson</b>	500	1500	7500
<b>CAILLOUET Adrien</b>	500	1500	7500
<b>CROS Bruno</b>	500	1500	7500
<b>DEDION Quentin</b>	500	1500	7500
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	500	1500	7500
<b>DOLCI Catherine</b>	500	1500	7500
<b>FRECHARD Fabrice</b>	500	1500	7500
<b>GAHA Woihbi</b>	500	1500	7500
<b>GILLES Arthur</b>	500	1500	7500
<b>GOEPP Antoine</b>	500	1500	7500
<b>JECHOUX Dominick</b>	500	1500	7500
<b>KESSY Paul-Adrien</b>	500	1500	7500
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	500	1500	7500

<b>LEFORT Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>MAHROUG Rida</b>	500	1500	7500
<b>MALETERRE Alexie</b>	500	1500	7500
<b>MANCHON Lois</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Loic</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Alexandra</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Marie</b>	500	1500	7500
<b>MARTINS Antoine</b>	500	1500	7500
<b>MARTY Florence</b>	500	1500	7500
<b>MASQUELET Cecile</b>	500	1500	7500
<b>MATON Jean-Pascal</b>	500	1500	7500
<b>MEGARES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>MOLINARI Yann</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Anthony</b>	500	1500	7500
<b>PAUTHE Audric</b>	500	1500	7500
<b>POBELLE Herve</b>	500	1500	7500
<b>QUIVET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD Gerald</b>	500	1500	7500
<b>SIX Armand</b>	500	1500	7500
<b>STOESSEL Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>TUTIN Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>VERCHERAND Xavier</b>	500	1500	7500
<b>ZANINA Raja</b>	500	1500	7500
<b>AUMIS Felix</b>	500	1500	7500
<b>BAREILLE Axel</b>	500	1500	7500
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Arnaud</b>	500	1500	7500
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	500	1500	7500
<b>BOUCHITE Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	500	1500	7500
<b>CHARTON Florent</b>	500	1500	7500
<b>CHARVET Anthony</b>	500	1500	7500
<b>CHATANAY Cyril</b>	500	1500	7500
<b>COUR Thibault</b>	500	1500	7500
<b>COUTOULY Maxime</b>	500	1500	7500
<b>DECOGNIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DEGAT Julien</b>	500	1500	7500
<b>DESPERIES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>DIDELOT Amelie</b>	500	1500	7500
<b>DROGUET Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DUBOIS Laurence</b>	500	1500	7500
<b>DUPOND Hugo</b>	500	1500	7500
<b>ETIENNE Benjamin</b>	500	1500	7500

<b>FILLION Yannick</b>	500	1500	7500
<b>FRESIL Maxime</b>	500	1500	7500
<b>GODEFROY Cyrille</b>	500	1500	7500
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	500	1500	7500
<b>GUILLE Lucas</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOU Bernard</b>	500	1500	7500
<b>JALIBAT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>LANGEVIN Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>LE CALVEZ Yves</b>	500	1500	7500
<b>LE GOFF Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>LEBON Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>LEVEQUE Valerie</b>	500	1500	7500
<b>LOUIS Pierre-Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Thibault</b>	500	1500	7500
<b>MIGNE Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>PONTABRY Yann</b>	500	1500	7500
<b>PRALON Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>PRAZZOLI Claire</b>	500	1500	7500
<b>REAU Denis</b>	500	1500	7500
<b>REY Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	500	1500	7500
<b>ROUX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>SCHWARZ Chantal</b>	500	1500	7500
<b>SEBAA Idris</b>	500	1500	7500
<b>SIMEON Audrey</b>	500	1500	7500
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>VACHERET Cedric</b>	500	1500	7500
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	500	1500	7500
<b>WARMEZ Gaetan</b>	500	1500	7500
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	500	1500	7500
<b>YILDIZ Volcan</b>	500	1500	7500
<b>BARBAN Hugo</b>	500	1500	7500
<b>BERTAGNE Quentin</b>	500	1500	7500
<b>BRESSAND Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CADIS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DANIEL Cyril</b>	500	1500	7500
<b>DELAUNE Francois</b>	500	1500	7500
<b>DEPAQUIT Christine</b>	500	1500	7500
<b>DOCHE Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>DOLO Yann</b>	500	1500	7500
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	500	1500	7500

<b>HAVERLAND Andre</b>	500	1500	7500
<b>HONEGGER Christophe</b>	500	1500	7500
<b>JANIN Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>JOLLAIN Marion</b>	500	1500	7500
<b>LACROIX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>MAITRE Jerome</b>	500	1500	7500
<b>MARCON Lea</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Jordan</b>	500	1500	7500
<b>MEUSNIER Romuald</b>	500	1500	7500
<b>MORISCOT Jean</b>	500	1500	7500
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	500	1500	7500
<b>PIOTR Stephan</b>	500	1500	7500
<b>PRIETO Samuel</b>	500	1500	7500
<b>ROTH Olivier</b>	500	1500	7500
<b>RYNKA Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>SCHWALLER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>VIEL Julien</b>	500	1500	7500
<b>BERTRAND Romain</b>	500	1500	7500
<b>BERY Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>BONNEPART Carine</b>	500	1500	7500
<b>CAUBET Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>COINDET Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CROS Didier</b>	500	1500	7500
<b>DA SILVA Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>DESCHANEL Yoann</b>	500	1500	7500
<b>GUILLET Quentin</b>	500	1500	7500
<b>HERBAUT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>JACQUET Camille</b>	500	1500	7500
<b>LE MOING Florent</b>	500	1500	7500
<b>LECOURT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>MARCININ Dorothee</b>	500	1500	7500
<b>MERLOT Raphael</b>	500	1500	7500
<b>PEREIRA Louise</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Patrice</b>	500	1500	7500
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>REMAN Michael</b>	500	1500	7500
<b>SAJOUS Karine</b>	500	1500	7500
<b>TERRYN Dominique</b>	500	1500	7500
<b>TIREAU Elise</b>	500	1500	7500
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	500	1500	7500
<b>YAHY Fouad</b>	500	1500	7500
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	500	1500	7500
<b>BERODIER Jordan</b>	500	1500	7500

<b>CALDERON Jean-Yves</b>	500	1500	7500
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	500	1500	7500
<b>COURTOIS Pascal</b>	500	1500	7500
<b>CRICK Jocelyn</b>	500	1500	7500
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ German</b>	500	1500	7500
<b>FLORY Isabelle</b>	500	1500	7500
<b>FOCANT Pascal</b>	500	1500	7500
<b>GIOVE Raphael</b>	500	1500	7500
<b>GORLIER Frederic</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOT Benoit</b>	500	1500	7500
<b>HANSEN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>KACZOR Pauline</b>	500	1500	7500
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	500	1500	7500
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	500	1500	7500
<b>MARX Florence</b>	500	1500	7500
<b>MAZUY Corentin</b>	500	1500	7500
<b>MEYER Laure</b>	500	1500	7500
<b>PAVE Florian</b>	500	1500	7500
<b>PERRET Olivier</b>	500	1500	7500
<b>QUINQUETON Denis</b>	500	1500	7500
<b>REMINY Yannick</b>	500	1500	7500
<b>RIGON Carine</b>	500	1500	7500
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	500	1500	7500
<b>AUTIN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>BARTON Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Jules</b>	500	1500	7500
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>CADET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>CILLER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>COCHET Gaelle</b>	500	1500	7500
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DELISLE Remy</b>	500	1500	7500
<b>DENCHE Marjorie</b>	500	1500	7500
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>DURANTON Gilles</b>	500	1500	7500
<b>GENTILINI Kevin</b>	500	1500	7500
<b>GOUJON Romain</b>	500	1500	7500
<b>LEANDRY Floraly</b>	500	1500	7500
<b>MARIA Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MEDEUF Willy</b>	500	1500	7500
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	500	1500	7500



<b>PLANTIER Pierre</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD David</b>	500	1500	7500
<b>RIGLET Jennifer</b>	500	1500	7500
<b>SACKO Makan</b>	500	1500	7500
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	500	1500	7500
<b>AUDRENO Allan</b>	500	1500	7500
<b>AUVIGNE Laurence</b>	500	1500	7500
<b>BACO Yasser</b>	500	1500	7500
<b>BAUMONT Marc</b>	500	1500	7500
<b>BELHABIB Faudil</b>	500	1500	7500
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	500	1500	7500
<b>BOISSARD Pierre</b>	500	1500	7500
<b>BRUGUIERE Martin</b>	500	1500	7500
<b>CANCELLIERI Altea</b>	500	1500	7500
<b>CAPILLA Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CHAPELAIN Lea</b>	500	1500	7500
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CHERON Marie</b>	500	1500	7500
<b>CLERMONT Maxime</b>	500	1500	7500
<b>COLIBEAUX Romain</b>	500	1500	7500
<b>COPIER Aurore</b>	500	1500	7500
<b>CUENOT Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DELEGER Raphaela</b>	500	1500	7500
<b>DELHAIE Tanguy</b>	500	1500	7500
<b>DEPIERRE Alain</b>	500	1500	7500
<b>DESPONT Francois</b>	500	1500	7500
<b>DIJOUX Pierrick</b>	500	1500	7500
<b>DUTANIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	500	1500	7500
<b>FERRER Laurent</b>	500	1500	7500
<b>FOISSAC Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>FRANCHET Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>GALBIS Jean-Pierre</b>	500	1500	7500
<b>GALLINEAU Vianney</b>	500	1500	7500
<b>GESBERT Swen</b>	500	1500	7500
<b>GILLET Gaetane</b>	500	1500	7500
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>JORION Vincent</b>	500	1500	7500
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	500	1500	7500
<b>LACHE Jean-Noel</b>	500	1500	7500
<b>LAVIALLE Frederic</b>	500	1500	7500
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	500	1500	7500
<b>LINGUET Willem</b>	500	1500	7500

<b>LOUME Jean-Marc</b>	500	1500	7500
<b>LOYER Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MARIEL William</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>MESLEM Soenya</b>	500	1500	7500
<b>MEYNOT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MURCIA Marc</b>	500	1500	7500
<b>NOGUERA Mickael</b>	500	1500	7500
<b>NOTIN Gauvain</b>	500	1500	7500
<b>PAILLER Carine</b>	500	1500	7500
<b>PASTOURET Franck</b>	500	1500	7500
<b>PERRICHON Thierry</b>	500	1500	7500
<b>RENAULT Olivier</b>	500	1500	7500
<b>REVILLARD Jerome</b>	500	1500	7500
<b>SALAUN Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>SAUNIER Jerome</b>	500	1500	7500
<b>VARNEROT Lea</b>	500	1500	7500

**Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional GALY Hugues-Lionel**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOTON Laurent</b>	500	1500	7500
<b>CAMUS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>CONSEIL Fabien</b>	500	1500	7500
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>DUGARD Vincent</b>	500	1500	7500
<b>GRANGE Loic</b>	500	1500	7500
<b>LABANHIE Florian</b>	500	1500	7500
<b>MERCHE Jacques</b>	500	1500	7500
<b>MORET Frantz</b>	500	1500	7500
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	500	1500	7500
<b>ROCHIAS Jocelyne</b>	500	1500	7500
<b>ROSSET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>ROULEAU Mikael</b>	500	1500	7500
<b>SABOT Rachel</b>	500	1500	7500
<b>TESNIERE Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>BASHYNA Vasyl</b>	500	1500	7500
<b>BERTHOMME Cedric</b>	500	1500	7500
<b>BLACHE Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BONNARD Paul</b>	500	1500	7500
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	500	1500	7500
<b>CAIGNARD Nelson</b>	500	1500	7500
<b>CAILLOUET Adrien</b>	500	1500	7500
<b>CROS Bruno</b>	500	1500	7500
<b>DEDION Quentin</b>	500	1500	7500
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	500	1500	7500
<b>DOLCI Catherine</b>	500	1500	7500
<b>FRECHARD Fabrice</b>	500	1500	7500
<b>GAHA Woihbi</b>	500	1500	7500
<b>GILLES Arthur</b>	500	1500	7500
<b>GOEPP Antoine</b>	500	1500	7500
<b>JECHOUX Dominick</b>	500	1500	7500
<b>KESSY Paul-Adrien</b>	500	1500	7500
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	500	1500	7500

<b>LEFORT Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>MAHROUG Rida</b>	500	1500	7500
<b>MALETERRE Alexie</b>	500	1500	7500
<b>MANCHON Lois</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Alexandra</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Loic</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Marie</b>	500	1500	7500
<b>MARTINS Antoine</b>	500	1500	7500
<b>MARTY Florence</b>	500	1500	7500
<b>MASQUELET Cecile</b>	500	1500	7500
<b>MATON Jean-Pascal</b>	500	1500	7500
<b>MEGARES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>MOLINARI Yann</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Anthony</b>	500	1500	7500
<b>PAUTHE Audric</b>	500	1500	7500
<b>POBELLE Herve</b>	500	1500	7500
<b>QUIVET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD Gerald</b>	500	1500	7500
<b>SIX Armand</b>	500	1500	7500
<b>STOESSEL Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>TUTIN Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>VERCHERAND Xavier</b>	500	1500	7500
<b>ZANINA Raja</b>	500	1500	7500
<b>AUMIS Felix</b>	500	1500	7500
<b>BAREILLE Axel</b>	500	1500	7500
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Arnaud</b>	500	1500	7500
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	500	1500	7500
<b>BOUCHITE Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	500	1500	7500
<b>CHARTON Florent</b>	500	1500	7500
<b>CHARVET Anthony</b>	500	1500	7500
<b>CHATANAY Cyril</b>	500	1500	7500
<b>COUR Thibault</b>	500	1500	7500
<b>COUTOULY Maxime</b>	500	1500	7500
<b>DECOGNIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DEGAT Julien</b>	500	1500	7500
<b>DESPERIES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>DIDELOT Amelie</b>	500	1500	7500
<b>DROGUET Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DUBOIS Laurence</b>	500	1500	7500
<b>DUPOND Hugo</b>	500	1500	7500
<b>ETIENNE Benjamin</b>	500	1500	7500

<b>FILLION Yannick</b>	500	1500	7500
<b>FRESIL Maxime</b>	500	1500	7500
<b>GODEFROY Cyrille</b>	500	1500	7500
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	500	1500	7500
<b>GUILLE Lucas</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOU Bernard</b>	500	1500	7500
<b>JALIBAT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>LANGEVIN Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>LE CALVEZ Yves</b>	500	1500	7500
<b>LE GOFF Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>LEBON Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>LEVEQUE Valerie</b>	500	1500	7500
<b>LOUIS Pierre-Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Thibault</b>	500	1500	7500
<b>MIGNE Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>PONTABRY Yann</b>	500	1500	7500
<b>PRALON Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>PRAZZOLI Claire</b>	500	1500	7500
<b>REAU Denis</b>	500	1500	7500
<b>REY Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	500	1500	7500
<b>ROUX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>SCHWARZ Chantal</b>	500	1500	7500
<b>SEBAA Idris</b>	500	1500	7500
<b>SIMEON Audrey</b>	500	1500	7500
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>VACHERET Cedric</b>	500	1500	7500
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	500	1500	7500
<b>WARMEZ Gaetan</b>	500	1500	7500
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	500	1500	7500
<b>YILDIZ Volcan</b>	500	1500	7500
<b>BARBAN Hugo</b>	500	1500	7500
<b>BERTAGNE Quentin</b>	500	1500	7500
<b>BRESSAND Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CADIS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DANIEL Cyril</b>	500	1500	7500
<b>DELAUNE Francois</b>	500	1500	7500
<b>DEPAQUIT Christine</b>	500	1500	7500
<b>DOCHE Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>DOLO Yann</b>	500	1500	7500
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	500	1500	7500

<b>HAYERLAND Andre</b>	500	1500	7500
<b>HONEGGER Christophe</b>	500	1500	7500
<b>JANIN Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>JOLLAIN Marion</b>	500	1500	7500
<b>LACROIX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>MAITRE Jerome</b>	500	1500	7500
<b>MARCON Lea</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Jordan</b>	500	1500	7500
<b>MEUSNIER Romuald</b>	500	1500	7500
<b>MORISCOT Jean</b>	500	1500	7500
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	500	1500	7500
<b>PIOTR Stephan</b>	500	1500	7500
<b>PRIETO Samuel</b>	500	1500	7500
<b>ROTH Olivier</b>	500	1500	7500
<b>RYNKA Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>SCHWALLER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>VIEL Julien</b>	500	1500	7500
<b>BERTRAND Romain</b>	500	1500	7500
<b>BERY Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>BONNEPART Carine</b>	500	1500	7500
<b>CAUBET Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>COINDET Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CROS Didier</b>	500	1500	7500
<b>DA SILVA Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>DESCHANEL Yoann</b>	500	1500	7500
<b>GUILLET Quentin</b>	500	1500	7500
<b>HERBAUT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>JACQUET Camille</b>	500	1500	7500
<b>LE MOING Florent</b>	500	1500	7500
<b>LECOURT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>MARCININ Dorothee</b>	500	1500	7500
<b>MERLOT Raphael</b>	500	1500	7500
<b>PEREIRA Louise</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Patrice</b>	500	1500	7500
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>REMAN Michael</b>	500	1500	7500
<b>SAJOUS Karine</b>	500	1500	7500
<b>TERRYN Dominique</b>	500	1500	7500
<b>TIREAU Elise</b>	500	1500	7500
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	500	1500	7500
<b>YAHY Fouad</b>	500	1500	7500
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	500	1500	7500
<b>BERODIER Jordan</b>	500	1500	7500

<b>CALDERON Jean-Yves</b>	500	1500	7500
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	500	1500	7500
<b>COURTOIS Pascal</b>	500	1500	7500
<b>CRICK Jocelyn</b>	500	1500	7500
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ German</b>	500	1500	7500
<b>FLORY Isabelle</b>	500	1500	7500
<b>FOCANT Pascal</b>	500	1500	7500
<b>GIOVE Raphael</b>	500	1500	7500
<b>GORLIER Frederic</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOT Benoit</b>	500	1500	7500
<b>HANSEN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>KACZOR Pauline</b>	500	1500	7500
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	500	1500	7500
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	500	1500	7500
<b>MARX Florence</b>	500	1500	7500
<b>MAZUY Corentin</b>	500	1500	7500
<b>MEYER Laure</b>	500	1500	7500
<b>PAVE Florian</b>	500	1500	7500
<b>PERRET Olivier</b>	500	1500	7500
<b>QUINQUETON Denis</b>	500	1500	7500
<b>REMINY Yannick</b>	500	1500	7500
<b>RIGON Carine</b>	500	1500	7500
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	500	1500	7500
<b>AUTIN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>BARTON Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Jules</b>	500	1500	7500
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>CADET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>CILLER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>COCHET Gaelle</b>	500	1500	7500
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DELISLE Remy</b>	500	1500	7500
<b>DENCHE Marjorie</b>	500	1500	7500
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>DURANTON Gilles</b>	500	1500	7500
<b>GENTILINI Kevin</b>	500	1500	7500
<b>GOUJON Romain</b>	500	1500	7500
<b>LEANDRY Floraly</b>	500	1500	7500
<b>MARIA Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MEDEUF Willy</b>	500	1500	7500
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	500	1500	7500

<b>PLANTIER Pierre</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD David</b>	500	1500	7500
<b>RIGLET Jennifer</b>	500	1500	7500
<b>SACKO Makan</b>	500	1500	7500
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	500	1500	7500
<b>AUDRENO Allan</b>	500	1500	7500
<b>AUVIGNE Laurence</b>	500	1500	7500
<b>BACO Yasser</b>	500	1500	7500
<b>BAUMONT Marc</b>	500	1500	7500
<b>BELHABIB Faudil</b>	500	1500	7500
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	500	1500	7500
<b>BOISSARD Pierre</b>	500	1500	7500
<b>BRUGUIERE Martin</b>	500	1500	7500
<b>CANCELLIERI Altea</b>	500	1500	7500
<b>CAPILLA Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CHAPELAIN Lea</b>	500	1500	7500
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CHERON Marie</b>	500	1500	7500
<b>CLERMONT Maxime</b>	500	1500	7500
<b>COLIBEAUX Romain</b>	500	1500	7500
<b>COPIER Aurore</b>	500	1500	7500
<b>CUENOT Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DELEGER Raphaela</b>	500	1500	7500
<b>DELHAIE Tanguy</b>	500	1500	7500
<b>DEPIERRE Alain</b>	500	1500	7500
<b>DESPONT Francois</b>	500	1500	7500
<b>DIJOUX Pierrick</b>	500	1500	7500
<b>DUTANIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	500	1500	7500
<b>FERRER Laurent</b>	500	1500	7500
<b>FOISSAC Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>FRANCHET Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>GALBIS Jean-Pierre</b>	500	1500	7500
<b>GALLINEAU Vianney</b>	500	1500	7500
<b>GESBERT Swen</b>	500	1500	7500
<b>GILLET Gaetane</b>	500	1500	7500
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>JORION Vincent</b>	500	1500	7500
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	500	1500	7500
<b>LACHE Jean-Noel</b>	500	1500	7500
<b>LAVIALLE Frederic</b>	500	1500	7500
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	500	1500	7500
<b>LINGUET Willem</b>	500	1500	7500



<b>LOUME Jean-Marc</b>	500	1500	7500
<b>LOYER Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MARIEL William</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>MESLEM Soenya</b>	500	1500	7500
<b>MEYNOT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MURCIA Marc</b>	500	1500	7500
<b>NOGUERA Mickael</b>	500	1500	7500
<b>NOTIN Gauvain</b>	500	1500	7500
<b>PAILLER Carine</b>	500	1500	7500
<b>PASTOURET Franck</b>	500	1500	7500
<b>PERRICHON Thierry</b>	500	1500	7500
<b>RENAULT Olivier</b>	500	1500	7500
<b>REVILLARD Jerome</b>	500	1500	7500
<b>SALAUN Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>SAUNIER Jerome</b>	500	1500	7500
<b>VARNEROT Lea</b>	500	1500	7500



Version anonymisée de la décision 2021/8 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*GALY Hugues-Lionel*

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18048	1000	3000	15000
Matricule 37042	1500	10000	30000
Matricule 37187	1500	10000	30000
Matricule 38942	1500	10000	30000
Matricule 38966	1500	10000	30000
Matricule 39213	illimité	100000	250000
Matricule 40113	1000	3000	15000
Matricule 40246	1500	10000	30000
Matricule 40639	1000	3000	15000
Matricule 40748	1000	3000	15000
Matricule 40890	1000	3000	15000
Matricule 41001	illimité	100000	250000
Matricule 41058	1000	3000	15000
Matricule 41150	1000	3000	15000
Matricule 41228	1000	3000	15000
Matricule 41342	1000	3000	15000
Matricule 41363	1500	10000	30000
Matricule 41637	1000	3000	15000
Matricule 41720	1500	10000	30000
Matricule 41775	1000	3000	15000
Matricule 41801	1000	3000	15000
Matricule 41834	1000	3000	15000
Matricule 41910	1000	3000	15000
Matricule 42250	1500	10000	30000
Matricule 42320	1000	3000	15000
Matricule 42347	2000	20000	60000
Matricule 42597	1000	3000	15000
Matricule 42663	1500	10000	30000
Matricule 42804	1000	3000	15000

<b>Matricule 42854</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 43922</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 44240</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 44288</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 44584</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 44732</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45044</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 45212</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45463</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45579</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 45660</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45663</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45686</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 46376</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 46664</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50095</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 50116</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50144</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50226</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50300</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 50424</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 50762</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51036</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 51038</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51072</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51382</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51594</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 51638</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 51750</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51896</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51960</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51964</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52142</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52274</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52348</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52589</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 52610</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52722</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52754</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52840</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52920</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52986</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53056</b>	1000	3000	15000



<b>Matricule 53198</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53289</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 53360</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53414</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53498</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53592</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53988</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54270</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54274</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54581</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54684</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54852</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55070</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55312</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55452</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55534</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55696</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55722</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55794</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55817</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 55820</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55844</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 55936</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56084</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56146</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56164</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56187</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56324</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56337</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 56396</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56409</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56410</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56668</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56724</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56726</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56746</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56784</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56826</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56846</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56878</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 57080</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57095</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 57471</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57472</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57498</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57656</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57766</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57873</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57874</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57925</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58038</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58104</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 58205</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58307</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58447</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58516</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58648</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58950</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59004</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 59047</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59066</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59120</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59200</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 59322</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59326</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59338</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59504</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59536</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59676</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59691</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59967</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59983</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60091</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 60134</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60150</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60216</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60402</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60480</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 60632</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60708</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60736</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 60916</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60919</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 60936</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60950</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60964</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60978</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61006</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61008</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61120</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61122</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61178</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61188</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61192</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61271</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61274</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61275</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61330</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 61340</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61360</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61542</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61546</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61554</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61664</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61672</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61708</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61710</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61814</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61844</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61972</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62234</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62280</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62318</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62326</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62332</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62360</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62364</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62470</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62488</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62536</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62544</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62582</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62634</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62706</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 62826</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62854</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62864</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62942</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62960</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63082</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63168</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63170</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63242</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63293</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63384</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63400</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63406</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63463</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63556</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63609</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63686</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63694</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63696</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63712</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63724</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63782</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63870</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63908</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63912</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64004</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64065</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64086</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64142</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64192</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64212</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64224</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64256</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64335</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64342</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64348</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64362</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64374</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64376</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64386</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64416</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64428</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64476</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 64484</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64508</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64540</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64542</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64564</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64614</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64636</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64656</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64658</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64665</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64692</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64742</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64788</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64800</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64838</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64850</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64942</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64962</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65030</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65250</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65292</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65308</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65472</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65508</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65530</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65534</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65552</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65602</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65644</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65650</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65660</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65664</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65666</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65670</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65674</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65716</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65734</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65736</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65824</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65828</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65834</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65846</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 65860</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65882</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65884</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65902</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65916</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65920</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65928</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65930</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65932</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65934</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65970</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65974</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65992</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65994</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65998</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66002</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66006</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66032</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66040</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66076</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66082</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66086</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66100</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66104</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66106</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66124</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66142</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66144</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66158</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66184</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66196</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66198</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66236</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66270</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66280</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66288</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66296</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66306</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66312</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66328</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66342</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66366</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 66370</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66384</b>	1000	3000	15000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 18048	500	1500	7500
Matricule 37042	500	1500	7500
Matricule 38942	500	1500	7500
Matricule 40639	500	1500	7500
Matricule 40890	500	1500	7500
Matricule 41058	500	1500	7500
Matricule 41150	500	1500	7500
Matricule 41342	500	1500	7500
Matricule 41637	500	1500	7500
Matricule 41720	500	1500	7500
Matricule 41775	500	1500	7500
Matricule 41834	500	1500	7500
Matricule 42250	500	1500	7500
Matricule 42320	500	1500	7500
Matricule 42597	500	1500	7500
Matricule 42804	500	1500	7500
Matricule 42854	500	1500	7500
Matricule 44240	500	1500	7500
Matricule 44584	500	1500	7500
Matricule 45044	500	1500	7500
Matricule 45579	500	1500	7500
Matricule 45660	500	1500	7500
Matricule 46664	500	1500	7500
Matricule 50226	500	1500	7500
Matricule 50300	500	1500	7500
Matricule 50424	500	1500	7500
Matricule 50762	500	1500	7500
Matricule 51036	500	1500	7500
Matricule 51382	500	1500	7500
Matricule 51594	500	1500	7500

<b>Matricule 51638</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 51750</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52274</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52610</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52722</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52754</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52840</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52920</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52986</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53360</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53414</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53498</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53988</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54270</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54581</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54684</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54852</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54954</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55056</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55070</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55452</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55534</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55696</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55722</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55817</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55820</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55844</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56084</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56164</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56187</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56324</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56396</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56409</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56410</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56668</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56724</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56726</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56746</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56784</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56826</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56846</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56878</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57080</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 57498</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57656</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57766</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57874</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57954</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58038</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58056</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58104</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58516</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58648</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59004</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59066</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59120</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59200</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59322</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59326</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59338</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59536</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59676</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59967</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59983</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60134</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60150</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60216</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60402</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60632</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60708</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60736</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60916</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60919</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60936</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60950</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60964</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60978</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61006</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61120</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61122</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61178</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61188</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61192</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61274</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61275</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61330</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 61340</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61360</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61542</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61546</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61554</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61664</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61672</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61708</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61710</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61814</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61844</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61972</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62234</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62280</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62318</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62326</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62332</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62360</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62364</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62470</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62488</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62536</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62544</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62582</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62634</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62706</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62826</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62854</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62864</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62942</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62960</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63082</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63168</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63170</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63242</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63384</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63400</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63406</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63463</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63556</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63686</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63694</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63696</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 63712</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63724</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63782</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63908</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63912</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64004</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64086</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64142</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64192</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64212</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64224</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64256</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64342</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64348</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64362</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64374</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64376</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64386</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64416</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64428</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64476</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64484</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64508</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64540</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64542</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64564</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64614</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64636</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64656</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64658</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64692</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64742</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64788</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64800</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64838</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64850</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64942</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64954</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64962</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65030</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65250</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65292</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65308</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 65472</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65508</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65530</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65534</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65552</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65602</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65644</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65650</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65660</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65664</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65666</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65670</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65674</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65716</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65734</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65736</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65824</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65828</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65834</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65846</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65860</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65882</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65884</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65902</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65916</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65920</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65928</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65930</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65932</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65934</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65970</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65974</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65992</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65994</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65998</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66002</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66006</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66032</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66040</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66056</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66076</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66082</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66086</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 66100</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66104</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66106</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66124</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66142</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66144</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66158</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66184</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66196</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66198</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66236</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66270</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66280</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66288</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66296</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66306</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66312</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66328</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66342</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66366</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66370</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66384</b>	500	1500	7500



Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 13 juil. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00005

Arrêté préfectoral : CAB-BRCE-2021-031  
adressant une médaille de Bronze pour actes de  
courage et de dévouement le 1er mars 2021.



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du cabinet  
Bureau de la représentation et de la  
communication de l'État**

Le **19 JUIL. 2021**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n° 2021-CAB-BRCE-031  
adressant une médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement.**

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

**VU** le décret n° 70.221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution des médailles pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** le rapport du colonel Nicolas MARSOL, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Savoie ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur de cabinet ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** Une médaille de bronze est décernée à l'Adjudant-Chef, Sous-Officier de gendarmerie, Otman OUBASSA, pour actes de courage et de dévouement, qui a porté très rapidement secours à un homme suicidaire, sur le point de se jeter dans l'Arve à BONNEVILLE, le 1<sup>er</sup> mars 2021.

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
BP 2332 - 74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 64 47  
Mél : pref-cabinet@haute-savoie.gouv.fr  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr>

Préfecture labellisée Qual-e-Pref  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : Relation générale avec  
les usagers & Communication  
d'urgence en cas d'événement majeur



**Article 2:** Monsieur le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,



Alain ESPINASSE

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-07-19-00004

Arrêté préfectoral : CAB-BRCE-2021-032  
adressant 2 mentions honorables et une lettre  
de félicitations pour actes de courage et de  
dévouement le 16 mars 2021.



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du cabinet  
Bureau de la représentation et du cabinet**

Le **19 JUL. 2021**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Arrêté n° 2021-CAB-BRCE-032 adressant deux mentions honorables et une lettre de félicitations pour actes de courage et de dévouement.**

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

**VU** le décret n° 70.221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution des médailles pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** le rapport d'intervention du 6 juillet 2021 du Contrôleur général du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Savoie ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur de cabinet ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** Une lettre de félicitations est attribuée aux deux intervenants suivants :

- Monsieur Cédric POZZO : sergent-chef, sapeur-pompier professionnel au CSP Annemasse ;
- Monsieur Romain CESCUTTI : caporal, sapeur-pompier professionnel au CSP Annemasse ;
- Monsieur Jacques FAVRE ; adjudant-chef, sapeur-pompier professionnel au CSP Annemasse ;

pour actes de courage et de dévouement, qui ont porté secours à une personne âgée dans un logement d'un ancien corps de ferme en feu, lieu-dit « Paconinges » sur la commune de JUVIGNY, le 16 mars 2021.

**Article 2 :** Monsieur le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

Alain ESPINASSE

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
BP 2332 - 74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 64 47  
Mél : Nicolas.gaillard@haute-savoie.gouv.fr  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

Préfecture labellisée Qual-e-Pref  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : Relation générale avec  
les usagers & Communication  
d'urgence en cas d'événement majeur



## 74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-07-08-00005

Arrêté n°PREF/DRCL/BAFU/2021-0052 du 8 juillet 2021 portant ouverture d'une enquête unique dans le cadre du projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'usine de dépollution des eaux usées (UDEP) Ocybèle sur la commune de GAILLARD et préalable à la déclaration d'utilité publique du projet, à l'instauration d'une servitude de canalisation d'eaux usées afférente, à l'enquête parcellaire, à la demande de mise en compatibilité du PLU de la commune de GAILLARD et à la demande d'autorisation environnementale du projet, ainsi que sur l'étude d'impacts y afférant.



# PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

## Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2021-0052 du 08 juillet 2021

Portant ouverture d'une enquête publique unique, dans le cadre du projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'usine de dépollution des eaux usées (UDEP) Ocybèle sur la commune de GAILLARD, et préalable :

- à la demande de déclaration d'utilité publique du projet ;
- à l'instauration d'une servitude de canalisation d'eau usées afférente ;
- à l'enquête parcellaire ;
- à la demande de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de GAILLARD ;
- à la demande d'autorisation environnementale dudit projet ;

et sur l'étude d'impacts y afférant.

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime livre premier et notamment ses articles L. 152-1, L. 152-2 et R. 152-1 à R. 152-15 relatifs à l'institution de servitude sur fonds privés ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L. 134-1 et suivants ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-54 et suivants ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** la délibération du conseil communautaire d'Annemasse-Les Voirons Agglomération en date du 28 avril 2021 demandant l'ouverture d'une enquête publique unique relative à la demande de déclaration d'utilité publique du projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'usine de dépollution des eaux usées (UDEP) Ocybèle sur la commune de GAILLARD, à l'institution d'une servitude de canalisation, à l'enquête parcellaire, à la mise en compatibilité du PLU de la commune de GAILLARD et à l'autorisation environnementale.

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
BP 2332 - 74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 60 00  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/4

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref**  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : Relation générale avec  
les usagers & Communication  
d'urgence en cas d'événement majeur





**VU** l'avis de l'autorité environnementale, sur l'étude d'impact, en date du 06 novembre 2020 ;

**VU** le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui a eu lieu le 12 mai 2021 ;

**VU** le procès-verbal de reconnaissance des bois à défricher du 21 avril 2021 ;

**VU** la décision de M. le président du tribunal administratif en date du 16 juin 2021 relative à la désignation du commissaire-enquêteur ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## **ARRETE**

**Article 1er** : Il sera procédé à une enquête publique unique **du lundi 23 août au jeudi 23 septembre 2021 inclus** sur :

- la demande de déclaration d'utilité publique du projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'usine de dépollution des eaux usées (UDEP) Ocybèle sur la commune de GAILLARD ;
- l'instauration d'une servitude de canalisation d'eaux usées ;
- l'enquête parcellaire ;
- la demande de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de GAILLARD
- la demande d'autorisation environnementale ;

Et l'étude d'impacts y afférant.

Les décisions qui pourront être adoptées à l'issue de cette enquête sont :

- un arrêté déclarant le projet d'utilité publique et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune ;
- un arrêté de cessibilité déterminant les parcelles à acquérir dans le cadre dudit projet ;
- un arrêté instaurant une servitude de canalisation ;
- un arrêté d'autorisation environnementale comprenant notamment une autorisation de défrichement et une autorisation au titre de la loi sur l'eau.

### **Article 2 : Maître d'ouvrage**

Le responsable du projet est :

M. le Président d'Annemasse-Les Voirons Agglomération  
11 Avenue Emile Zola  
BP 225  
74105 Annemasse CEDEX  
Coordonnées  
(Référént en charge du dossier : M. Simon PROD'HOMME)

**Article 3** : M. Jean-Pierre LAFOND, Ingénieur divisionnaire DREAL en retraite, a été désigné par M. le président du tribunal administratif de Grenoble pour assurer les fonctions de commissaire enquêteur. Il siègera en mairie de GAILLARD, où toutes les correspondances relatives à l'enquête devront lui être adressées.

Il se tiendra à la disposition des personnes intéressés en mairie de GAILLARD :

- le lundi 23 août, de 8 heures à 12 heures ;
- le jeudi 16 septembre, de 14 heures à 17 heures ;
- le jeudi 23 septembre, de 13 heures 30 à 16 heures 30 ;

afin de recevoir leurs observations.

### **Article 4 : Consultation du dossier d'enquête**

Un dossier d'enquête unique, comprenant notamment une étude d'impact et un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, sera déposé en mairie de

GAILLARD, où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public.

Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique qui sera mis à disposition à la mairie de GAILLARD (aux jours et heures habituelles d'ouverture au public).

Ce dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, dès publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête.

Il est également disponible sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie :

[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)  
(Publications > Actions participatives > Enquêtes et avis)

sur le site de la communauté d'agglomération :

<https://www.annemasse-agglo.fr/>

et sur le site qui accueille le registre dématérialisé :

<https://www.registre-dematerialise.fr/2542>

pendant le même délai.

#### **Article 5 : Observations du public**

Un registre d'enquête unique sera ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur. Il sera déposé en mairie de GAILLARD afin que le public puisse y déposer ses observations.

Le public pourra adresser ses observations par écrit au commissaire-enquêteur en mairie de GAILLARD, ou par voie électronique sur le site internet du registre dématérialisé :

<https://www.registre-dematerialise.fr/2542>

Les observations écrites recueillies par le commissaire enquêteur lors de ses permanences ainsi que les observations écrites transmises par voie postale au siège de l'enquête seront annexées au registre d'enquête papier.

Les observations reçues par courrier électronique, par voie postale ainsi que les observations écrites recueillies lors des permanences des commissaires enquêteurs seront publiées et consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/2542>

Les observations du public sont également communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

#### **Article 6 : Clôture de l'enquête**

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés (y compris les observations reçues par courrier électronique), le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet (M. Le Président d'Annemasse-Les Voirons Agglomération, ou son représentant) et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet devra alors produire ses éventuelles observations dans un délai de quinze jours.

#### **Article 7 : Rapport du commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur dispose d'un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête pour rendre :

- un rapport unique, qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies,

- et dans des documents séparés, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Il précisera si ses conclusions sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Après clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de GAILLARD et à la préfecture de la Haute-Savoie (DRCL). Ils seront également consultables par voie dématérialisée sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie ainsi que sur le site internet de l'enquête publique.

Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La communication du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être faite à toute personne en présentant la demande à Monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

### **Article 8 : Publicité**

Quinze jours minimum avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis d'enquête sera affiché notamment à la porte de la mairie de GAILLARD et publié par tous autres procédés en usage dans la commune. L'accomplissement de cette mesure incombe au maire et sera certifié par lui.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par les soins du responsable de projet (M. Le Président d'Annemasse-Les Voirons Agglomération) à l'affichage de cet avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements projetés.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Ces insertions seront faites par les soins de la préfecture aux frais du pétitionnaire. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Par ailleurs, l'avis d'enquête sera également publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Savoie et sur le site internet de la collectivité : <https://www.annemasse-agglo.fr/>.

### **Article 9 : Notification**

Notification individuelle du dépôt du dossier sera faite avant l'ouverture de l'enquête sous pli recommandé avec accusé de réception par M. le Président d'Annemasse-Les Voirons agglomération ou son mandataire, aux propriétaires intéressés.

### **Article 10 :**

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le maire de GAILLARD
- M. le Président de la communauté d'agglomération Annemasse-Les Voirons Agglomération,
- M. le commissaire-enquêteur,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois, le directeur départemental des territoires, M. le directeur départemental des finances publiques ainsi qu'à M. le président du tribunal administratif de Grenoble.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
  
Thomas FAUCONNIER

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-07-15-00004

Arrêté n°PREF/DRCL/BCLB-2021-0026 approuvant  
la modification des statuts du syndicat mixte des  
eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS)



## **Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PREF/DRCL/BCLB-2021-0026 du 15 juillet 2021

approuvant la modification des statuts du syndicat mixte des eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS)

- VU le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L. 5211-5, L. 5211-17 à L. 5211-20 ;
- VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation de l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie à compter du 24 août 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF/DRCL/BCLB-2019-0067 du 20 décembre 2019 portant fusion du syndicat intercommunal des eaux de la Semine et du syndicat des eaux de Bellefontaine ;
- VU la délibération du comité syndical du syndicat mixte des eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS) en date du 26 mars 2021 proposant la modification de ses statuts ;
- VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
- BASSY 3 mai 2021
  - CHENE-EN-SEMINÉ 31 mai 2021

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
BP 2332 - 74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 60 00  
Mél : [pref-collectivites-locales@haute-savoie.gouv.fr](mailto:pref-collectivites-locales@haute-savoie.gouv.fr)  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/3

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref**  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : **Relation générale avec  
les usagers & Communication  
d'urgence en cas d'événement majeur**



- |                    |               |
|--------------------|---------------|
| ▪ CHESSENAZ        | 7 avril 2021  |
| ▪ CLARAFOND-ARCINE | 14 avril 2021 |
| ▪ CLERMONT         | 12 avril 2021 |
| ▪ DROISY           | 10 mai 2021   |
| ▪ ELOISE           | 3 mai 2021    |
| ▪ FRANCLENS        | 14 avril 2021 |
| ▪ USINENS          | 20 mai 2021   |
| ▪ VANZY            | 24 juin 2021  |
- approuvant la modification statutaire proposée ;

VU l'absence de délibération du conseil municipal de SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE dans le délai imparti de 3 mois ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie du 31 mai 2021 approuvant la modification statutaire proposée avec une réserve concernant l'article 5 alinéa 2 (réservoirs situés sur la commune de Crempigny-Bonneguête) ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorités énoncées aux 2° et 3° alinéas de l'article L. 5211-17 et à l'article L 5211-5-II du CGCT sont réunies ;

SUR proposition de M. le Directeur de cabinet, chargé de la suppléance du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

#### ARRÊTE

Article 1er : Est approuvée la modification des statuts du syndicat mixte des eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS), telle que proposée par la délibération du comité syndical du 26 mars 2021, annexée au présent arrêté.

Article 2 : Les statuts modifiés du syndicat mixte des eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS) sont annexés au présent arrêté.

Article 3 :

- M. le Directeur de cabinet, chargé de la suppléance du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie,
  - M. le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
  - M. le Directeur départemental des Finances Publiques de la Haute-Savoie,
  - M. le Directeur départemental des Territoires,
  - M. le Président du syndicat mixte des eaux de Bellefontaine Semine (SMEBS),
  - M. le Président de la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie,
  - Mme et MM. les Maires de communes concernées,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet,  
le Directeur de cabinet chargé  
de la suppléance du Secrétaire  
général,



Wahid FERCHICHE

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, d'un recours hiérarchique auprès du supérieur hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification. Le cas échéant, la saisine du tribunal administratif pourra s'opérer, de manière dématérialisée, via le portail « Télérecours citoyens », accessible à compter du 30 novembre 2018 à tous particuliers et personnes morales de droit privé, à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

SYNDICAT MIXTE DES EAUX  
DE BELLEFONTAINE SEMINE

"La Croisée"

70, route de la Semine  
74270 CHÊNE EN SEMINE

☎ : 04 50 77 08 37

fax : 04 50 77 08 38

e-mail : secretariat@smrebs.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE  
BELLEFONTAINE SEMINE

Séance du 26 mars 2021

Nombre de membres

en exercice : 26

Nombre de présents : 20

Nombre de votants : 20

OBJET: **MODIFICATION DES STATUTS DU SMEBS**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-six mars à 20 heures, les membres délégués des communes et la Com. Com. Rumilly Terre de Savoie au Syndicat Mixte des Eaux de Bellefontaine Semine se sont réunis en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jean-Paul FORESTIER, 1<sup>er</sup> Vice-Président.

**PRESENTS** : MM. PONCET Rémi – CHAPPAZ Clément – LACOMBE Jean-Pierre – DERRIEN Patrice – JORDAN David – BORGET Jean-François - LACHERE Stéphane – Mme PLANTIER Karine (déléguée suppléante) – MM. REVILLOUD Jean-François – QUILLOT André – THEVENET Dominique – FORESTIER Jean-Paul – Mme CURTENAZ Marcelle – M. LEGER Yann – Mme LEHUEDE Chrystèle – MM. BRANTUS Alain – MOSSAZ Vincent – BORNENS Benoît - DERISOUD André – ANTHOINE-MILHOMME Stéphane.

**ABSENTS EXCUSES** : Mme GIVEL Marie – MM. ROLLAND Alain – Mme LENOURRY Maria Eva – MM. PASSERAT Serge – RACINEUX Régis – SOGNO Jean – PERROT Hugues.

**ABSENT** : /

**SECRETAIRE** : M. BORNENS Benoît

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2019 N° PREF/DRCL/BCLB-2019-0067 portant fusion du SIE de la Semine et du SIE de Bellefontaine,

Vu les statuts actuels du SMEBS approuvé le 28-08-2019 par le SIE de la Semine et le 29-08-2019 par le SIE de Bellefontaine,

Vu l'engagement pris par les Présidents du SIE de la Semine et du SIE de Bellefontaine lors des travaux préparatoires à la mise en œuvre de la fusion des 2 syndicats, pour procéder à une modification des statuts du SMEBS afin de tenir compte des réserves rédactionnelles émises par la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie,

Entendu l'exposé du Vice-Président donnant lecture du projet de modification des statuts, et après avoir délibéré, le comité syndical (à l'unanimité) :

- 1- **APPROUVE** les nouveaux statuts du SMEBS annexés à la présente délibération,
- 2- **CHARGE** le Vice-Président des démarches administratives inhérentes à la mise en œuvre de ladite modification statutaire, notamment la notification de la présente décision aux membres du SMEBS.
- 3- **NOTIFIE** cette délibération ainsi que les nouveaux statuts :
  - A Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie,
  - A Monsieur le Sous-Préfet de ST-JULIEN-EN-GENEVOIS,
  - A la trésorière de RUMILLY-ALBY,



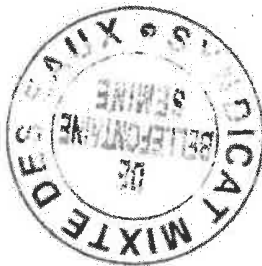
- Aux maires des communes de Bassy, Chêne-en-Semine, Chessenz, Clarafond-Arcine, Clermont-en-Genevois, Droisy, Eloise, Franc lens, Saint-Germain-sur-Rhône, Usinens, Vanzy,
- A la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie,
- A Monsieur le Président de la Communauté de Communes Us ses et Rhône.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour copie certifiée conforme,

Le Vice-Président,

J.P. FORESTIER



# STATUTS du SYNDICAT MIXTE des EAUX BELLEFONTAINE SEMINE

## **Article 1** : Périmètre d'intervention du syndicat :

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, par fusion du syndicat intercommunal des eaux de la Semine et du syndicat intercommunal des eaux de Bellefontaine, il est créé un syndicat mixte fermé composé des collectivités suivantes :

**Bassy**  
**Chêne-en-Semine**  
**Chessenaz**  
**Clarafond-Arcine**  
**Clermont**  
**Communauté de communes « Rumilly Terre de Savoie » (en représentation de Versonnex et Crempigny-Bonneguête)**  
**Droisy**  
**Eloise**  
**Franclens**  
**Saint Germain sur Rhône**  
**Usinens**  
**Vanzy**

## **Article 2** : Dénomination du syndicat :

Le syndicat prend la dénomination suivante :  
Syndicat Mixte des Eaux Bellefontaine Semine représenté également sous l'abréviation suivante **SMEBS**.

## **Article 3** : Siège du syndicat :

Le siège du syndicat mixte est fixé à l'adresse suivante :  
**La Croisée, 70 Route de La Semine 74270 CHENE EN SEMINE**

## **Article 4** : Durée :

Le syndicat mixte est constitué pour une durée illimitée.

## **Article 5** : Compétences du syndicat :

Le syndicat exerce en lieu et place des collectivités adhérentes les compétences suivantes :

- Le syndicat est compétent pour assurer la distribution publique de l'eau potable et plus particulièrement :
  - la réalisation des études et travaux de recherche de la ressource en eau.
  - la production, le traitement et la distribution de l'eau potable aux communes adhérentes ci-dessus nommées.
  
- Le syndicat possède les captages et les réservoirs suivants :
  - la source de BELLEFONTAINE située sur le territoire de Crempigny-Bonneguête,
  - le captage de BANGE situé sur le territoire de Clarafond-Arcine,
  - le captage des VORZIERS situé sur le territoire de Vanzy,
  - les réservoirs situés sur les communes de Droisy, Crempigny-Bonneguête, Versonnex, Clarafond-Arcine, Chêne en Semine, St Germain, Eloise.

- Le syndicat est compétent pour le refoulement des eaux, leur adduction vers les réservoirs et ouvrages de distribution et l'entretien de ces installations et des abords et périmètre de captage
- Aucun membre ne peut céder l'eau à d'autres communes non adhérentes sans l'accord du syndicat.

**Article 6 :** Précisions relatives à l'exercice des compétences :

- Le syndicat intervient uniquement sur les réseaux lui appartenant, à savoir du captage aux réservoirs. Les réseaux situés au-delà des réservoirs sont gérés par les communes ou collectivités compétentes en la matière.
- En cas de panne ou de débit insuffisant, à savoir lorsque le débit d'étiage est inférieur à 10m<sup>3</sup>/heure, Versonnex et Bonneguête seront prioritairement alimentées par la source de Bellefontaine. Droisy, Clermont et Crempigny seront alimentées principalement par la connexion de secours de Seyssel.
- L'organe délibérant du syndicat fixe un tarif unique de l'eau sur l'ensemble de son périmètre. Le prix est différent pour les communes non adhérentes et bénéficiant d'une convention, pour l'ATMB bénéficiant d'une convention et pour les demandeurs occasionnels.

**Article 7 :** Activités complémentaires :

7.1 Mutualisation de services et de moyens :

Les services d'un syndicat mixte associant exclusivement des collectivités territoriales, ou des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition de ses collectivités ou établissements membres, pour l'exercice de leurs compétences.

7.2 Prestations de service :

Le syndicat est habilité, à la demande d'un de ses membres, d'une autre collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, à assurer des prestations de service se rattachant à son objet. Les contrats relatifs à ces prestations sont conclus dans le respect des règles de la commande publique en vigueur.

Au titre des prestations de services, le syndicat est notamment habilité à réaliser ponctuellement et à la demande de ses membres les missions suivantes : le branchement et le relevé des compteurs d'eau chez les abonnés, l'entretien général, les recherches de fuites et les réparations ayant trait aux réseaux d'eau communaux.

**Article 8 – Règlement intérieur :**

Le règlement intérieur est approuvé par le Comité syndical.

**Article 9 :** Comité syndical et représentativité :

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les organes délibérants des collectivités membres du syndicat.

Chacune des communes adhérentes est représentée par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. La communauté de communes Rumilly Terre de Savoie est, quant à elle, représentée par 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants.

Dès lors, la gouvernance du syndicat s'établit comme suit :

Collectivités Membres	Population totale en vigueur en 2019	Délégués Titulaires	Délégués Suppléants
Bassy	433	2	2
Chêne-en-Semine	490	2	2
Chessenaz	219	2	2
Clarafond-Arcine	1043	2	2
Clermont	415	2	2
Droisy	167	2	2
Eloise	855	2	2
Franclens	576	2	2
St Germain sur Rhône	527	2	2
Usinens	409	2	2
Vanzy	340	2	2
CC Rumilly Terre de Savoie	948	4	4
	<b>6 422</b>	<b>26</b>	<b>26</b>

**Article 9 : Bureau du syndicat :**

Le comité syndical élit un bureau composé de :

- Un président,
- Un ou des vice-présidents,
- Et le cas échéant, un ou plusieurs autres membres

**Article 10 : Budget :**

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses liées à l'exercice de sa compétence EAU. Il comprend notamment :

- La contribution des communes associées,
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat,
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département, des communes et de l'Agence de l'Eau.
- Les produits des dons et legs,
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés,

- Le produit des emprunts,

**Article 11 : Nomination du comptable :**

Les fonctions de receveur du syndicat mixte sont exercées par le comptable désigné par l'autorité compétente à cet effet.

**Article 12 : Autres dispositions**

Pour toutes dispositions non prévues par les présents statuts, il est fait application des dispositions du code général des collectivités territoriales.

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-07-16-00007

ordre du jour de la commission départementale  
d'aménagement commercial du 29 juillet 2021

14 H 30

## **Extension de l'ensemble comercial Val d'Arve à SCIONZIER**

Demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale(PC/AEC) n° 074 264 21 00015 enregistrée au secrétariat de la commission départementale d'aménagement commercial(CDAC) le 3 juin 2021, présentée par la SCI HEPHAISTOS dont le siège social est situé 17 rue Alphonse Baudin – 01000 BOURG-EN-BRESSE, représentée par M. Jean-Luc MUFFAT, gérant associé, en vue de l'extension de l'ensemble commercial Val d'Arve, par la création d'un ensemble commercial de 1009 m<sup>2</sup>, constitué de trois cellules, pour porter la surface de vente totale de l'ensemble commercial Val d'Arve à 16 432 m<sup>2</sup>, situé rue César Vuarchex – 74950 SCIONZIER.

## **MEMBRES**

- M. le maire de SCIONZIER, commune d'implantation, ou son représentant ;
- M. le président de la communauté de communes Cluses Arve et Montagnes, ou son représentant ;
- M. le président du syndicat mixte du SCoT Mont-Blanc Arve Giffre , ou son représentant ;
- M. le président du conseil départemental, ou son représentant ;
- M. le président du conseil régional, ou son représentant ;
- Mme Ségolène GUICHARD, adjointe au maire de la commune d'Epagny Metz-Tessy, ou M. Jean-Marc LOUCHE, adjoint au maire de la commune d'Epagny-Metz-Tessy ;
- M. Stéphane VALLI, président de la communauté de communes Faucigny-Glières, ou Mme Géraldine COFFY, conseillère communautaire de la communauté de communes Faucigny-Glières ;
- M. Gérard MEAUDRE, Union départementale des Associations Familiales (UDAF) ;
- M. Michel BIBIER COCATRIX, Union Fédérale des Consommateurs UFC-Que Choisir ;
- M. Éric BEAUQUIER ou Mme isabelle DUPUIS-BALDY, architectes ;
- M. Arnaud DUTHEIL ou M. Jacques FATRAS, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) ;
- Mme Emeline SAVIGNY, membre élue de la chambre d'agriculture interdépartementale Savoie-Mont-Blanc ;
- M. Henri PAYOT-PERTIN, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Savoie ou M. Hubert MERMILLOD-BLONDIN, membre élu ;
- M. Alain MOSSIERE, président de la chambre des métiers et d'artisanat de la Haute-Savoie ou Mme Catherine FAVRET, membres élue.

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

74-2021-07-08-00006

Arrêté N° 2021-12-0056, portant autorisation de  
création d'un site internet de commerce  
électronique de médicaments, Pharmacie  
DROUET, CRAN GEVRIER - 74960





RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Décision N° 2021-12-0056

Portant autorisation de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**Vu** le code de de la Santé Publique et notamment les articles L.1111-8, L.5121-5, L.5125-33 à L.5125-41 et R.5125-70 à R.5125-74 ;

**Vu** l'arrêté du 28 novembre 2016 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments dans les pharmacies d'officine, les pharmacies mutualistes et les pharmacies de secours minières mentionnées à l'article L.5121-5 du CSP ;

**Vu** l'arrêté du 28 novembre 2016, modifié par les décisions n° 407289 du 26 mars 2018 et n° 407292 du 4 avril 2018 du Conseil d'Etat statuant au contentieux, relatif aux règles techniques applicables aux sites internet de commerce électronique de médicaments prévues à l'article L. 5125-39 du CSP ;

**Vu** le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ;

**Vu** la licence N° 74#000318 du 25 mai 1992 autorisant la pharmacie sise, 15 avenue de la République à CRAN GEVRIER- 74960 ANNECY ;

**Considérant** la demande du 03 mai 2021 réceptionnée à l'ARS en date du 31 mai 2021, déposée par M. Ludovic DROUET et Mme Aline DROUET, exploitants l'officine dénommée « SELARL PHARMACIE DROUET » sise 15 avenue de la République, CRAN-GEVRIER,74960 ANNECY sous la licence n° 74#000318 du 25 mai 1992, en vue de la création d'un site de commerce électronique de médicaments à l'adresse :

<https://pharmaciechorus.pharmacorp.fr>

**Considérant** que le dossier déposé par **M. Ludovic DROUET et Mme Aline DROUET** a été déclaré complet en date du 31 mai 2021 en application de l'article R5125.71 du code de la santé publique,

**Considérant** que la description du site et ses fonctionnalités, présentées dans la demande d'autorisation, permettent de s'assurer du respect des règles techniques et bonnes pratiques susvisées,

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** **M. Ludovic DROUET et Mme Aline DROUET**, exploitants l'officine dénommée "**SELARL PHARMACIE DROUET** sise **15 avenue de la République, CRAN-GEVRIER, 74960 ANNECY**, sous la licence n° 74#000318 du 25 mai 1992, est autorisé à créer un site de commerce électronique de médicaments, à l'adresse :

Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03  
04 72 34 74 00  
[www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

<https://pharmaciechorus.pharmacorp.fr>

**Article 2 :** Le site internet, objet de la présente autorisation, doit être utilisé conformément au cadre juridique en vigueur. Tout manquement aux règles applicables au commerce électronique et aux bonnes pratiques de dispensation pourra entraîner des sanctions administratives.

**Article 3 :** Dans les quinze jours suivant la date d'autorisation, le pharmacien titulaire de l'officine informe le conseil régional de l'ordre des pharmaciens de la création du site internet de commerce électronique de médicaments au détail, non soumis à prescription obligatoire et lui transmet, à cet effet, une copie de la présente autorisation.

**Article 4 :** En cas de modification substantielle des éléments de l'autorisation mentionnés à l'article R. 5125-71 du code de la santé publique, le pharmacien titulaire de l'officine en informe, sans délai, par tout moyen permettant d'en accuser réception, le directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône Alpes et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

**Article 5 :** En cas de suspension ou de cessation d'exploitation du site internet, le pharmacien titulaire de l'officine informe, sans délai, le directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône Alpes et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

**Article 6 :** La cessation d'activité de l'officine exploitée sous la licence n° 74#000318 du 25 mai 1992 entraînera la fermeture du site internet autorisé par le présent arrêté.

**Article 7 :** Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes,
- d'un recours administratif auprès de Madame le Ministre des Solidarités et de la Santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, pouvant être introduit par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux. Ils ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

**Article 8 :** Le Directeur de l'Offre de soins de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de la délégation départementale de Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Annecy, le 08 juillet 2021,

Pour le directeur général et par délégation,  
Pour le directeur départemental de Haute-Savoie, par  
délégation,  
L'inspectrice hors Classe,

  
Cécile BADIN

Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03  
04 72 34 74 00  
[www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS ([ars-ara-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars-ara-dpd@ars.sante.fr)).

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

74-2021-07-08-00007

Arrêté n° 2021-12-0057, portant autorisation de  
création d un site internet de commerce  
électronique de médicaments, Pharmacie  
HIDAS, 74100 VETRAZ-MONTHOUX

Décision N° 2021-12-0057

Portant autorisation de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**Vu** le code de de la Santé Publique et notamment les articles L.1111-8, L.5121-5, L.5125-33 à L.5125-41 et R.5125-70 à R.5125-74 ;

**Vu** l'arrêté du 28 novembre 2016 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments dans les pharmacies d'officine, les pharmacies mutualistes et les pharmacies de secours minières mentionnées à l'article L.5121-5 du CSP ;

**Vu** l'arrêté du 28 novembre 2016, modifié par les décisions n° 407289 du 26 mars 2018 et n° 407292 du 4 avril 2018 du Conseil d'Etat statuant au contentieux, relatif aux règles techniques applicables aux sites internet de commerce électronique de médicaments prévues à l'article L. 5125-39 du CSP ;

**Vu** le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ;

**Vu** la licence N° 74#000354 du 11 mai 2011 autorisant la pharmacie sise, ZAC des Erable à VETRAZ-MONTHOUX - 74100 ;

**Considérant** la demande du 08 juin 2021 réceptionnée à l'ARS en date du 29 juin 2021, déposée par M. Bertrand HIDAS, exploitant l'officine dénommée « SELARL PHARMACIE HIDAS » sise ZAC des Erables, 74100 VETRAZ-MONTHOUX sous la licence n° 74#000354 du 11 mai 2011, en vue de la création d'un site de commerce électronique de médicaments à l'adresse :

<https://pharmacie-bas-monthoux.pharm-upp.fr>

**Considérant** que le dossier déposé par **M. Bertrand HIDAS**, a été déclaré complet en date du 29 juin 2021 en application de l'article R5125.71 du code de la santé publique,

**Considérant** que la description du site et ses fonctionnalités, présentées dans la demande d'autorisation, permettent de s'assurer du respect des règles techniques et bonnes pratiques susvisées,

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**: **M. Bertrand HIDAS**, exploitant l'officine dénommée « **SELARL PHARMACIE HIDAS** » sise **ZAC des Erables, 74100 VETRAZ-MONTHOUX** sous la licence n° 74#000354 du 11 mai 2011 est autorisé à créer un site de commerce électronique de médicaments, à l'adresse :

**Article 2** : Le site internet, objet de la présente autorisation, doit être utilisé conformément au cadre juridique en vigueur. Tout manquement aux règles applicables au commerce électronique et aux bonnes pratiques de dispensation pourra entraîner des sanctions administratives.

**Article 3** : Dans les quinze jours suivant la date d'autorisation, le pharmacien titulaire de l'officine informe le conseil régional de l'ordre des pharmaciens de la création du site internet de commerce électronique de médicaments au détail, non soumis à prescription obligatoire et lui transmet, à cet effet, une copie de la présente autorisation.

**Article 4**: En cas de modification substantielle des éléments de l'autorisation mentionnés à l'article R. 5125-71 du code de la santé publique, le pharmacien titulaire de l'officine en informe, sans délai, par tout moyen permettant d'en accuser réception, le directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône Alpes et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

**Article 5** : En cas de suspension ou de cessation d'exploitation du site internet, le pharmacien titulaire de l'officine informe, sans délai, le directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône Alpes et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

**Article 6** : La cessation d'activité de l'officine exploitée sous la licence n° 74#000354 du 11 mai 2011 entrainera la fermeture du site internet autorisé par le présent arrêté.

**Article 7** : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes,
- d'un recours administratif auprès de Madame le Ministre des Solidarités et de la Santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, pouvant être introduit par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux. Ils ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

**Article 8** : Le Directeur de l'Offre de soins de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de la délégation départementale de Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Annecy, le 08 juillet 2021

Pour le directeur général, par délégation,  
Pour le directeur départemental de Haute-Savoie, par  
délégation,  
L'inspectrice hors classe,

Cécile BADIN